



Honki de Sassara

CENTRAFRIQUE

La dérive
singulière

L'Harmattan

Centrafrique

... la dérive singulière

Honki de Sassari

Centrafrique

... la dérive singulière

L'Harmattan

© L'Harmattan, 2014
5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris

<http://www.harmattan.fr>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-343-03193-4
EAN : 9782343031934

Une contrée isolée, longtemps à l'écart et ignorée...

Bien avant notre ère, le rivage méditerranéen de l'Afrique notamment autour de Carthage, de la Cyrénaïque et de l'Égypte s'enorgueillissait d'abriter de grandes cités à l'architecture moderne servies par une société cultivée et aux goûts raffinés ; résolument tourné vers le *Nord* et l'Europe il participait activement aux grands mouvements de civilisation ; ceux-ci n'allaient pas sans d'incessantes guerres de conquête habillées en croisades pour leur donner l'onction religieuse d'entreprises honorables ; l'objectif visé n'en restait pas moins la constitution d'immenses empires qu'on organisait en aires durables d'influence politique, de diffusion culturelle et d'échanges commerciaux. Toutefois, l'Europe continuait de focaliser son attention et ses intérêts en priorité sur l'Asie et le Pacifique qui à ses yeux présentaient les meilleures opportunités d'affaires juteuses. Avec la Chine et le Japon qu'elle ne pouvait soumettre à sa loi, elle signait des accords commerciaux et y installait des comptoirs. Ailleurs, dans le *Sud-Est* asiatique continental, Inde, Cambodge, Vietnam, et insulaire, Malaisie, Indonésie où les rapports de force étaient à son avantage et lui permettaient d'avoir les coudées franches, elle créait des colonies. Bientôt elle sera rejointe par les Etats-Unis d'Amérique qui mettront les Philippines sous leur tutelle.

L'épopée des grands voyages commerciaux de cette époque rapporte que des caravanes de marchands descendaient du *nord* de l'Afrique vers le Sahara désertique ; elles apportaient du sel et des épices, l'enseignement de l'écriture, la lecture des saintes écritures et des œuvres savantes ; elles diffusaient la culture dans la région et on met à leur actif la création et l'animation de Tombouctou, première université noire au *sud* de la méditerranée. C'est donc beaucoup plus tard au temps des missions d'aventure et de découverte que le reste du continent africain en ses façades maritimes à l'*est*, à l'*ouest* et au *sud* du Sahara sera exploré et occupé. En différents points de cette côte, les uns pour leur intérêt stratégique, les autres pour leur meilleure accessibilité, furent érigés de nombreux comptoirs d'échanges commerciaux pour accueillir les bateaux

marchands, y compris la flotte négrière. Mais encore longtemps on hésita à se risquer plus en profondeur à l'intérieur des terres, en particulier dans la partie couverte par la forêt. Ce vaste territoire resta exclu et coupé du monde extérieur. Seuls des autochtones y entraient en dernier recours pour s'y cacher et ne plus en ressortir. Les esclavagistes arabes descendant du *nord-est* sous les ordres du Khédivé d'Egypte pouvaient opérer des razzias dans tout le Darfour, ils n'osaient jamais poursuivre leurs victimes jusque dans la grande forêt où beaucoup trouvèrent refuge et s'installèrent définitivement. Leurs collègues aux ordres du Sultan de Zanzibar, qui pénétrèrent le continent sur sa façade *est*, réalisèrent des raffles d'esclaves jusqu'en Ouganda et au Sud-Soudan. Eux non plus n'abordèrent jamais la grande forêt. Lorsqu'au milieu du 19^e siècle Stanley entreprit de traverser le continent d'*est* en *ouest* et qu'en 1876 il remonta le cours du Congo, la zone, comprise entre les deux rivières, Oubangui au *sud* et Chari au *nord* qui sera appelée Oubangui-Chari, était bien à l'écart de son itinéraire et manqua une nouvelle occasion d'être explorée. Léopold II, roi des Belges, commençait à lorgner avec insistance vers ce no man's land et n'excluait pas de l'intégrer à l'Etat indépendant du Congo, son bien personnel ; Savorgnan de Brazza installé à Brazzaville eut vent du projet d'annexion ; il en informe la France, sa patrie, qui immédiatement intègre la zone à son espace à explorer et à coloniser. Il paraît vraisemblable que la France ait mis l'Oubangui-Chari dans son escarcelle avec la seule volonté de ne pas faire un autre cadeau territorial aux Belges. Aussi, des années plus tard, s'avère-t-il de façon affligeante que la France ne sait toujours pas plus qu'à l'époque ce qu'elle pourrait bien faire de ce territoire. Le pays tout entier souffre de ce statut de « territoire acquis au pis-aller », ce qui en fait un Etat traité inéquitablement, toujours en fin de liste et à la traîne des autres. C'est le pays dont on expédie les problèmes pour vite les oublier et qu'on relègue dans les quantités négligeables.

Pourtant, déjà à l'époque, le territoire ne manquait ni d'intérêt ni d'atouts en dehors d'avoir servi de refuge à diverses populations fuyant devant des esclavagistes. La nature y donne

à observer une grande biodiversité. La flore, constituée de grands arbres en zone forestière, renferme en grandes quantités diverses essences rares ; la faune riche et variée comprend des éléphants aussi bien en forêt que dans la savane où évoluent des rhinocéros, des lions, des guépards, des panthères, des buffles et toutes sortes d'antilopes qui pourraient facilement aiguïser l'appétit de chasseurs d'images ou de trophées ; les petits cours d'eau charrient du diamant alluvionnaire et des paillettes d'or ! Mais la seule évocation des difficultés à surmonter, voire des périls à affronter, pour d'abord accéder dans la zone et ensuite y survivre assez longtemps pour exploiter les richesses suffisait à décourager jusqu'aux plus intrépides parmi les missionnaires. On disait en effet que les seules voies d'accès étaient les grandes rivières ; on imaginait avec frayeur l'impétuosité de leurs cours sauvages, irréguliers, coupés de rapides et infestés d'hippopotames irascibles et de crocodiles hypocrites. Il y avait ensuite la chaleur et la moiteur de l'air du sous-bois qui se conjuguait en une atmosphère si étouffante que s'y maintenir se payait en souffrances inhumaines. L'homme y était régulièrement pris en chasse par une certaine mouche tsé-tsé à la recherche continuelle de sang humain pour son breuvage ; cette glossine vampire, non contente de soutirer du sang à ses victimes, leur transmettrait également la trypanosomiase, une maladie effroyable qui allume un feu dans votre cerveau et vous rend fou avant de vous plonger dans le sommeil et la mort. De jour comme de nuit, en sous-bois comme dans la savane, des moustiques vous assaillent pour prélever leur tribut de sang en même temps qu'ils vous inoculent la fièvre jaune ; celle-ci, après avoir jauni vos yeux et assombri vos urines, vous fait saigner de toutes vos muqueuses dans un tableau de fatigue extrême et de grandes douleurs qui vous amenaient inexorablement à la mort après un dernier vomissement de sang noir, le vomito negro des Portugais ; avec une fréquence encore plus élevée ces maudits moustiques propagent également la malaria, la bien connue fièvre des marais dont les crises font passer le corps par des périodes de chaud et de froid avec des frissons si intenses qu'ils se transmettent en secousses au lit du malade ; l'atteinte des reins et du cerveau aggrave le pronostic

vital de ces crises chez les sujets vierges exprimant leur première exposition à l'infestation.

Somme toute, cette partie du continent était présentée comme un bout d'enfer sur terre : l'homme y était partout et à tout instant en danger. En effet, dès qu'il parvenait à s'extirper de l'étouffant sous-bois, il était dans la savane immédiatement pris sous la menace d'être dévoré par l'une des innombrables bêtes fauves ou de mourir d'envenimation par morsures de serpents et piqûres de scorpion. Habituellement à cet instant précis de la narration la voix du conteur de ces malheurs se casse ; elle devient légèrement chevrotante par effet simulé pour non seulement susciter la frayeur mais encore planter durablement et profondément dans l'esprit de l'auditoire le dégoût et la répulsion que lui provoquera désormais la seule évocation de ces lieux et de ces moments difficiles. Pareilles histoires étaient nombreuses. Elles concluaient des récits de voyages plus souvent imaginaires que véritablement vécus et elles produisaient merveilleusement les résultats attendus de leurs auteurs : elles décourageaient et dissuadaient définitivement les velléités d'aventures à tenter dans cet espace maudit. En conséquence, adossée à cette réputation vraie ou fausse d'écosystème inhospitalier et déclarée inexpugnable derrière sa forêt, la région resta vierge de toute pénétration étrangère « à visée civilisatrice » jusqu'à la fin du 19^e siècle.

Alors vint Émile Gentil, premier explorateur français de ces lieux. Depuis des jours dans sa solide pinasse il naviguait sur la tumultueuse rivière *ubangi*, le principal affluent du fleuve *congo*. Stanley, en descendant le cours du *congo* une décennie plus tôt, avait ouvert la voie à l'exploration européenne de la région. Mais l'itinéraire de la mission d'Émile Gentil n'en demeurait pas moins inconnu et une route nouvelle qu'il ouvrait au fur et à mesure de la progression de son embarcation sur l'eau. Dans cette course vers le *nord*, l'explorateur s'enfonçait chaque jour un peu plus dans l'épaisse forêt équatoriale. L'atmosphère de chaleur moite écrasait de son poids immatériel les membres de son équipage. On était dans l'intersaison, une période d'incertitudes et de variations climatiques. A cette

époque de l'année, le temps prend quelque malin plaisir à jouer avec la labilité des repères célestes pour mieux embrouiller ceux qui s'essaieraient à la prévision météorologique sur la foi des seules données visuelles utilisables. Pendant que les anciens repères s'estompent lentement, donnant l'impression d'hésiter à disparaître, les nouveaux procèdent par à-coups, apparaissant brusquement comme pour manifester leur impatience à se mettre en place et s'effaçant ensuite comme vaincus par la résistance des anciens. Même les autochtones qui les subissent pourtant chaque année peinent à s'y retrouver : de toutes ces variations présentes, lesquelles sont-elles condamnées à disparaître et lesquelles arrivent-elles pour s'installer durablement ? Le résultat est une désorientation complète et comme tout cela se passe dans un bouillonnement incessant et un bouleversement intense, le ciel en paraît profondément troublé. Néanmoins, les nombreux nuages restent accrochés assez haut dans le ciel ; la chaude journée va à son terme sans la pluie. Les brumes persistantes de la saison sèche qui raccourcissent la vue se sont dissipées ; l'air frais et sec de l'Harmattan, qui les accompagne, a laissé la place à la moiteur qui progressivement enveloppe toutes les activités humaines de sa poisseuse présence ; le moindre effort musculaire se paye en sueurs profuses.

Émile Gentil et ses hommes allaient au fil de l'eau, ayant choisi de naviguer proches de la berge pour éviter d'affronter le courant dans leur remontée de la rivière. La monotonie du parcours avait installé la nonchalance chez les hommes et il régnait une grande apathie à bord de l'embarcation. Des pique-bœufs au plumage d'un blanc immaculé posés comme une nappe de neige sur la verdure descendant en pente douce vers la rivière attirèrent à peine leur attention ; un troupeau d'éléphants descendu s'abreuver et que l'embarcation surprit en train de s'asperger et de s'ébattre dans l'eau, n'éveilla pas plus leur intérêt. Plus loin, des buffles qui semblaient marquer un arrêt sur la berge, attendant de voir passer les intrus en ces lieux avant d'entrer dans l'eau ne réussirent pas, eux non plus, à induire le moindre commentaire d'émerveillement. Le ramage des oiseaux arrivant des deux rives pour se fondre en un

vacarme unique avait pris la barque et son équipage dans un manchon stéréophonique qui les accompagnait dans leur progression et les berçait. Insidieusement, les longues heures passées au fil de l'eau et le manchon de concert avaient déconnecté l'équipage à la fois du temps et de l'environnement. Les hommes étaient adossés sur chaque côté à la paroi de la coque de la barque, alanguis et battus par le sommeil ; seuls veillaient le timonier et son supplétif installé à l'avant pour guider l'embarcation à travers les obstacles. Les heures s'écoulaient monotones comme l'onde sur laquelle ils voguaient, sillon mouvant encadré sur les deux berges par une verdure sombre. On aurait dit qu'à leur usage en prévision de la part qu'elle prendrait dans le déroulement de cette pérégrination, la rivière s'était accordé le temps nécessaire pour fendre la verte sylve à l'infini et leur faire un chemin. Pour autant nulle mésaventure n'était écartée ; le péril guettait et le malheur pouvait frapper à tout instant. Tant qu'ils étaient sur l'eau, la principale menace qui pesait constamment sur ces hommes était le risque de causer des dommages irréparables à l'embarcation. Ce danger pouvait surgir sous la forme d'un récif, d'un étoc, d'un tronc d'arbre dérivant ou d'une femelle hippopotame toujours imprévisible dans ses réactions quand on s'approche trop près de ses petits. Après qu'on l'aura vue plonger, elle aura autant marché que nagé sous l'eau. Puis émergeant soudain des profondeurs, la femelle mastodonte, de son museau trapu, soulèvera l'embarcation avec son contenu pour la projeter au loin comme un frêle esquif. Elle complètera sa rage en mordant dans tout ce qui bougerait et aurait le malheur de se trouver encore dans l'espace qu'elle estime être compris dans son périmètre de sécurité.

Le pays est né d'un banal accident de navigation...

En cette journée de l'an de grâce 1886, l'explorateur venait de s'engager sur un coude de la rivière, lorsque, subitement, de violents rapides le projettent contre un promontoire ; il dut accoster. Le promontoire rougeâtre et étonnamment chauve était comme accouché de l'ensemble vert sombre de la forêt environnante ; il se prolongeait d'un impo-

sant piton rocheux qui semblait braver des flots rugissant et écumant d'impuissance à ses pieds. Émile Gentil se hissa sur l'immense piédestal ; il était dos à la rivière. De son regard, il prenait en enfilade la rive droite sur une grande partie de sa longueur avant qu'elle ne plongeât pour disparaître derrière une boule de verdure figurant une petite île, laquelle divisait le cours de la rivière en deux branches d'inégale largeur. L'explorateur et ses hommes étaient face au Bas-Oubangui : ils se sentaient tout petits, écrasés par la colline chevelue qui émergeait de la dense verdure et leur barrait la vue.

Émile Gentil se trouvait ainsi au beau milieu de la grande forêt équatoriale. Il s'émerveillait devant les arbres gigantesques. Ensemble ceux-ci semblaient former un rempart et un véritable mur d'enceinte protégeant la forêt. Ces géants projetaient en port majestueux haut vers le ciel leur canopée dont une grande partie était noyée dans la brume permanente en suspens, indicatrice de la forte hygrométrie alliée à la chaleur tropicale. Leurs troncs étaient immenses, portés par des racines robustes naissant plus haut que de coutume ; troncs et racines plongeaient dans la rivière comme de véritables contreforts ; ils soutenaient l'ensemble vert sombre touffu impénétrable courant sur la berge de la rivière et couvrant celle-ci sur toute sa longueur et au-delà. C'était la Nature déployée dans toute sa splendeur. Elle suscitait l'émerveillement et elle faisait peur à la fois !

Était-ce par désir d'immortaliser ce jour de son accident de parcours, Émile Gentil implanta les fondations de la première ville sur le promontoire rocheux contre lequel son embarcation venait de s'échouer : il venait de créer Bangui, la future capitale de l'Oubangui-Chari et plus tard de la République Centrafricaine.

Les Pygmées étaient déjà sur place...

Premier explorateur européen en ces lieux, Émile Gentil était loin de se douter que cette verte sylve apparemment impénétrable pouvait abriter une communauté humaine. C'est pourtant le domaine des Pygmées. Nul ne peut dire précisément à quelle époque les Pygmées colonisèrent cette zone mais à tout

le monde ils donnent l'impression de s'y être solidement adaptés et intégrés à l'écosystème. Petits hommes bien différents du nain micro ou macro-mélique souvent porteur de malformations physiques de la tête, du tronc et des membres, les Pygmées sont en général harmonieusement proportionnés. Le teint est clair, les cheveux crépus sont parfois blonds. Le visage est partagé en deux par une ligne médiane tatouée depuis la naissance des cheveux au front jusqu'à la pointe du nez ; ce dernier n'est pas écrasé comme chez la plupart des Bantous de la savane mais il n'est jamais petit et il comporte de larges ailes sous lesquelles s'ouvrent des narines plutôt démesurées pour de si petits corps. La distribution de la pilosité chez le mâle pubère est semblable à ce qui est communément observé dans le genre humain. La calvitie est commune alors que la barbe et la moustache sont étrangement rares. Les adultes hommes et femmes portent des cache-sexes confectionnés à partir d'écorce d'arbre travaillée. Jusqu'à la puberté les enfants des deux sexes sont plutôt nus.

Le mode de vie des Pygmées les a intimement et solidement intégrés à la nature ; il s'est bâti sur des connaissances et un savoir-faire pratiques, fruits d'observations patiemment collectées et transmises d'une génération à la suivante à travers l'éducation des enfants. Les Pygmées chassent à la battue avec des filets fondus dans la sylvie épaisse où le gibier vient s'empêtrer ; ils piègent les petits rongeurs selon des techniques très élaborées utilisant de petites nasses ou des collets posés sur le trajet des venelles empruntées par ces animaux en quête de nourriture hors de leur terrier. De leur vécu quotidien ils ont également tiré une solide science de la nature ; celle-ci, dame généreuse, leur fournit absolument tout ce qui est nécessaire à la satisfaction de leurs besoins vitaux. Ainsi, les jeunes plants servent à la construction des huttes d'habitation qui ne dépassent jamais un mètre et demi de hauteur ; les racines des plantes et leurs fruits entrent comme divers ingrédients de base de l'alimentation. Les aliments sont consommés crus, grillés ou cuits au feu de bois ; le feu est connu et allumé selon la technique ancestrale ; la viande et le poisson sont conservés boucanés plutôt que séchés car les rayons du

soleil percent difficilement à travers la canopée ; les écorces sont travaillées pour donner des habits ; les femmes cachent leur nudité avec des feuilles. Des principes actifs de médicaments sont extraits des racines, des écorces, des feuilles et des sommités fleuries. La maîtrise que les Pygmées ont de l'utilisation des plantes dans le traitement de certaines pathologies ferait pâlir les meilleurs herboristes du monde. Les Bantous, habitants de la zone forestière qui entretiennent des relations étroites avec les Pygmées, n'hésitent pas à se détourner de la médecine moderne pour fidèlement et en confiance recourir à la science médicale de ces petits hommes ; ils sont assez souvent satisfaits des résultats des traitements proposés en réponse à leurs problèmes de santé. Cette science de la nature a vraisemblablement permis aux Pygmées de se préserver de la maladie dans leur environnement connu pour être assez hostile ; ils sont ainsi parvenus à assurer la survie de leur communauté à travers des siècles. L'éclatement en petits groupements d'une dizaine de ménages organisés en totale autarcie et le confinement au plus profond de la forêt pourraient bien avoir été un comportement raisonné fondé sur des leçons tirées de drames vécus ; en se dispersant les Pygmées s'étaient mis à l'abri de grandes hécatombes que pouvait provoquer une épidémie dans leur population et tant qu'ils vivaient en vase clos reclus dans la forêt impénétrable ils se préservaient des pathologies en cours chez les grands Noirs vivant à l'orée de la forêt et dans la savane.

Les Pygmées pourraient bien être les ancêtres de l'humanité. Mais s'ils ne l'étaient pas, tout au moins pourraient-ils prétendre constituer un maillon suffisamment ancien dans la chaîne de l'évolution de la race humaine. Car, selon la Genèse, au départ était un seul continent, socle monolithique unique émergé des eaux ; et s'il est admis que Dieu créa l'homme pour y vivre, que de l'une des côtes de ce dernier il fit la femme sa compagne et lui insuffla la vie, la multiplication des humains, pour peupler le paradis qu'ils venaient de perdre suite au péché de fornication, a été inévitablement incestueuse dès la deuxième génération.

Le moine Mendel a montré, avec l'étude de la drosophile, la mouche du vinaigre, que les reproductions répétées à l'intérieur de la même famille, entre frères et sœurs, donnaient lieu à une haute fréquence de mutations ; que la multiplication de ces mutations révélait précocement des tares qui autrement se seraient exprimées beaucoup plus tard au cours de la vie, sinon jamais ; que certaines de ces tares précocement exprimées étaient mortelles. De cette manière le processus contribue à la sélection naturelle. S'agissant de l'origine des différents groupes de la race humaine, on pourrait imaginer que la fréquence élevée des mutations dans le contexte des procréations incestueuses ait créé des drifts affectant particulièrement le « phenomen » ; ces mutations auraient remanié assez profondément ce dernier pour donner naissance à des phénotypes suffisamment différents mais soutenus par le même « germen » humain resté inchangé. A la suite se seraient produits certains événements dont on ignore les causes et qui auraient amené la ségrégation des phénotypes formés : ces derniers ont pu ou ont dû se rassembler au cours du temps en isolats homogènes ; ceux-ci ont migré du centre aux quatre coins du continent monolithique. Sous l'effet des tensions créées par les plaques tectoniques qui lui servent de socle, le continent monolithique a commencé à se fissurer pour finalement se scinder en plusieurs morceaux d'inégales superficies ; ces différents morceaux ont dérivé et continuent de dériver de nos jours après avoir formé les cinq continents du monde terrestre. L'un de ces morceaux s'est tellement divisé qu'à la longue le continent créé est un émiettement d'îles de toutes les tailles, plus fréquemment volcaniques : c'est l'Océanie actuelle avec la Micronésie. En se séparant, chacun des cinq morceaux avait emporté et conservé un, deux ou trois isolats phénotypiques. Au cours du temps le développement socioculturel a fait émerger le phénotype dominant majoritaire qui naturellement a imprimé et imposé son identité au continent de dérivation. Le bloc eurasién sera ainsi dominé par le phénotype blanc à l'ouest et jaune à l'est, les blocs africain et océanien par le phénotype négroïde et le bloc américain par le phénotype indien d'Amérique.

Généralement, on oppose deux thèses, la position scientifique et le point de vue théologique chaque fois qu'on discute de l'origine de l'Humanité ; mais que celle-ci ait été une création ex nihilo de la puissance divine, la main immatérielle qui organise tout , ou le résultat de la diversification d'un variant adapté supérieur issu de la chaîne d'évolution d'une branche de primates du règne animal, les Pygmées apparaissent comme un maillon suffisamment ancien de cette chaîne pour prétendre être des ancêtres de l'humanité . A cet égard, les débats ne manquent pas d'invoquer les points suivants parmi d'autres comme preuves à l'appui de cette thèse : l'Afrique est le plus vieux de nos continents et paraît bien avoir été le continent initial qui s'est fissuré pour donner naissance aux quatre autres ; à ce jour, c'est en Afrique qu'ont été exhumés les plus anciens squelettes d'anthropoïdes : Lucie dans la Rift Valley et Toumai au Tchad ; les deux êtres devaient s'ébattre dans le même écosystème qui en ces temps anciens était fait de forêts tropicales luxuriantes ; sous l'effet des changements climatiques, ces vastes forêts ont progressivement perdu de leur étendue pour s'organiser selon leur actuelle topographie de part et d'autre de l'équateur au centre de l'Afrique ; ces forêts continuent d'abriter les Pygmées qui, par rapport aux ancêtres anthropoïdes, ont conservé la même taille, le même habitat, le même mode de vie fondé sur la cueillette et la chasse. Enfin, la tectonique des plaques et la dérive des continents, évoquées à l'origine de la formation de nos cinq continents actuels, sont des phénomènes désormais reconnus scientifiquement ; elles se rappellent régulièrement à nous de façon dramatique et douloureuse par les séismes (tremblements de terre et tsunamis).

Du piton rocheux, Émile Gentil ne se lassait pas de contempler la forêt. En s'éloignant du bord de l'eau dans une progression vers le nord comme le feront d'autres missions à la suite de la sienne, il aurait traversé entièrement la forêt. Pendant ce parcours il aurait vu la splendeur verte se dégrader continuellement, les arbres perdre peu à peu de leurs mensurations insolentes et le sous-bois s'éclaircir. Bientôt le jour se fait et la nature s'ouvre en une savane herbeuse ponctuée

d'arbres de moins en moins gigantesques. Le type humain change également : il prend une taille normale, souvent élancée et bien au-dessus de celle des Pygmées.

Une population bien diverse à tous égards...

A l'ouest est le pays *baya* ; organisés en clans d'agriculteurs sédentaires, les Baya sont pêcheurs et chasseurs à l'occasion ; ils ont la fierté chevillée au corps, portent leur honneur comme un étendard et cocardiers impénitents ils ont une forte inclination à guerroyer entre eux pour des vétilles, souvent pour montrer qui reste le plus fort. L'habitat est ici plus grand, pouvant comprendre plusieurs chambres et plus élaboré avec des murs en pisé et un toit de chaume. Certaines familles élèvent des caprins et de la volaille. L'élevage de bovins est totalement ignoré et très longtemps on aura peur des vaches dans cette région. Dès les premières pluies, le père de famille aidé de son épouse ou le jeune affranchi, qui s'est construit sa demeure et envisage de se marier, délimitent et cultivent un champ souvent de superficie modeste. On traverse les ruisseaux à gué et les rivières dans des pirogues creusées dans des troncs de rôniers ou de grands arbres. On ne sait pas construire des ponts pour enjamber les cours d'eau.

Dans la vie au quotidien en société, la sagesse est guide de tous comportements et attitudes. Le souci le mieux partagé entre adultes est de toujours rester dans les normes pour ne jamais susciter la convoitise et la jalousie. Heurter certaines personnes vous expose en sourdine ou de façon ouverte à des actes de malveillance où le risque vital est à redouter. Ici il y a derrière tout décès la main de quelqu'un comme cause de la mort de la victime. On comprend aisément que de tels principes de vie puissent brider les ambitions individuelles, étouffer la créativité, annihiler l'initiative, l'ambition et l'esprit d'entreprise, exclure le progrès et l'émancipation. Personne n'ose émerger. Ces principes contribuent à niveler la société par le bas et ils confinent la communauté dans le marasme qui la fait reculer sur tous les plans, socialement, culturellement et économiquement. Travailler honnêtement et durement pour créer

l'opulence ou construire une maison plus grande et à la taille de sa famille pour vivre à l'aise sont classés parmi les excès condamnables. Perçues par la communauté comme désirs malsains de leurs auteurs de se singulariser, ces initiatives sont jugées attentatoires au chef de clan qui y voit une volonté manifeste de lui faire de l'ombre et une menace durable sur sa position. La famille et son intrépide père courent le risque d'être stigmatisés et de subir longtemps l'ostracisme dans leur communauté. Dans l'environnement constitué de petits groupements humains où tout le monde se connaît et se côtoie tous les jours, s'extraire de sa communauté ou en être rejeté équivaut à un suicide ou une condamnation à mort ; dès lors même contre son gré on se conforme aux standards de vie. Les activités agricoles et d'élevage sont exécutées pour produire la quantité qui suffit à couvrir les besoins de subsistance de la famille car produire en excès finirait par attirer le mauvais œil sur la famille. On s'oblige au nom du principe de précaution à limiter à moins de vingt têtes les élevages de caprins, de porcins ou de volaille et à un hectare au maximum les surfaces cultivables par une famille. De ce lopin de terre l'homme et la femme enlèvent les mauvaises herbes à la houe, debout ou accroupis ; cette phase achevée, l'homme procède seul à la coupe des arbres dont il débite les troncs qui serviront de bois de chauffe après avoir séché au soleil. Les feuilles et les herbes arrachées sont mises en tas et brûlées sur place pour enrichir le sol : la préparation du terrain pour recevoir les semences ignore le dessouchage des petits arbres ; l'engrais animal est rarement utilisé ; les restes de troncs sectionnés à mi-tibia d'homme reforment inévitablement de la verdure indésirable qui menace de contrarier le développement des cultures. Le sésame semé à la volée est dévolu à une parcelle réservée ; l'arachide, le haricot et parfois le potiron sont semés côte à côte avec le mil et le maïs ; les premiers poussent aux pieds des derniers qui, une fois levés, leur servent de protection contre les pluies trop fortes. La moisson commence avec les haricots et finit avec le mil et le sésame. Le champ est de nouveau préparé sur toute sa surface et reçoit immédiatement des boutures de manioc ; celles-ci profitant des dernières pluies acquièrent rapidement un niveau de développement qui leur permet de traverser les

rigueurs de la saison sèche sans dommage. L'année suivante, le couple migre et fait son champ sur une nouvelle surface : l'espace ne manque pas !

Très tôt le matin, dès que les premières lueurs du jour ont fini de chasser les ombres de la nuit, on se rend au champ. On y travaille jusqu'à ce que le soleil, dardant ses rayons obliquement sur les tempes, indique qu'il est quelque part entre quatorze et quinze heures : c'est le moment de rentrer à la maison. La femme ramasse ou cueille ça et là de quoi préparer le repas du soir y compris le bois de chauffe. Soit elle prend toute sa récolte en une botte avec des attaches de liane, soit elle l'entasse dans une grande cuvette ; l'une ou l'autre chargée sur sa tête elle se met en route pour la maison en marchant toujours devant l'homme. Celui-ci ne peut s'encombrer autrement que de sa lance à la main, de son arc et du carquois de flèches qu'il porte en bandoulière ; de cette manière il pourrait réagir promptement en cas de danger pour assurer la défense de sa femme et la sienne propre.

A partir de six ans, la petite fille commence son éducation de femme au foyer et de future maman auprès de sa mère qu'elle aide dans tous les travaux. Elle est la première qui se lève le matin pour balayer la cour de la maison familiale ; ensuite elle chauffe assez d'eau pour la toilette des autres membres de la famille quand ils se lèveront tout à l'heure du lit ; enfin elle apprête le petit-déjeuner pour toute la maisonnée. Elle reste constamment au contact de sa mère et des femmes de la communauté pour cet apprentissage ; elle est étroitement surveillée dans ses déplacements et ses comportements ; durant toute la période de sa maturation pour devenir uniquement épouse et mère, elle est vue et traitée comme une variable importante de la respectabilité, de l'honorabilité et de la crédibilité attachées au nom de la famille ! Forcément, tout le petit monde de la famille élargie a l'œil sur elle, chacun surveillant ses déplacements, épiant ses moindres gestes, s'obligeant exprès à la regarder avec des yeux furibards aux seules fins d'anticiper sur d'éventuels écarts aux convenances. Ces restrictions sont imposées très tôt à la liberté de la petite

filles dans le but assumé de la préserver des erreurs et imprudences attribuées à l'adolescence. Or, c'est tout le contraire qui est réservé aux garçons envers lesquels les mêmes censeurs ont tendance à être plus facilement laxistes. Les mêmes écarts de comportement réprimés chez la fille sont tolérés chez le garçon et assimilés à des étapes d'apprentissage préparatoires à sa vie d'adulte. Ces censeurs ont la conscience tranquille du responsable d'une communauté humaine qui remplit ses devoirs et use des prérogatives que lui confère l'autorité légitime attachée à sa position ; la femme est l'initiatrice de la société ; elle est le creuset où se conçoit et où se forme l'homme, le fer de lance de la communauté ; tenir la femme, l'encadrer et la faire prospérer avec la pleine conscience de sa destinée d'épouse et de mère s'imposent comme un devoir vital à la société baya soucieuse d'assurer la sauvegarde de ses valeurs, de préserver ses us et coutumes et de maintenir sa personnalité. Les garçons en revanche sont libres d'aller où ils veulent pour s'amuser : ils s'ébattent et grandissent dans leur groupe d'âge. Pendant les clairs de lune, ils peuvent se réunir, chanter et faire des rondes tard dans la nuit. En saison sèche, ils jouent à longueur de journée sur les plages et dans la rivière alors qu'on ne concède que quelques heures de liberté aux filles pour batifoler, le plus souvent entre elles et confinées dans un coin de la rivière où elles s'ennuient à faire des clapotis en attendant que les garçons veuillent bien venir les taquiner. Le contraire, c'est-à-dire une fille prenant l'initiative d'entrer dans des jeux de garçons, est perçu comme signe de dévergondage : l'effrontée sera punie sévèrement, habituellement par le fouet complété par du jus de piment instillé dans les yeux !

Aux premiers signes de puberté les garçons sont enlevés à leur famille ; on les rassemble en un lieu secret en brousse loin du village pour leur faire subir le rite de passage qui fera d'eux des adultes membres de la communauté. Pendant le temps que durent les épreuves, ils sont circoncis et ils reçoivent un nouveau nom. La circoncision du jeune garçon est l'ablation du prépuce pour libérer et exposer le gland du pénis. L'opération est réalisée avec un couteau certes bien aiguisé et tranchant mais à vif, sans anesthésie locale ! C'est l'occasion

créée pour tester le courage du garçon et apprécier sa capacité à supporter la douleur sans cris ni pleurs. Les circoncis apprennent également une langue ésotérique dans laquelle ils communiquent uniquement entre eux pendant leur séjour. Les Anciens peuvent alors procéder à leur initiation aux secrets de la communauté baya et à leur formation sur l'éthique et les codes de conduite à observer en société. L'usage du langage ésotérique pour la transmission de l'ensemble de ce programme éducatif inscrit le jeune dans le cercle fermé des initiés adultes : il est devenu un homme ! Il doit couper immédiatement avec son précédent groupe d'âge non initié et ajuster son comportement à son nouveau statut. On enseigne aux initiés le rôle et la place qu'ils doivent tenir dans la société, comment s'occuper de l'épouse et des enfants ; on leur apprend le courage en les amenant à la chasse et à la pêche dans des endroits inhospitaliers pour les confronter à des situations de réelles difficultés et de cette manière tremper leur caractère. Les périodes de dures épreuves sont heureusement entrecoupées de moments de loisirs pendant lesquels ils apprennent à chanter et à danser : ils préparent ainsi la plastique de leur corps pour séduire les filles lors des festivités de fin de rite. En effet, maintenant certifiés adultes, ils doivent assez rapidement, mais encore en suivant le conseil des parents, s'unir à une des filles du village ou du voisinage pour fonder un foyer.

L'espace géographique de chaque communauté clanique s'arrête jusqu'où peut porter la vue et c'est un cercle : à l'intérieur s'organisent les activités de subsistance et les manifestations socioculturelles ; les membres de la communauté se rallient derrière le chef, gardien du totem ; ils se réfèrent à lui pour régler les conflits et conduire la société. C'est un monde clos qui ne semble pas a priori concerné par ce qui se passerait au-delà de son espace de vie. Les grosses agglomérations ne comportent pas plus d'une centaine de ménages. Elles constituent des sous-unités dont la réplication maintes fois répétée a produit le pays baya. En définitive, ce dernier est un maillage d'alliances matrimoniales conclues avec des clans moins puissants ou de liens de sang maintenus par des membres du clan qui, suite à un différend, se sont soustraits du groupe

pour aller créer de nouvelles communautés un peu plus loin et retrouver le calme. Mais où qu'il se trouve, le *Baya* conserve un lien fort avec son village d'origine et son chef qu'il rappelle fièrement à l'occasion comme d'autres tendent leur carte de visite.

Au centre le pays *mandja* et *banda* ne présente aucune différence notable s'agissant de l'habitat ou des activités agricoles ; on y chasse également en saison sèche en allumant de grands feux de brousse. En revanche le type humain varie : alors que le *baya* est élancé, athlétique et de teint sombre, les *mandja* et surtout les *banda* sont plutôt petits et de teint clair. On dit le *baya* honnête, souvent têtu et facilement téméraire chaque fois que la question de restaurer son honneur et sa dignité se pose. Dans les mêmes circonstances l'opinion générale tiendrait le *mandja* pour rarement digne de confiance et facilement enclin à voler ; le *banda* est reconnu beau parleur, affabulateur et foncièrement couard. A cet égard il est vivement conseillé lors de toute bagarre avec un *banda*, de le maintenir au sol une fois qu'on l'a vaincu jusqu'à ce que tout le monde le constate ; sinon il a vite fait de convaincre l'assistance du contraire. Les autres tribus disent des *Baya* pour les chambrer qu'à date fixe une fois l'an ils reçoivent du Chef *Gothia* l'ordre de ne jamais plus se laver à l'eau froide tant que souffle l'harmattan et qu'il fait froid ! Et qu'alors on risquerait l'affrontement physique avec tout *Baya* qu'on aspergerait d'eau froide pendant la période de l'interdit ! Aurait-on là un début d'explication au constat que certains adultes et la plupart des enfants *baya* avec leur peau plus sombre desséchée par le vent froid et sec paraissent souvent gris à cette époque de l'année ?

Toutefois, il existe dans le groupe *banda* une communauté dont l'évocation du seul nom inspire la peur et force le respect : les *Brotos*. Ils sont connus pour leur grande maîtrise des phénomènes électriques naturels et le contrôle qu'ils peuvent exercer sur les mécanismes de leur déclenchement. Personne n'ose se les mettre à dos. Et comme quelqu'un affirme l'avoir appris de quelqu'un qui le tiendrait d'un autre qui... ainsi de suite, ce qui était peut-être une simple

rumeur au départ s'est imposé comme une vérité que d'ailleurs personne ne prendrait le risque de vérifier. Les Brotos sont craints de principe parce qu'ils ont le pouvoir de faire naître la foudre dans un ciel bleu sans nuage et de l'envoyer sur une personne ou une maison pour laver un affront. La femme banda quant à elle mériterait qu'on lui fasse une mention spéciale. Cuisse légère, bombe sexuelle, croqueuse d'hommes sont les qualificatifs dont l'affublent ses détracteurs dans la gente féminine alors que les hommes célèbrent sa sexualité débridée ; en couple son infidélité serait communément constatée ; certains parmi les hommes, après en avoir profité, l'assimileraient à un cadeau des dieux animés de l'esprit de partage et attentifs à leurs besoins d'affection. La femme banda serait plus souvent nymphomane, avec un appétit sexuel difficile à satisfaire fidèlement par un seul homme. En conséquence, nombreux, semble-t-il, sont les cas de vie en couple où, suite à des désirs refoulés et des frustrations, la femme banda serait encline à développer une tendance sado-masochiste : elle adorerait se faire battre par son mari ; et plus elle recevrait de coups, plus elle serait heureuse ; autrement dit tant que son mari la taperait, ce serait la preuve de l'amour qu'il lui porte. Au besoin, elle le provoquerait pour subir ses coups qui, loin d'être de la maltraitance, ranimeraient le cœur et serviraient de préliminaires aux rapports sexuels du couple. Ainsi averti on comprend mieux quand, prise de dépit, la femme banda se lamente en ces termes : qu'ai-je donc fait au Bon Dieu pour mériter un homme qui ne lève jamais la main sur moi ?! Ailleurs, sous des cieux orientaux, où, par excès de jalousie, les hommes assimilent l'infidélité féminine à une tare naturelle qu'ils ont devoir de réprimer sans relâche, la femme banda y serait plus que jamais heureuse : un adage y commande à l'époux, qui revient à la maison au terme d'une longue absence, de battre sa femme sans se poser de questions car si lui ne sait pas pourquoi, sa femme, elle, le sait !

A l'est, en revanche, la proximité avec le Soudan avait favorisé l'émergence de sultanats locaux, têtes de ponts du trafic d'esclaves vers l'Arabie Saoudite et le Yémen. Ils étaient encore prospères au début de la colonisation française. Le

dépeuplement de cette zone encore perceptible de nos jours est le résultat de la lourde saignée opérée dans la population surtout masculine par les razzias d'esclavagistes. La persistance de cette situation à travers des décennies a drastiquement réduit le nombre d'hommes ; en conséquence, les opportunités de rencontres intimes homme-femme pour la formation de couples se sont raréfiées d'autant. Cette faible probabilité de rencontre pour procréer a entraîné et explique les faibles indices de natalité régulièrement rapportés par des études socio-démographiques dans cette zone. Les populations, conscientes de la menace sur leur survie, voire du risque réel de disparition de leurs communautés, ont adopté certains comportements et pratiques visant à favoriser les occasions de procréation afin d'améliorer le taux de natalité : en saison sèche, quand les nuits sont douces et éclairées par des clairs de lune à trouver une aiguille par terre, les *Zandés* en particulier organisent des bacchanales nocturnes soutenues par des chants, des danses et des libations. Pendant la semaine que durent ces manifestations, toutes les restrictions relatives aux rapports sexuels à l'exception de l'inceste sont levées : la fidélité au sein des couples mariés est suspendue, l'amour est déclaré libre ; tout membre pubère de la communauté est encouragé à s'accoupler à tout autre membre de sexe opposé consentant et en âge de procréer. Les couples hypo-féconds peuvent ainsi bénéficier opportunément des services de géniteurs puissants et plus efficaces ; et la nuit procure le voile pudique à l'anonymat requis pour ce temps de libéralité, garantissant ainsi la paix et l'entente au sein des familles.

Plus *au sud* en longeant la rivière *Ubangi* en direction de l'est on se trouve en pays *Sangho* et *Yakoma*, tribus de pêcheurs vivant constamment sur l'eau et presque exclusivement des produits de la pêche. Ils ont un faible pour les lavements rectocoliques à l'extrait de feuilles de papayer ; ces traitements pourtant réalisés avec des clystères artisanaux sont prescrits à tous les âges y compris les nourrissons. Ils s'administrent plus souvent au bord d'un cours d'eau où le patient descend après le remplissage abdominal : la vidange se fait directement dans le cours d'eau ! Ces tribus *dites du fleuve* ont toujours déféqué

dans la rivière ; ils le font résolument proche de la berge, étant convaincus que de cette manière ils préservent la potabilité du cours d'eau en sa partie au large qu'au besoin ils rallient en pirogue pour boire directement en se servant de la main comme d'une louche ou pour recueillir dans un récipient l'eau à conserver pour la boisson. On les dit habiles en affaires et démarcheurs efficaces pour les activités de troc qu'ils pratiquent depuis toujours sur les deux berges de l'*ubangi*. Le sangho, leur langue vernaculaire utilisée pour la communication et le commerce, s'est révélé un outil de maniement facile et un véhicule efficace ; en conséquence, il s'est rapidement diffusé dans tout le pays oubanguien et au-delà : il est devenu la langue nationale.

En longeant la rivière cette fois vers l'*ouest* jusqu'au moment où elle se coude pour descendre au sud se joindre au *Zaire* et former le *Congo*, on trouve les *Mbati* et les *Gbaka* ; ils sont de taille moyenne, plutôt petits mais de constitution robuste et le teint est le plus souvent clair. Le fonds coutumier commun aux deux communautés serait la pratique de rapports incestueux entre le père et sa fille adolescente comme une étape normale d'éducation des jeunes filles ; on les dit également hâbleurs, imbus d'eux-mêmes et d'une fierté proche de la vanité ; on leur reconnaît de l'ambition qui les prédispose à de grandes réalisations. La région a donné sans discontinuer trois chefs d'Etat au pays ! Vivant à l'orée de la grande forêt équatoriale, les *Gbaka* et les *Mbati* sont entrés très tôt en contact avec les Pygmées qu'habituellement ils exploitent de façon inhumaine dans des plantations de café. Le cannibalisme était courant dans cette zone et on peut se demander jusqu'où pouvait aller l'inhumanité à l'égard des petits hommes que beaucoup localement assimilaient à des animaux. Quoi qu'il en soit, par ces contacts, les Pygmées ont contracté la tuberculose humaine et des maladies sexuellement transmissibles dont leur communauté était indemne.

D'un point de vue général, qu'on se situe en zone forestière ou dans la savane, nulle part dans cette région, dont le colonisateur allait d'autorité définir les frontières à Berlin et la

baptiser Oubangui-Chari, on ne trouve de vestige d'une civilisation signalée par des ruines. Il y a bien sûr les mégalithes de Bouar révélés par Pierre Vidal mais ils n'indiquent pas une forme avancée d'organisation sociale rapportable à un groupe humain installé durablement dans la zone. Aussi, ce qui paraît vraisemblable et qu'on peut prendre le risque d'avancer pourrait-il se résumer à ceci : le territoire sur toute son étendue est resté très longtemps inoccupé et son peuplement est récent. L'*ouest* du pays aussi bien en zone forestière, Nola, Berbérati qu'en savane Bozoum, Bossangoa a connu de grands leaders communautaires dont le charismatique chef Karinou. Guerriers craints et stratèges reconnus, ils ont opportunément fédéré les clans et les tribus de la région pour lever des forces de combat qui ont livré une longue guerre contre la colonisation française. Ils n'étaient pas des bâtisseurs ; la tradition orale rappelle encore leurs exploits guerriers aux jeunes générations et cela constitue les seules traces de leur passage. En remontant le cours de la rivière *Ubangi* on fait à quelques nuances près le même constat avec le chef Bangassou du Mboumou. Plus loin et à l'*est* sur toute la façade avec le Soudan, les sultans de Zémio, Rafai, Bakouma et Obo n'étaient que des suppôts sanguinaires d'esclavagistes arabes ; ils n'étaient intéressés ni de s'installer confortablement ni de développer la région pour apporter un mieux-être à la population qui pour eux n'était qu'une marchandise à exporter. Au *centre et dans la zone forestière* les grands chefs ont manqué ; de ce fait, la colonisation ne rencontra aucune résistance dans cette zone qui fut le point de pénétration et d'ancrage de la religion catholique.

Les forêts de la Lobaye occupées par les Pygmées mises à part, toutes les zones qui allaient constituer l'Oubangui-Chari étaient vierges de toute présence humaine. Au 19^e siècle, fuyant les rafles des esclavagistes, différents groupes de populations ont pénétré dans la zone, les uns venant du nord et de l'est, les autres de l'ouest, d'autres du sud-est ; ils se sont enfoncés à l'intérieur des terres pour se mettre à l'abri avec plus de sécurité. La forêt impénétrable a joué pleinement ce rôle de refuge recherché, excluant les fuyards immédiatement de tout contact avec l'extérieur. Elle a si efficacement isolé ces

communautés qu'elle a fini par les couper des courants d'idées et d'échanges même avec des personnes bien intentionnées ; cela s'était fait d'autant plus facilement que ces communautés de fuyards étaient disposées à éviter toutes nouvelles rencontres hors de leurs groupes et pressées d'oublier les souvenirs douloureux des tueries et des déportations qu'elles avaient connues. Tout naturellement et pour longtemps elles se replièrent sur elles-mêmes dans un réflexe de protection. Et comme le souhaitaient ses habitants toute la zone fut oubliée du monde extérieur. L'absence d'échanges la condamna à l'immobilisme social et culturel qui l'enfonça inexorablement dans l'arriération. La zone de l'Oubangui-Chari apparaît bien différente du reste du continent du fait de cet isolement géographique. Elle est nettement en retard socialement et culturellement sur d'autres pays africains où l'on a vu prospérer des royaumes et des empires célèbres : Téké au Congo, Bamoum au Cameroun, Ménélik en Ethiopie, Toro en Ouganda, Matabele au Zimbabwe, Zulu en Afrique du Sud, Songhaï, Mandingue et Mali en Afrique de l'Ouest ! Peut-être à la décharge de l'Oubangui-Chari pourrait-on noter que presque tous ces pays ont une ouverture sur la mer, ce qui a certainement forcé les échanges et facilité le progrès.

Le fonds commun à toutes les communautés de l'Oubangui-Chari est de n'avoir jamais connu aucun modèle évolué de société, ni d'avoir participé à son édification, ni d'y avoir vécu. Le corollaire est l'arriération culturelle et technique qui caractérise l'ensemble des communautés ; transmis aux générations modernes ce manque de savoir-faire grève l'initiative et bride la créativité du fait de l'absence de repères et de modèles d'inspiration pour différentes activités du développement humain. C'est une lourde contrainte au plein épanouissement de la population et au décollage économique du pays. Plus tard, la colonisation française en définitive n'aura rien changé à cette situation d'absence de modèles d'inspiration puisqu'ayant fonctionné strictement sur le style de la traite et jamais d'établissement, elle n'a rien construit dont on puisse s'inspirer et elle n'a laissé que des baraquements au moment où elle se retirait à l'indépendance. Alors que les autres pays créent

sur un socle déjà établi, l'initiative d'entreprendre venant s'ajouter au patrimoine existant comme une amélioration et un enrichissement, les rares intrépides entrepreneurs de cette zone doivent bâtir ex nihilo ; la tâche est ainsi rendue plus difficile ; le risque est plus grand qu'elle demeure inachevée ou reléguée aux oubliettes malgré la bonne volonté exprimée par les auteurs. Le grand retard dont souffre le pays sur tous les plans par rapport à ses voisins, malgré ses potentialités économiques indéniables, en est une conséquence.

L'arrogant partage...

A la suite de la création du poste de Bangui, l'étape suivante était d'ouvrir les routes du Tchad et du Nil. Pendant trois ans, de 1896 à 1898, la mission Marchand s'emploiera à renforcer les positions et les possessions françaises ; elle constituera l'Oubangui-Chari en une colonie qui intégrera en 1905 l'Afrique Equatoriale Française (AEF), nouvelle entité politique sous-régionale. Mais un peu plus tôt en 1895 l'Europe des pays colonisateurs de l'Afrique, estimant qu'il était temps de passer au dépeçage du gibier abattu, se réunit à Berlin. Cette grande conférence de triste mémoire pour les peuples colonisés avait pour unique objet de délimiter à chacune des puissances intéressées les frontières derrière lesquelles elles pourraient piller à leur guise les ressources naturelles et exploiter impunément les populations autochtones. On imagine aisément ces messieurs de Berlin penchés sur une carte d'Afrique aux données géographiques encore rudimentaires, armés d'une règle et à grands coups de crayon traçant et morcelant le continent au fur et à mesure des marchandages et selon la conclusion des arrangements. Ainsi arrivèrent-ils sur l'Afrique Centrale et constatant qu'une zone d'étendue respectable était naturellement délimitée par les rivières *Chari* au Nord et *Ubangi* au Sud, ils l'estampillèrent Oubangui-Chari, en confirmation de la proposition de nom faite par l'explorateur de la zone. La France venait de souffler à la convoitise belge un territoire de superficie plus grande que la sienne propre. On était néanmoins à six mille kilomètres des communautés locales touchées par la décision et intéressées naturelles mais pour l'heure la

conférence ne semblait pas se soucier de prendre leur avis ; pourtant on venait de leur créer un pays !

Comme par enchantement et c'était la perception qu'on pouvait avoir de la situation créée pour peu qu'on se mît dans l'esprit du découpage des espaces géographiques, le pygmée au fond de sa forêt en *lobaye* était devenu *oubanguien*, de la même manière que le brave Karé de *l'Ouham-Pendé*, le Baya de *l'Ouham* et de la *Nana-Mambéré*, le Banda de la *Kémo*, le Zandé de Bakouma, le Yakoma et le Sangho du *Mbomou*. Le changement de statut imposé était reconnu immédiatement ; il avait d'emblée force de loi. Mais combien étaient-ils parmi les autochtones à le savoir ? Du côté du pouvoir colonial on s'en préoccupait à peine, assuré que l'autorité s'exercerait pour contraindre les populations concernées à se plier à leurs nouvelles conditions ; à l'occasion sur le ton de la menace on leur remettrait en mémoire : nul n'est au-dessus de la loi et nul n'est censé ignorer la loi. Pourtant, si tout cela pouvait paraître évident pour qui savait lire et écrire, ce n'était nullement le cas pour la majorité des autochtones incapables de localiser leur nouveau pays sur une carte, encore moins d'identifier les différentes régions et de s'y situer géographiquement. Jusqu'alors habitués à se sentir en sécurité uniquement à l'intérieur des limites naturelles de leur clan, ils écoutaient poliment mais ils n'étaient pas moins assaillis par le doute et profondément troublés par l'annonce que des voies de communication allaient être tracées afin de faciliter les échanges et le brassage humain intercommunautaire, qu'ils pourraient aller et venir partout sur l'ensemble du territoire et qu'à la longue ce brassage induirait et renforcerait la solidarité entre les individus et les familles des divers groupes humains ; à terme il ferait éclore la conscience d'une communauté de destin, fondement d'une nation.

Le préalable à ce processus de solidarisation des communautés était un travail d'information, d'éducation et de communication à effectuer pour amener les groupes humains concernés à gommer leurs différences, surtout celles qui sont sources de conflits et à maîtriser les nouveaux concepts qui leur

permettraient de vivre ensemble une vie productive. Ensuite, uniquement sur la base du consentement éclairé patiemment construit, adopteraient-elles les comportements favorables au plein épanouissement des nouvelles relations à tisser à l'intérieur de leur nouvel espace de vie. Mettre tout cela en place et le faire fonctionner jusqu'à obtenir des résultats appréciables exigeaient qu'on y consacraît du temps et diverses ressources en quantité suffisante. Alors du seul point de vue pragmatique et dans l'esprit de la traite coloniale on pouvait se poser quelques questions simples : l'unique objet de la colonisation n'était-il pas l'exploitation des richesses locales ? Qu'y avait-il de honteux à le penser et à agir en conséquence ? Pourquoi alors perdre du temps à essayer d'embellir l'entreprise par des mesures de saupoudrage socioculturel qui en réduiraient le profit ? Si le souci exprimé était de consentir une contrepartie aux populations locales en garantie de la paix sociale pour permettre à chacun de vaquer à ses activités en toute quiétude, n'aurait-il pas suffi de déployer au sein de leurs communautés quelques religieuses et religieux qui les convaincraient de tous les péchés du monde qu'elles doivent expier dans la misère jusqu'à la fin de leur vie sur terre pour espérer retrouver le paradis auprès de Dieu ? A cet égard, le pouvoir de pénétration d'une communauté d'âmes primitives par le goupillon soutenu par la bible est incommensurable ; et le résultat est toujours promis à une progression exponentielle sans fin du simple fait qu'une fois le décor planté, ce sont les populations elles-mêmes qui s'auto-flagellent, s'attribuent tous les complexes d'infériorité et se créent toutes sortes d'entraves à leur légitime émancipation ; elles deviennent des naïfs proches du débile léger et des proies faciles que le colon peut à sa guise utiliser à piller leurs propres richesses à son profit exclusif. Et si malgré ce traitement il subsistait quelques rétifs et qu'on en vienne à craindre des révoltes de ces rebelles, ce serait l'occasion de faire donner la garde et la canonnière. A la suite des massacres perpétrés de sang-froid, l'église panserait les blessés et éduquerait plus facilement les rescapés à plier l'échine.

Les autochtones se retrouvaient brutalement confrontés à un sérieux problème : dans le nouvel espace créé il leur était

fermement recommandé de s'ouvrir pour frayer avec des communautés hier encore étrangères, parfois hostiles et souvent inconnues. Ils pouvaient se déplacer à leur guise, aller où bon leur semblait et s'installer où le travail et le gain les invitaient. Leur sécurité était en plus garantie partout. Les voilà plutôt surpris par cette liberté de mouvements qui leur tombait sur la tête et les écrasait tant elle bouleversait profondément leur mode de vie. A la fois contraints et contrits, ils vont entrer dans le jeu tout en gardant l'espoir que l'inquiétude et l'appréhension qui les taraudent s'estomperont dès qu'une réponse leur aura été donnée à la lancinante question de savoir autour de quel chef, de quel emblème et de quel totem ils se rallieraient désormais pour sauvegarder leurs liens séculaires de solidarité et éviter la dilution totale du groupe dans la masse et l'anonymat. Ils se demandaient si les nouvelles relations qu'on leur recommandait de développer parviendraient un jour à s'imposer à eux comme des liens naturels suffisamment forts pour justifier à leurs yeux l'appartenance collective au nouvel ensemble géo-graphique créé et à la communauté de destin annoncée. En logeant les autochtones à la même enseigne et en les promouvant sur le seul critère du mérite, la colonisation réussit à fonctionner au-dessus des clivages communautaires ; si elle en avait eu la volonté, elle aurait pu avec le temps donner plus de capacité au pays de bâtir une conscience nationale expurgée des réflexes de replis claniques égoïstes.

Le passage du patchwork communautaire au nouvel espace monolithique imposé fut assez délicat et semé d'embûches multiples pour la plupart nées de l'incompréhension générée par le découpage réalisé à Berlin. Inévitablement, ce chef-d'œuvre de l'arrogance occidentale créa des situations dramatiques, même si les victimes choisirent plus souvent de n'en retenir que les aspects cocasses, véritables dénis d'intelligence et d'en rire. Le jeune Sara de Batangafo traversait régulièrement la rivière *Ouham* pour retrouver son oncle sur l'autre rive où il a son champ ; brusquement on lui apprend que son champ est au Tchad et qu'à la récolte il pourrait lui être légalement demandé de payer des impôts à ce pays où se réalise son activité économique. Les membres de sa

famille élargie ont toujours vécu indifféremment sur les deux rives de la rivière. Maintenant on lui dit que son oncle est Tchadien et lui Oubanguien. Sans l'avoir consulté et contre son gré on a décidé de le couper de certains membres de sa famille. Pourquoi alors se torturerait-il les méninges ? Sa décision est prise : il continuera ses visites comme si de rien n'était. Ainsi débuta à raison la porosité des frontières des nouveaux pays!

Au départ étaient différentes communautés installées et organisées en clans fermés qui se retrouvent rassemblées et comme prises au piège derrière des frontières imposées par l'étranger. Ensuite intervient le morcellement du pays en autant de zones distribuées à des sociétés concessionnaires afin qu'elles y réalisent l'exploitation des richesses locales en bon ordre et sans risque de conflit. Enfin émerge comme une suite logique la nécessité de disposer d'une main-d'œuvre autochtone abondante pour le travail dans les exploitations. Dans cette perspective on devait procéder méthodiquement au démantèlement des clans en affaiblissant les bases de l'organisation sociale traditionnelle ; on pourrait ensuite ouvrir et fusionner les communautés, le but à terme étant de créer un pool de main-d'œuvre qui circulerait sur réquisition partout sur le territoire à l'appel des besoins d'exploitation pour le développement des intérêts coloniaux.

Exclus de toute initiative privée et commerciale, soumis à travailler sous ordre et sur ordre, les autochtones développeront les plus vils complexes d'infériorité qui se logeront au plus profond de leur subconscient, depuis la conviction d'être perpétuellement de grands enfants à qui l'étranger toujours omniscient et omnipotent voudra bien accepter d'accorder son assistance pour vivre, en passant par le rejet de toute idée d'amélioration de leurs cadres et standards de vie, jusqu'au refus d'émancipation à soi-même et à ses compatriotes au point de jeter l'opprobre sur ceux qui, parce qu'ils s'efforcent de vivre mieux, commettraient ainsi le sacrilège d'*imiter le Blanc*.

Induire la docilité...
Enraciner l'autodépréciation...

La colonisation des pays africains au sud du Sahara a été conduite par la France sans variation de lieu et de temps selon le modèle de la traite : la petite colonie d'intrépides Gaulois détachée de sa métropole ne venait pas pour s'installer et s'enraciner ; elle était en mission à durée déterminée, le temps de rapatrier systématiquement pour soutenir l'économie de la mère-patrie tout ce qu'il était possible de tirer du sol et du sous-sol. Comme il était impératif de maintenir la paix sociale et l'ordre pour continuer de piller en toute sécurité, on mit en place une administration modèle centralisme napoléonien. Et comme il ne s'agissait nullement de construire un pays on abrita les services et le personnel dans des baraquements volontairement précaires aux seules fins de s'épargner les regrets de laisser des édifices derrière soi quand on aurait décidé de vider les lieux ; car, quand le moment de plier bagage serait venu, tout devrait être rapatrié. Ainsi, à l'indépendance, même les archives de ces pays ont été transférées en France. Et plus d'un demi-siècle plus tard on se trouve toujours dans la situation où la mémoire de l'histoire d'un peuple est consignée dans un autre pays. Dans quelles conditions conserve-t-on ces archives nationales ? Dans quel état sont-elles ? Le Burkina Faso a introduit une demande pour récupérer les siennes ; la Centrafrique n'a pas encore initié cette démarche légitime, pourtant urgente. Néanmoins, en dépit des efforts de dissimulation ou d'entraves érigées pour restreindre aux chercheurs l'accès à cette documentation, des historiens en majorité non africains ont réussi à mettre à jour assez d'informations fiables sur ces années sombres de la colonisation : elles apportent un éclairage contrasté sur les conditions faites et les traitements réservés aux populations autochtones dans les différentes régions d'Afrique colonisées par la France.

En se fondant sur ces deux aspects, conditions et traitements comme critères de comparaison entre l'Afrique Equatoriale Française (AEF) et l'Afrique Occidentale Française

(AOF), on constate une grande différence quant à la férocité mise dans l'application des mesures administratives et dans l'exercice des brides imposées aux libertés individuelles. On arrive ainsi à la conclusion que l'AEF dans sa partie sous administration exclusive de la France et en particulier l'Oubangui-Chari, a subi le système colonial le plus sévère et le plus abject que des Représentants de la patrie des Droits de l'Homme aient jamais pu imposer à leurs dépendances d'outre-mer.

Dans son *voyage au Congo* qui lui a fait traverser l'Oubangui-Chari en 1926 et permis de vivre des situations de révoltantes injustices, André Gide rapporte les souffrances infligées aux indigènes comme étaient appelés les autochtones : le déni des droits humains élémentaires était courant, l'infantilisation systématique et les vexations quotidiennes ; pour la moindre vétille et dans un but avéré d'humiliation, des corrections corporelles étaient infligées en public à des chefs devant leurs communautés ou à des adultes devant leurs familles. Le plan mis en œuvre sur ce fond d'inhumanité était de bouleverser les fondements de la société traditionnelle, casser l'organisation et la cohésion sociales autochtones, faire éclater le clan et la cellule familiale pour déraciner, disperser, affaiblir, rendre malléables et dociles. Il fallait *attendrir* l'indigène oubanguien et l'amener à terme à se percevoir uniquement comme main-d'œuvre taillable et corvéable à merci. Dans cette perspective et en application de la loi, il lui était fait obligation de se tenir en tout lieu et à tout moment à la disposition de l'administration et des sociétés concessionnaires pour utilisation ; il lui était formellement interdit d'exercer une profession libérale et des activités commerciales !

L'indigène oubanguien devait faire son deuil de tout désir de se mettre à son compte ou de prendre un poste de travail qui lui plaise et lui permette de s'épanouir. Il devait comprendre, sinon on le lui faisait comprendre que, dans sa condition, il travaillait là où l'administration coloniale décidait de l'affecter. Et même s'il s'estimait capable de faire mieux, son statut le

confinait aux postes et fonctions au bas de l'échelle sociale. Il avait ainsi le choix :

- soit d'intégrer comme *petit boy* la domesticité d'un colon et durant toute sa vie professionnelle, malgré la grande expérience qu'il aura douloureusement acquise dans l'art de concocter de bons petits plats pour le patron et sa famille, il sera toujours traité avec mépris et condescendance par les adultes et sans aucun respect par leurs enfants !

- soit de servir dans la garde territoriale pour assurer la protection du représentant de l'Autorité coloniale, de ses compatriotes et de leurs intérêts.

- soit d'être fonctionnaire notamment commis aux écritures pour contribuer à la constitution des archives coloniales, ou interprète pour traduire en langue vernaculaire les ordres de l'administration coloniale à l'attention des autochtones analphabètes dans leur majorité, ou moniteur dans l'enseignement primaire pour les écoles indigènes, ou infirmier au dispensaire.

- soit moniteur d'agriculture pour encadrer les paysans afin qu'ils respectent et appliquent scrupuleusement le calendrier des cultures de traites (coton, café) souvent au détriment des cultures vivrières.

- soit, s'il fait partie de la piétaille sans grade, d'être enrôlé de gré ou de force par les sociétés concessionnaires pour saigner l'hévéa, récolter le caoutchouc, travailler dans les plantations de café ou d'être astreint à la culture d'au moins un hectare de coton chaque année pour pouvoir s'acquitter de l'impôt de capitation dont le récépissé valide lui sera inopinément réclamé lors de ses déplacements.

L'ordre colonial confinait l'indigène oubanguien aux tâches subalternes qui devaient le maintenir pour toujours au-dessous du colon ; la réussite de cette politique exigeait de travailler l'autochtone psychologiquement jusqu'à ce qu'il se pliât docilement aux conditions qui lui étaient faites, qu'il acceptât son statut et finalement l'intériorisât. A la longue, cet exercice sera le trait désagréable qui caractérisera le colon : ses ordres souvent contradictoires seront vociférés avec assurance

et aplomb pour déstabiliser et faire douter ; ses réprimandes seront faites sur un ton sarcastique et condescendant pour infantiliser et faire paraître bête ; il infligera des punitions corporelles et de préférence en public pour déshonorer et dépouiller les victimes de toute respectabilité. Et ce ne sont là que quelques facettes du travail de sape destiné à casser l'indigène oubanguien, lui enlever toute personnalité et le farcir de complexes d'infériorité. Le résultat est atteint lorsque de lui-même l'autochtone s'inflige des limites à ses capacités d'action, se crée des entraves à son épanouissement et à son mode de vie. Il est alors *à point*, le colon peut le prendre en main et le manipuler à sa guise comme sa marionnette.

A cette époque, accéder à un poste de fonctionnaire était une grande promotion sociale. Cette position extrayait le promu et l'isolait de la plèbe ; dans le même temps, elle le rapprochait du colon, l'étalon de réussite sociale, le Gotha qui le met en lumière et le convainc lui-même et les autres de sa réussite ; pour autant, ce contact n'était pas moins vécu diversement : éperdument, sans gêne, avec quelque excitation par certains, en particulier les promus venant du bas de l'échelle sociale et accueillant leur promotion comme une revanche prise sur leur communauté, il était accueilli plutôt avec retenue et réserve comme une contrainte par d'autres, notamment les *âmes bien nées* solidement enracinées dans leurs valeurs ancestrales et jouissant d'une bonne assise sociale parce qu'elles ne s'y reconnaissaient pas et qu'elles avaient peur d'y perdre leur personnalité. Dans sa communauté le promu est désormais appelé *moundjou vocko* autrement dit *le Blanc à la peau noire*. Le fonctionnaire fait l'objet à la fois de méfiance et de défiance sur fond de jalousie. Beaucoup parmi les détracteurs ne convoient pas moins son statut pour eux-mêmes sinon pour leurs rejetons. Cependant, au travail, le fonctionnaire loyal demeure profondément meurtri et continuellement frustré parce qu'il ne se sent jamais payé de retour à la hauteur de ses attentes par le colon à qui il voue la plupart du temps un amour et une admiration sans limites. En vérité, tout le temps qu'a duré la colonisation le fonctionnaire avait le cul entre deux chaises : en tant que membre de la communauté, il lui était reproché ses

contacts assidus estimés trop proches avec le colon et qui, pensait-on, devaient fatalement l'exposer au risque de trahir quelques secrets ; néanmoins, on reconnaissait quelque utilité à ce même contact étroit qui permettait au fonctionnaire d'intercéder plus efficacement auprès du colon en faveur des membres de sa communauté en cas de conflit. Aussi bien dans sa famille qu'au sein de la communauté le statut du fonctionnaire n'était pas clairement défini, ce qui ajoutait encore à l'inconfort de sa situation : il était perçu comme le fils prodige ayant réussi à se hisser à une position qui le singularise et suscite à la fois suspicion et jalousie ; il aurait tant aimé avoir préséance sur les chefs traditionnels et il comptait sur l'aide du colon mais celui-ci choisit de surseoir à cette décision ; ce dernier anticipait-il sur le risque de contestation et de rébellion inévitable à terme que représentait un fonctionnaire alphabète bien intégré dans sa communauté et devenu leader incontournable et la voix de son peuple ? Ainsi préféra-t-il voir le fonctionnaire continuer de peser de si peu de poids dans sa communauté. Toutefois, quoique dans une position ambiguë, les fonctionnaires jouissaient d'une certaine respectabilité et constituaient le premier corps de métier le mieux structuré, le plus visible et le plus important. Ils étaient l'élite autochtone même s'ils demeuraient confinés aux postes d'exécution subalternes et obligés chaque jour et en tout lieu de courber l'échine devant le colon. A l'indépendance c'est entre leurs mains que ce dernier transférera la gestion du pays.

Seuls les hommes étaient mobilisés pour travailler dans les grandes exploitations des sociétés concessionnaires. Ils étaient maintenus loin de leur famille, de leurs femmes et enfants. Et du fait de la longue distance à parcourir à pied pour se rendre au village, ces travailleurs revenaient rarement au foyer : ils vivaient mal cet éloignement car ils se sentaient progressivement exclus de leur communauté. En rétribution de ces privations et des corvées pénibles ils percevaient un salaire de misère dont était systématiquement soustrait l'impôt de capitation. Ils étaient enrôlés à vie sur le poste de travail où toute absence était assimilée à une désertion passible de la peine capitale. Loin de leurs bases claniques, ils se retrouvaient

exposés à toutes sortes d'abus, y compris des voies de fait sur leur intégrité physique sans possibilité de se défendre. Il y eut des exécutions sommaires dont les plus exécrables furent celles imputées à un gendarme français qui exerça ses sévices longtemps sur la population de Fort Sibut et alentour. Il s'agissait d'un jeune délinquant, encore un exemple de ces fils dits de bonne famille qui se révèlent être des vauriens ; ils tournent mal et finissent en prison. A la fin de la peine et par souci de préservation de l'honorabilité attachée au nom, la famille solidaire éloigne la brebis galeuse le plus loin possible de France. Le petit malfrat déguisé en gendarme est envoyé dans les colonies avec l'espoir qu'il y subisse ses épreuves probatoires de réinsertion qui lui fourniraient l'occasion et une dernière chance de se former à respecter et faire respecter localement ces mêmes lois qu'en France il enfreignait allègrement. En vérité, il n'a jamais étudié le droit mais le voilà brutalement au pied du mur, toutes contraintes levées et nanti des pouvoirs et prérogatives d'officier de police judiciaire ! Il va faire une lecture toute personnelle du droit, son droit. Il lui était pourtant loisible de procéder comme nos leaders communautaires qui rendent la justice guidés par le bon sens et le sentiment d'humanité mais il n'avait ni l'un ni l'autre. Conscient de son mauvais fond et convaincu que certains prisonniers étaient comme lui des asociaux irrécupérables et bons à être éliminés, il conçut pour eux une procédure d'exécution spéciale : le supplicié était attaché au mât du drapeau et isolé sur la place publique ; le gendarme-bourreau plaçait en collier de chaque côté du cou deux grenades qu'il dégoupillait simultanément à bonne distance. La déflagration pulvérisait le cou et arrachait la tête qui volait en éclats. A la suite le gendarme, apparemment pas encore satisfait, demandait aux membres de la famille et à la population convoqués au spectacle et tenus jusque-là sous surveillance par la garde territoriale, de rassembler les divers morceaux du supplicié en un petit tas sanguinolent pour la sépulture. Face à ce psychopathe tueur en série, même ses chefs en étaient arrivés à craindre pour leur vie et contraints, ils omettaient volontairement de dénoncer dans leurs rapports ces meurtres ; longtemps ils différèrent ainsi le rappel du tueur en France afin

qu'il rendît compte de ses crimes devant les juridictions compétentes de la République. D'ailleurs, il était vite devenu difficile pour le Haut Représentant de la France en Oubangui-Chari d'assurer une supervision régulière sur le vaste territoire de la colonie sous sa juridiction. Souvent par laxisme et en complicité voulue, il déléguait certaines de ses fonctions et prérogatives aux directeurs de sociétés concessionnaires. Il y avait parmi ces derniers un certain nombre qu'une simple évaluation de l'habitus selon des critères de capacités techniques et de stabilité psychologique aurait suffi à exclure de l'exercice de ces fonctions ; ils ne furent pas moins investis de pouvoirs légaux exorbitants pour rendre la justice. Dans la routine de l'exercice dans un domaine où ils n'avaient aucune compétence, ces directeurs improvisaient et lisaient le droit au gré de leur humeur ; ce bricolage judiciaire les amenait inévitablement selon leur tempérament et les circonstances à commettre de graves dérapages où ils s'arrogeaient un droit de vie et de mort sur des justiciables autochtones. En conséquence directe, de véritables meurtres suite à l'application inhumaine de sentences iniques ont été perpétrés et classés sans suite judiciaire, comme de simples cas de cruauté envers des animaux domestiques. Assurés d'une totale impunité, ces petits chefs n'avaient de compte à rendre qu'à leur conscience mais de conscience ils n'en avaient guère.

Il y eut des soulèvements, des troubles sociaux et des manifestations contre cette injustice et les mauvais traitements. Ces mouvements restèrent néanmoins sporadiques ; même s'ils furent plus graves dans la partie occidentale du pays, ils manquèrent de coordination et les forces de l'ordre parvinrent à les contenir plus facilement. Délibérément, ils furent réprimés chaque fois avec un peu plus de férocité pour décourager les vellétés de récidive. Une fois cependant l'un de ces mouvements nés des rancœurs et des colères trop longtemps contenues se structura et prit rapidement de l'ampleur lorsque Karinou, chef charismatique des Baya, entra en rébellion. Il leva une véritable armée dotée d'une solide organisation qui occupa durablement tout l'Ouest du pays. Il livra plusieurs combats où il démontra de réels dons de stratégie. Il défia

l'Administration coloniale pendant vingt ans ! C'était la *guerre de kongo-wara*, moment de grande bravoure qui a marqué d'un sceau indélébile la mémoire collective de la région et auquel le Baya en situation de défendre son honorabilité et la fierté attachée à son nom fait référence pour se donner du courage.

L'indigène oubanguien se déplaçait exclusivement à pied sur des pistes à travers la forêt ou la savane ; il marchait de jour, s'abritait quand il pleuvait et s'arrêtait dans un village pour la nuit et pour se préserver des bêtes fauves. Il ne pouvait jamais aller bien loin. Comme il était installé en un lieu, son aire de mobilité était considérablement réduite. Aussi, la fuite dans un autre pays pour se soustraire aux sévices subis au lieu de résidence était-elle à tous égards une entreprise difficile, irréaliste et périlleuse. Il se révélait ainsi clairement à l'indigène oubanguien que la violence s'était installée de façon continue contre lui et qu'il était bien parti pour la subir sa vie durant sur son propre sol. Dès lors, confiné derrière le mur des frontières virtuelles du nouvel espace qu'on lui avait défini, il était pris au piège et fait comme un rat. C'est un principe de base de la vie qui fait qu'en situation de grande détresse, l'instinct de conversation aide l'homme à trouver des ressources pour faire évoluer les choses du mieux possible à son avantage. Le succès de cette démarche est garanti par une bonne analyse de la situation et des rapports de forces ; la qualité de cette analyse dépend des capacités intellectuelles et physiques complétées par les acquis d'expérience de vie propres à chacun. Ensemble, ces facteurs concourent à modeler la réponse proposée à la situation. Le résultat est forcément variable. Au gré des circonstances, l'individu se braquera en élevant une protestation véhémement pour défendre son honneur et sa dignité ; il exigera qu'on respecte sa personne ! Ailleurs, il pliera et se laissera insulter. Il s'excusera même pour une faute qu'il n'aura pas commise. En réalité confronté à chacune de ces situations, l'homme aura adopté la meilleure attitude qui lui permette de satisfaire le seul objectif non négociable pour toute personne saine d'esprit et responsable : assurer sa survie. L'indigène oubanguien sous la férule coloniale a été à quelque moment de sa vie contraint d'entreprendre cette démarche pour assurer un

mieux-être pour lui-même et pour sa famille. Au prorata de ses ressources limitées matériellement, physiquement et intellectuellement, il s'est accommodé de réponses plus souvent de qualité médiocre qui ont pour certaines obéré ses capacités à s'épanouir et à s'affirmer. Lorsqu'il se rend compte qu'on l'observe, l'indigène oubanguien, fonctionnaire, supplétif de l'administration et collaborateur du colon, réalise avec effarement qu'il s'offusque à peine de subir des traitements ou d'adopter des comportements indignes pour lesquels il se trouve toutes sortes de motifs d'excuses ; d'autres fois, il s'interroge sur le risque de sa dépersonnalisation quand il se maintient complaisamment dans tel rôle de composition qui le dessert en tous points et flétrit ses valeurs. A force de faire des grimaces on se retrouve marqué de rides à vie. La profondeur de ces rides indiquera à quel point le fonctionnaire a été assujéti et *civilisé* et à quel point l'indigène a été *attendri*. A travers les supplétifs de son administration le colon aura réussi à inoculer la pomme de discorde à la communauté ; comme un ver parasite elle va ronger cette dernière sournoisement de l'intérieur, diviser ses membres, ce qui la rendra finalement assez faible pour se laisser gérer en toute quiétude. L'autorité du colonisateur ainsi renforcée de la division des autochtones passera sans entrave aucune ; le moindre frémissement social jugé suspect sera contrôlé et réprimé par le garde territorial, un autre supplétif, agent de l'ordre public et émanation de la communauté mais *civilisé*, c'est-à-dire amené à un tel niveau de dépréciation de sa propre personne qu'il n'est plus besoin d'un ordre pour le mettre en mouvement ; spontanément il anticipe les désirs du colon surtout quand il s'agit de *casser du nègre* ; le garde autochtone se déteste à ce point qu'à la vue de ses semblables, il est pris de dépit et animé d'une envie farouche de les maltraiter au seul motif qu'ils lui renvoient trop fidèlement sa propre image qu'inconsciemment il abhorre. Il est le résultat exemplaire du lissage systématique des cerveaux autochtones mené méthodiquement, inlassablement et vigoureusement par la colonisation. Chaque jour, le colon se délectait de l'application des différentes facettes de ce programme de déshumanisation auxquelles il savait au moment opportun ajouter la petite touche qui aliène définitivement. Les gardes autochtones, qui étaient

tenus de rester au contact pour sa protection mais jamais à son contact, avaient grande soif de reconnaissance de leur maître. Ils souhaitaient recevoir de lui un traitement spécial qui les valorise aux yeux de leur communauté ; leur maître le savait trop bien. Délibérément, il n'aura de cesse de les rabrouer en public, de les traiter d'incapables, de sauvages, de tous les noms d'oiseaux et de primates, les mêmes dont il affuble les indigènes de la communauté afin de les frustrer à la hauteur de leur désir d'être proches de lui, de posséder certains de ses dons par mimétisme, d'être acceptés de lui. Ce seront des signaux contraires que volontairement le colon continuera de leur envoyer. En leur refusant la moindre considération, le colon les dresse comme ces chiens de garde qu'on affame à dessein pour en faire des tueurs ! Dans leur cas les gardes agresseront à vue tout ce qui bouge, qui a la peau noire et la mauvaise grâce de leur ressembler. Leur cruauté égalera les frustrations générées et accrues par l'espoir sans cesse déçu de capter un brin d'estime dans les yeux du maître ou de recevoir quelques compliments. A regarder ces âmes serviles tout à leur exercice de charme, l'observateur en arrive à évoquer un syndrome de Stockholm ; les victimes éprises de leur bourreau l'admirent et l'absolvent de tous ses crimes. Mais vu sous un autre angle cela pouvait également être interprété plus simplement comme une variété sadique de parasitisme, une sorte de faux commensalisme où le colon se servait du garde noir et de sa brutalité bestiale pour terroriser et tenir la population pendant que le garde de son côté s'abriterait et assurerait sa sécurité derrière l'autorité du colon devenu son seul bouclier contre la vindicte de sa société qui l'avait définitivement condamné et rejeté. La survie de l'un conditionnerait celle de l'autre et finalement leurs destins seraient intimement liés.

Au bout d'un temps variable de pratique de ces relations d'interdépendance du couple infernal colon-garde, l'élément faible du couple en vient inévitablement à rendre un culte idolâtre au plus fort. Le garde noir qui est évidemment l'élément faible du couple va tresser des couronnes au colon, le mettre sur un piédestal massif, de plus en plus haut et à côté duquel il apparaîtra lui-même de plus en plus petit, bientôt

insignifiant pendant qu'il se coupe de sa communauté et de ses racines. Lorsque, incidemment, par bribes, la conscience de sa personnalité lui revient et qu'il entrevoit jusqu'où il est descendu dans l'autodépréciation, il n'osera même plus s'attaquer au colon pour lui reprendre un peu de sa dignité, un peu de sa fierté, un peu de ce qu'il a perdu de lui-même : il l'a déjà placé trop haut. Cédant à la facilité, il se rabat avec férocité sur ses compatriotes contre lesquels il ne cessera de sévir, convaincu que plus il les maintiendra au sol plus bas que terre, plus il se rassurera d'avoir acquis une stature qui le distingue de la vile piétaille. Le colon le maintient à genou, à son tour il voudra les membres de sa communauté à plat ventre devant lui comme une juste revanche.

Les produits les plus méritants sortis de ce programme de conditionnement psychologique ont été récompensés à l'indépendance quand il fallait transférer la gestion du pays à des autochtones sûrs, sous-entendu dociles, prêts à déléguer certaines fonctions même régaliennes à l'ancienne puissance colonisatrice et disposés à être conseillés et encadrés dans le sens de la préservation prioritaire et du développement local des intérêts français. Ces bons nègres choisis sur la base du « tu n'es pas comme les autres » allaient déployer un zèle opiniâtre à tenir leurs populations en respect dans la misère et à réprimer sauvagement le moindre mouvement de contestation pour permettre qu'on continuât de piller les richesses du pays en toute sécurité. Ils se ménageaient ainsi les occasions de réentendre la petite phrase « tu n'es pas comme les autres » qui sonne si doux à leurs oreilles et les remplit de joie d'avoir réussi à réaliser une performance que le maître a appréciée. L'indépendance octroyée par l'ancienne puissance coloniale les a installés comme gardiens du temple, programmés pour des actions toutes contraires aux intérêts nationaux : ils sont les happy few et seuls émancipés centrafricains méritant ce qualificatif ; le colon exploitait les autochtones et rapatriait les ressources pour soutenir l'économie de son pays, ils continueront quant à eux selon les mêmes méthodes l'exploitation des populations oubanguiennes pour leur enrichissement personnel. Et bien sûr ils s'évertueront à

présenter fièrement leurs actions comme d'heureux aboutissements de politique nationale afin de berner et convaincre la population en majorité analphabète qu'ils sont en train de faire progresser le pays ; ils attendent cyniquement que la population à jamais maintenue dans sa misérable condition de vie leur rende sans réserve des honneurs et leur manifeste l'admiration logiquement réservée à ces dignes fils qui ont réussi à prendre la place du colon. Toutefois, ils restent constamment en alerte, dorment d'un œil et pètent de trouille ; ils savent trop bien que l'adhésion et la liesse populaire que leur présence déclenche sont forcées et manquent de sincérité. Comme le colon ou pires, ils sont prompts à sévir contre toute critique sur leur comportement, action ou position, voire contre des soupçons ou la simple retenue dans l'expression de louanges. Ces bons nègres seront cooptés en majorité à la tête des forces de répression habillées en armées nationales qui allaient leur fournir les leviers nécessaires pour contenir les populations derrière des pouvoirs constamment discrédités et convaincus de corruption. En Centrafrique Bokassa et Kolingba s'illustrèrent comme des exemples emblématiques de cette catégorie de dirigeants politiques.

***Formatés pour jouer les uns contre les autres....
Et contre nos intérêts communs...***

Les brides à la liberté et les contraintes physiques et morales variaient selon les postes de travail et les responsabilités confiés aux autochtones. Il ne fait aucun doute que, s'ils avaient eu à choisir, ceux parmi les autochtones, qui pour le moindre faux pas et quelquefois sans raison apparente étaient soumis au fouet jusqu'au sang, préféreraient être du côté du manche et manier le fouet même contre leurs semblables : ils enviaient la position du garde noir ! Vues sous cet angle, nul doute également, la vie d'un interprète, celle d'un commis aux écritures ou même celle d'un planton, en somme la vie de tous les supplétifs de l'administration coloniale restait enviable même si tous ensemble ils demeuraient confinés au seul rôle d'exécutants subalternes et strictement aux ordres ; bien sûr, contre eux tous sans exception, pour la moindre faute, la seule

correction était le coup de pied aux fesses exécuté de façon ostentatoire pour rabaisser le failli un peu plus mais cela restait à la limite supportable. Ces supplétifs avaient un logement décent, rentraient du travail et mangeaient en famille et à leur faim, occupaient une place et comptaient aux yeux de leurs communautés. Ils étaient grassement payés contre un travail ridiculement facile et ils vivaient bien.

Les conditions de vie, faites au reste de la population, la piétaille sans grade constituant la majorité vivant en zone rurale et totalement consacrée aux travaux agricoles, principalement les cultures de rente (café, coton) et les grandes exploitations d'hévéa, étaient franchement déplorables, inhumaines au possible et difficilement supportables. Le travail exclusivement manuel était présenté à coups de vocifération qui lui enlevaient tout attrait et intérêt et le faisaient détester d'emblée comme un nouveau moment de contraintes physiques. De plus, le travail proposé était planifié et exécuté pour atteindre des niveaux de production appréciables, à même de contribuer à l'accroissement d'un PIB, ce qui était un concept inconnu, voire étrange, pour des populations habituées à cultiver des lopins de terre à la dimension de timbre-poste pour la subsistance d'une famille sur une année. Le développement socio-économique du pays passe cependant par la maîtrise et l'adhésion à ces nouvelles méthodes de travail et l'administration coloniale se devait de former la main-d'œuvre, lui apprendre à travailler, l'amener à comprendre la méthode et ses avantages et finalement la faire adhérer et adopter sur consentement éclairé. Ce cheminement assurément long mais rémunérateur aurait abouti à l'appropriation durable du concept et des méthodes de travail par la main-d'œuvre autochtone ; il aurait également permis d'induire l'amour du travail et le souci d'obtenir des résultats de qualité.

Mais l'administration coloniale n'eut jamais la patience de mener cette éducation à la bonne façon de travailler. Elle opta plutôt pour le travail sous contrainte. Ce choix pouvait-il avoir une motivation autre que la volonté assumée de condamner l'indigène oubanguien à ne jamais connaître ces

moments de grande fierté où l'homme considère le résultat de son travail, en apprécie la qualité, bombe le torse et trouve un sens à sa vie ? Il lui était prescrit à travers ce choix qu'aussi loin qu'il remonterait dans son passé professionnel, il ne devrait retrouver que des souvenirs douloureux associés au travail. Et de l'habituer à travailler uniquement sous contrainte l'amena à la longue à développer une haine tenace du travail et de la simple idée de travailler. Au bilan, plusieurs décennies plus tard, c'est certainement le poison le plus vicieux inoculé à la population par la colonisation ; ses effets multiples continuent d'obérer l'avenir du pays depuis sa fausse libération du joug colonial. Le vieil adage proclamant que seul le travail libère ne trouve ni oreilles attentives ni crédit nulle part. L'indigène oubanguien devenu citoyen libre à l'indépendance récuse spontanément le travail. Il ne se doute pas que, par ce comportement, il s'exclut lui-même de toute opportunité de progrès social et qu'à terme, sans le travail, les rênes de contrôle du développement de son pays lui échapperont à jamais pour d'autres mains, des mains étrangères. Le monde l'estampille paresseux de nature et il s'en offusque à peine !

Avec de larges sourires éclatants, les indigènes oubanguiens imparfaitement décolonisés (IOID), les loïdes, se grisent d'être maîtres chez eux dans leur habitat insalubre et heureux sur leur vaste territoire inoccupé où ils continuent de cultiver des champs à la taille d'un timbre-poste. Ces fiers cossards constituent la majorité ; on les retrouve dans toutes les catégories de la population, dans tous les corps de métiers ; ils sont à différents échelons de la fonction publique qu'ils ont entièrement investie et vidée de l'esprit de mission publique au service de la population ; ils parasitent des postes politiques de grandes responsabilités auxquels, n'ayant nullement le profil, ils s'accrochent contre vents et marées à seule fin de pouvoir bénéficier du salaire, des avantages matériels avec en prime la possibilité de les compléter par quelques détournements et autres abus de biens sociaux. Ils sont constamment à la recherche de sinécures où ils prospèrent en parasites de l'Etat. Curieusement, de voir un autre autochtone se mettre en valeur par le travail leur est insupportable et ils dresseront toutes sortes

d'obstacles pour faire capoter la moindre initiative de développement surtout si elle est l'œuvre d'un membre de la communauté nationale. Au nom de cette volonté inconsciente de nivellement de la société par le bas qui leur fait interdire la réussite à leurs compatriotes, ils vouent aux gémonies les rares intrépides qui tentent d'ouvrir une exploitation agricole de grande surface ou de monter une entreprise commerciale de bonne facture. Ces brebis galeuses nourriront à leurs yeux l'ambition coupable de se mettre en valeur et d'émerger grâce à un travail opiniâtre et honnête ! Elles seront constamment déstabilisées par leur propre communauté et il ne leur sera jamais donné la possibilité de développer une concurrence capable de faire échec à l'exclusivité de fait accordée aux étrangers pour exploiter à leur guise les richesses du pays.

Le colon exerçait son autorité de façon méprisante mais il ne suscitait pas moins autour de sa personne l'admiration évocatrice d'un véritable syndrome de Stockholm ; il a déteint profondément sur ceux des supplétifs de son administration qui le côtoyaient de très près et qui se mettaient en quatre pour lui plaire ; ils sont finalement rentrés dans le moule de leur idole. Le résultat en est même caricatural : l'Ioïde désormais à la place du colon et disposant d'une parcelle d'autorité se croit obligé de l'exercer avec encore plus de mépris et de cruauté envers ses compatriotes. Si les brutalités gratuites, infligées à l'envi aux individus par les corps en uniformes (armées, polices et gendarmeries) à chacun de leurs contacts avec la population comme seule façon de maintenir l'ordre, apparaissent les plus évidentes, les clerks dans les bureaux et les plantons ne sont pas moins féroces. Ils n'hésiteraient pas à s'en prendre physiquement, à la manière du colon, au pauvre citoyen en quête d'un service si l'ordre ou l'occasion leur étaient donnés.

Le pays sous administration coloniale...

L'Oubangui-Chari a été créé de la même manière que des maires de communes procèdent au lotissement des terrains à bâtir, à la nuance près que les opérations s'étaient effectuées à l'échelle d'un continent par des lotisseurs installés à des milliers

de kilomètres du théâtre des opérations et agissant au nom des intérêts exclusifs de leurs pays ; ils avaient à cœur d'apporter un soin particulier à la délimitation la plus claire possible des futures aires d'influence de manière à sécuriser les richesses potentielles à exploiter. Pour les autochtones qui n'avaient à aucun moment de ce processus eu voix au chapitre, ce fut un bornage imposé à leur espace de vie, lequel les affectait d'office à un nouveau pays avec un nouveau nom, soit deux nouveaux paramètres qu'il leur fallait intérioriser. Ils furent immédiatement confrontés à la question des nouvelles frontières qu'il leur fallait reconnaître, respecter et faire respecter. Rien de tout cela n'était évident et on pouvait prévoir leur grande perplexité à devoir respecter une frontière virtuelle. NGaró, jeune agriculteur, vit dans la région de l'Ouham ; il comprit facilement et admit que la rivière *Chari*, obstacle naturel, marquait et représentait la frontière avec le Tchad ; en revanche, il ne parvint vraiment pas à se convaincre que la petite borne plantée au milieu de son champ de mil était reliée par une ligne droite invisible à une autre borne située plus loin et que le tout matérialisait la frontière avec le pays voisin ; de ce fait, par ailleurs, une partie de son champ serait en territoire étranger ! Même en y mettant la meilleure volonté il n'en restait pas moins partagé entre son sens du respect des autorités et la peur de passer pour un idiot aux yeux de sa communauté. Aussi, continua-t-il tranquillement de cultiver son champ au-delà de la borne, sans esprit mutin, plutôt par habitude, comme son cousin Tolloum qui vit avec sa famille dans son champ en prolongement du sien ; qu'ils aient ou non tous les deux transgressé les frontières était le moindre de leurs soucis tant que ces dernières se réduisent à une droite virtuelle reliant une borne à une autre et ne constituent pas un obstacle géographique naturel qui leur aurait montré clairement qu'ils se situaient du bon ou du mauvais côté. Le découpage des frontières réalisé à des milliers de kilomètres révélait ainsi ses failles avec des conséquences durablement désastreuses. La hantise face aux difficultés à faire reconnaître et à faire respecter ces frontières sur le terrain était d'éviter que se créassent des situations de pure stupidité où on verrait les autochtones à qui on les avait imposées, décider de les ignorer à

jamais. Le risque de créer une contrainte grave dans le futur ne serait plus à exclure, car, dans le contexte d'un déni d'appartenance ouvertement exprimé par la population dans sa majorité, comment procéderait-on pour forger une identité nationale et parvenir à bâtir une nation ? En vérité, pendant la période coloniale, ces questions existentielles furent résolues dès l'instant où les quatre colonies constituèrent l'AEF, bloc économique dans lequel biens et personnes circulaient librement. A cet effet, il ne faisait aucun doute que ces problèmes resurgiraient dès l'éclatement du bloc en quatre Etats indépendants et la restauration de ces mêmes frontières désormais intangibles.

Au point où les rapides le firent accoster, Emile Gentil créa Bangui qui sera la capitale de l'Oubangui-Chari. Habituellement, les explorateurs se préoccupent de fortifier rapidement leur point de pénétration ; celui-ci est aménagé pour servir de base arrière sécurisée où ils peuvent battre en retraite devant des situations de grand danger. Il n'y eut nul besoin de fortification. Bangui, encore réduit aux dimensions du seul Camp de Roux actuel, pouvait se passer de nouveaux aménagements de défense du simple fait de son site en hauteur sur un promontoire adossé à la colline boisée : il était naturellement inexpugnable.

Les explorateurs portaient de leur base arrière en mission de reconnaissance et de pacification du territoire. Ainsi procéda la mission Marchand à la suite de celle d'Emile Gentil pour sécuriser l'espace oubanguien et ouvrir les routes du Tchad et du Nil. Irradiant du centre vers le *nord* et l'*est*, dans sa progression la mission créait et installait des postes administratifs dans des places fortifiées et des sites jugés stratégiques, coudes de rivières plus souvent ou reliefs géographiques de grande beauté s'il s'en trouvait. La colonie créée épousait la découpe administrative de la mère patrie ; elle était divisée en régions et départements. Un gouverneur sera plus tard nommé à sa tête pour superviser les chefs de régions et de départements. En fonction de leur position dans l'architecture administrative, les postes allaient grossir plus ou

moins vite pour devenir des bourgs puis des villes. Néanmoins, l'aspect général des quartiers indigènes variera peu au cours du temps et même si certains aménagements furent réalisés sur le plan du lotissement, on continuera d'y vivre selon l'esprit du village. L'habitat est un hangar rectangulaire, souvent de dimensions modestes ajustées à la taille de la famille qui l'occupe ; il est constitué d'un toit de chaume à deux pentes sans gouttières posé sur un mur de pisé, de briques de boue ou de glaise non compactées et non cuites ; une véranda limitée par une colonnade de rondins complétant la sustentation du toit court le long de ce mur et ceinture la maison ; la porte et les fenêtres sont petites et en bois ; il y a autant de fenêtres qu'il y a de chambres ; la porte est unique. On vit toute la journée et une partie de la nuit dehors dans la cour ou sous la véranda pour se protéger du soleil et de la pluie ; on se retire dans la maison uniquement pour dormir. On n'est pas obligé d'inviter tout passant à sa table mais prendre un repas à l'intérieur de la maison est signe d'égoïsme ; tel mauvais comportement constaté expose la famille à la stigmatisation par les membres de sa communauté pour atteinte à la solidarité, refus d'ouverture aux autres, dissimulation et manque de transparence, toutes attitudes contraires aux valeurs et principes de vie en communauté. Seuls les chefs de terre avaient une résidence construite sur le style colonial comme les bâtiments de l'administration, les résidences des colons toutes catégories confondues, les dispensaires et les écoles. Face aux mesures environnantes, ces constructions s'imposaient comme des bâtisses. Schématiquement, le corps rectangulaire du bâtiment émerge d'une solide fondation de moellons rouges volontairement haute pour continuer d'impressionner par l'imposant escalier rendu nécessaire pour accéder à la maison ; sur les largeurs du rectangle les murs de cinquante centimètres d'épaisseur se terminent en triangle à leur sommet, imprimant ainsi au premier toit sa double pente ; un deuxième toit couvre la véranda limitée par des arcades ou des colonnades et qui ceinture la bâtisse centrale. Ces toits sont faits de tôles sans gouttières ou de tuiles et d'ardoise avec gouttières. Partout, de larges ouvertures admettent la lumière et permettent une ventilation naturelle des différentes pièces du bâtiment. La

cuisine et les toilettes sont habituellement deux constructions séparées, plus petites et à bonne distance l'une de l'autre, situées derrière et reliées à la maison principale par deux corridors couverts. On cuisine au feu de bois qui sert également au four pour le pain. Les toilettes comportent une latrine et une aire pour les douches. Il n'y a pas d'eau courante.

L'image topographique de ces bourgs/villes en vue générale sur plan de masse montrait sans variation une aire centrale réservée aux services administratifs et à la colonie européenne ; autour de ce noyau qui concentrait l'essentiel de l'autorité et du pouvoir, s'organisait une couronne de modestes lotissements érigés par clans ou groupes ethniques qui irradiaient sans limite vers la périphérie. En bonne place sur cette couronne pour servir de lieu de rencontre des différentes communautés toutes catégories et tous âges confondus était implanté le marché ; chaque jour de l'année sans exception il commence tôt le matin, s'anime toute la journée et s'arrête le soir comme à regret, battu par la nuit en l'absence d'éclairage électrique. On s'éclaire en effet à la lampe tempête même chez les colons, à la bougie ou comme on peut pour les moins favorisés ; les générateurs ne faisaient pas encore partie du paysage. On s'approvisionne au puits pour l'eau de boisson et à la rivière pour l'eau destinée aux usages domestiques. Seules les maisons installées sur l'aire occidentale disposaient de châteaux d'eau individuels qui leur donnaient la possibilité d'avoir de l'eau courante au robinet et à la douche.

De façon synoptique pendant toute la période coloniale, si on exclut Bouar, base militaire française bâtie et équipée aux normes, on était partout en zone rurale jusqu'autour de Bangui la capitale dont seul le centre occupé par l'administration et la colonie européenne pouvait être qualifié d'urbain : l'électricité y était fournie en permanence par l'usine d'énergie hydro-électrique de Boali ; l'eau courante traitée était disponible dans toutes les maisons ; on avait le téléphone et les rues éclairées par des réverbères étaient asphaltées. Ces commodités étaient également disponibles dans les deux camps militaires français, à la cité Christophe, aux Batignoles, à Lakouanga et dans les

paroisses catholiques ; plus tard, SICA1 complètera cette liste. Une seule rue asphaltée sans trottoir faisait le tour du « km5 », de Mamadou-Mbaiki à BoyRab comme un arc bandé sur une flèche figurant l'avenue de France, également bitumée. Sorti de cette zone privilégiée, on retrouvait un système routier fait d'un lacs chevelu de pistes de latérite compactée ou poudreuse reliant Bangui à chacun des postes administratifs ; les villages devaient obligatoirement être implantés au bord de ces pistes. Sur leur parcours celles-ci étaient découpées en tronçons de cinq kilomètres, chaque tronçon étant placé sous la responsabilité d'un cantonnier qui en assurait la surveillance et le maintien. Ces cantonniers ont fait la preuve de leur efficacité : dans ce pays où il pleut huit mois par an et où assez fréquemment il tombe plus d'un mètre d'eau entraînant l'érosion du sol, de profonds ravinements et de multiples nids de poule, ces pistes non asphaltées demeuraient praticables et carrossables toute l'année ! La sécurité des personnes et des biens était garantie sur ces routes et la circulation y était permanente et sûre. Les courants d'échanges facilités, intenses et continus entre les postes de l'intérieur et Bangui la capitale avaient contribué à flétrir puis à rendre presque obsolètes des expressions réductrices telles que *aller en brousse* ou *se rendre dans l'arrière-pays* ; des postes administratifs brassant de multiples activités professionnelles du domaine tertiaire étaient en continuelle mutation ; Berbérati, Nola, Bouar, Bocaranga, Bossangoa, Bouca, Batangafo, Bambari, Grimari, Bangassou, Bria, NDélé, Bakouma, Zémio, Obo et d'autres pouvaient prétendre au statut de villes de province.

En application des plans d'exploitation et de développement des colonies, chacune de ces places était dotée des structures reconnues essentielles pour permettre une gestion efficace de l'ensemble géographique :

- l'administration coloniale tenait au strict respect des horaires de travail ; un clairon ou une sirène sonnait la rentrée et la sortie des bureaux et cela concernait non seulement les supplétifs de l'administration générale, garde territoriale, plantons, commis aux écritures et autres agents de bureau mais

également l'ensemble des services publics, poste, travaux publics, voirie, écoles publiques. Le secteur privé à la fois contraint et par commodité s'alignait sur ces horaires. L'agent du service public percevait son salaire sur place et régulièrement à date échue ; selon sa position il était logé ou à défaut recevait une indemnité de logement ; il pouvait être promu ou affecté toujours à son poste dans une autre ville : on lui délivrait une réquisition pour voyager avec sa famille à bord d'un bus commercial pour sa nouvelle affectation. L'Etat était présent et exerçait son autorité sur tout le territoire.

- les chefs coutumiers étaient investis par filiation : ils avaient l'autorité légitime, l'estime et la confiance de leurs communautés ; à bon escient l'administration coloniale les utilisait comme interface et média de transmission efficace de ses messages à la population. Les moniteurs d'agriculture qui encadraient les paysans dans la culture du coton ou dans l'entretien des plantations de café étaient leurs proches collaborateurs ; ils savaient que les outils et les semences remis à travers les chefs arrivaient toujours à la population et étaient utilisés comme prescrits. Ces chefs tenaient fermement leur zone, assurant entre autres responsabilités la sécurité des personnes et des biens, permettant à chacun de vaquer librement à ses occupations.

- l'éducation scolaire était libre, l'école subventionnée était ouverte à tous les enfants en âge scolarisable, sans discrimination et sans contraintes autres que l'éloignement géographique par rapport aux établissements scolaires pour les enfants issus des villages obligés de marcher sur des kilomètres pour se rendre en classe ou l'absence d'ambition chez certains parents tentés de garder leurs enfants avec eux aux champs. Le chef de secteur scolaire, invariablement un colon français, supervisait et veillait à la bonne exécution du programme d'enseignement. Au primaire, les classes commençaient par la leçon de morale du jour ; l'énoncé était recopié par chaque élève sur son cahier pour l'apprendre par cœur ! Le moniteur et l'instituteur passaient par une solide formation générale et pédagogique avant d'entrer en fonction. Le soir ils préparaient

avec beaucoup de soins leur cours du lendemain et ils ne laissaient aucune place à l'improvisation. Ils inspiraient confiance, estime et respect : pour tous leurs élèves ils étaient leurs seconds pères investis de la noble mission de compléter et de parfaire leur éducation. La direction des écoles restait partout dévolue aux cadres coloniaux pour garantir le sérieux et la complétude des programmes d'enseignement dont le contenu était le même que celui dispensé aux petits Français en France. Le cycle d'enseignement primaire se concluait par un diplôme, le certificat d'Etudes Primaires Indigènes auparavant, élémentaires par la suite et l'examen d'entrée en sixième au collège. Au succès à cette dernière étape l'enfant était selon son âge orienté en cycle long au collège d'enseignement général ou en formation professionnelle (école normale d'instituteurs, école de techniciens d'agriculture etc.). A la suite du succès à l'examen de fin du primaire l'enfant devenait également éligible au bénéfice d'une bourse d'études pour couvrir l'intégralité de ses frais d'écolage et de pensionnat pendant tout le second cycle pourvu que ses performances se maintiennent à un niveau satisfaisant. Le système éducatif formait des techniciens et des cadres moyens compétents qui remplissaient les besoins des différents services du pays en ressources humaines. Néanmoins, le cycle d'enseignement général menant à l'université et la formation de cadres supérieurs restaient féroce­ment sélectifs.

- le système sanitaire reposait sur des dispensaires pour les soins curatifs et des équipes mobiles pour la prophylaxie et la lutte contre les grandes endémies. Le pays était divisé en secteurs sanitaires ; chaque secteur était pris en charge par une équipe de médecins cliniciens et de santé publique. En ville ou en mission de stratégie avancée en zone rurale ces équipes vaccinaient la population générale contre la fièvre jaune et la variole ; elles procédaient au dépistage systématique et soignaient les cas de trypanosomiasse humaine, d'onchocercose, de pian, de bilharziose intestinale ou urinaire et d'autres endémies tropicales. L'arsenal thérapeutique disponible à l'époque était pauvre et d'efficacité limitée ; néanmoins, cette contrainte n'a nullement réussi à altérer ni la qualité des

résultats obtenus, ni le niveau de performance globale de ces équipes : elles ont maîtrisé des flambées d'épidémies, notamment de méningite cérébro-spinale, de variole, de fièvre jaune, de rage canine et humaine en ville ; elles ont éteint et maintenu sous contrôle les foyers traditionnels de trypanosomiase humaine où la mouche tsé-tsé régnait sans partage, décimant hommes et bêtes et grevant toute activité agricole et d'élevage bovin.

- un encadrement technique était fourni par des moniteurs d'agriculture aux paysans et aux planteurs de café afin de les aider à respecter le calendrier des étapes culturelles et garantir une bonne récolte. Chaque année au début de la saison des pluies les villageois recevaient sur le site au village de nouveaux outils araires et des semences de coton pour la culture annuelle ; occasionnellement on complétait avec des engrais et des pesticides. Le coton produit était payé à la date fixée aux paysans et enlevé. Le marché du coton se passait en saison sèche et avec l'argent gagné, les paysans pouvaient faire la fête : les villages étaient vivants et il faisait bon y vivre même pour les jeunes ! Il n'y avait pas beaucoup à envier à la ville et l'exode rural était insignifiant.

- la colonie portugaise était en charge de l'organisation du petit commerce de distribution de détail pour les produits de première nécessité, depuis les tissus, les vêtements, les chaussures jusqu'aux aliments secs, les conserves, les ustensiles de cuisine, les outils agricoles, voire les munitions pour des fusils de chasse. Elle avait installé des boutiques bien achalandées dans chacun des postes administratifs et dans quelques gros villages ; de solides véhicules lourdement chargés empruntaient régulièrement les pistes de latérite, partant des sièges à Bangui pour approvisionner les succursales installées dans l'arrière-pays. Ainsi, le jeune, tout en restant dans son village, pouvait accéder à diverses commodités et satisfaire ses besoins ; il ne ressentait pas de frustration assez forte pour lui faire quitter son village et s'installer en ville où il serait au chômage.

- à pied ou à vélo sur les pistes, la seule crainte qu'un individu sans distinction d'âge et de sexe pouvait avoir était d'être attaqué par une bête sauvage ; des bus de transport de voyageurs utilisaient également ces pistes reliant Bangui aux principaux postes administratifs, ralliant d'un trait le terminus ou s'arrêtant au besoin dans les villages le long du parcours pour décharger ou charger, selon une fréquence fonction du taux moyen de remplissage du véhicule. Le phénomène des coupeurs de route était inconnu du vocabulaire et du paysage ; il en était de même de ces diverses entraves à la circulation routière qui assez souvent s'avèrent des barrages impromptus érigés par des corps en uniforme pour assouvir des besoins péculiaires personnels. Outre les voyageurs, les bus transportaient le courrier postal ; cette association avait certainement contribué à renforcer la régularité et la ponctualité constatées de ces transports.

- la sécurité des personnes et des biens était assurée à un niveau constamment satisfaisant sur l'ensemble du territoire. Face à la faiblesse du téléphone et à l'absence de média (radio et presse écrite) le courrier postal maintenait un courant régulier de communication : de n'importe quel poste administratif sur le territoire il était possible d'envoyer une lettre ou un colis à Bangui et de recevoir la réponse dans la semaine ! La pleine opérationnalité du service postal avec notamment les chèques postaux fonctionnels dans tous les grands centres administratifs a également contribué à sédentariser des agents de l'Etat, les entreprises et les opérateurs du secteur tertiaire et à limiter l'exode rural affectant les jeunes.

En conclusion, si on devait en toute honnêteté rendre une juste appréciation de la gestion de l'Oubangui-Chari par l'administration coloniale, certaines actions replacées dans le contexte et l'esprit peuvent être jugées comme avoir été efficacement menées et avec succès. En effet, même si les bases d'application des mesures administratives et de gestion pendant toute la période furent inhumaines, largement inégalitaires et au désavantage des indigènes oubangiens, les différentes communautés vivaient dans une société organisée ; l'ordre était

maintenu ; les justiciables noirs étaient égaux devant la loi qui était certes appliquée avec une rigueur brutale mais elle décourageait les velléités de récidives et enlevait tout espoir de jouir de la moindre impunité. La population était étroitement encadrée, parfois jusqu'aux moindres de ses mouvements et activités. Curieusement, les rares survivants de cette époque s'en souviennent avec une certaine nostalgie ; ils se rappellent avec un regret non dissimulé qu'à cette époque on ne faisait pas n'importe quoi, autrement dit, que chacun avait le sens de la responsabilité de ses actes ; chacun était à la place qu'il méritait et il n'y avait ni favoritisme, ni passe-droit.

Puis l'on proclama la République et l'indépendance...

Lundi 1^{er} décembre 1958 !

Samedi 13 août 1960 !

Ces deux dates ont été et continuent d'être des journées de liesse populaire, des moments de communion nationale où chacun se projette dans l'avenir et fait des projets pour lui-même, sa famille et la nation ; mais à considérer le cours de l'histoire, ces deux dates pourraient tout aussi bien signifier le début de la *scoumoune* qui enserre le pays dans ses griffes depuis lors.

A la suite des moments difficiles de la Deuxième Guerre mondiale où l'Allemagne était sortie plus que jamais conquérante tandis que la France était envahie, coupée en deux et plombée par le gouvernement de Vichy et la collaboration, la mère patrie des colonies africaines avait perdu beaucoup de sa superbe aux yeux de ses enfants outre-mer.

*La France est belle ; son destin est béni
Vivons pour elle ; vivons, vivons unis.*

...

faisait-on chanter aux petits enfants dans les écoles des colonies. Soudain, c'était une France dépenaillée qui leur apparaissait dans sa grande vulnérabilité. L'unité également semblait avoir volé en éclats. Sans que cela n'entamât vraiment

son crédit d'amour dans les colonies, la France cessait d'être l'entité sublimée et inaccessible que ses représentants locaux s'étaient évertués à imprimer dans le subconscient des autochtones. Il y eut ensuite la débâcle de Dien Bien Phu pour convaincre les deux parties que le temps des colonies était révolu. Lorsque Sétif et l'Algérie explosèrent, le gouvernement français prit conscience de l'urgence d'accéder aux doléances de ses colonies au *sud* du Sahara pour éviter le départ d'autres feux sociaux. Alors, l'actualité des colonies fut entièrement dévolue à la réponse qu'il conviendrait de donner aux demandes pressantes d'émancipation du pouvoir colonial arrivant de toutes les possessions outre-mer ; l'heure était avant tout de sauvegarder au mieux les intérêts des deux parties d'autant qu'en Afrique comme en France des voix réclamaient ouvertement l'indépendance pour les colonies.

En Afrique Equatoriale Française (AEF), vaste ensemble de quatre colonies comprenant le Tchad, l'Oubangui-Chari, le Gabon et le Congo avec Brazzaville comme capitale administrative, Barthélémy Boganda, député de l'Oubangui-Chari, était la figure de proue des diverses forces sociales animées de la volonté de se libérer de la tutelle coloniale. Il était de tous les meetings, il était sur tous les fronts. Son engagement était si franc et total que personne ne pouvait se permettre le moindre doute sur sa pleine adhésion aux revendications des populations pour une prise en main de leurs destinées. Mais au fond de lui-même les choses n'étaient pas aussi claires ni aussi tranchées. Des facteurs de brouilles et d'incompréhension dans l'action ne manquaient guère ; l'un était la nuance entre d'une part l'activisme de militants revendiquant un changement : ils en ressentent subjectivement le besoin mais souvent se déchargent de la responsabilité des aménagements à faire et des mécanismes à mettre en place pour y parvenir ; et d'autre part l'engagement de l'homme politique qui est le fait d'une décision mûrement réfléchie qui se fonde sur une analyse de situation et une vision, celle-ci correspondant à un projet de société à promouvoir en réponse aux différents problèmes identifiés. Entre les deux il y a le réalisme politique qui parfois amène à trahir temporairement certaines promesses apparues

trop contraignantes ; avec plus ou moins de bonheur et en faisant violence à son honnêteté l'homme politique en vient-il parfois à user de la langue de bois pour travestir la vérité et entretenir volontairement l'ambiguïté sur les points de divergence avec l'opinion à seule fin d'éviter d'inutiles querelles qui affaibliraient la mobilisation autour des objectifs fixés. Ainsi, Boganda était d'accord pour l'émancipation du joug colonial mais il voulait y amener son peuple sans précipitation en consolidant chacune des étapes franchies, éviter les errements et conduire sûrement le pays vers son plein épanouissement.

Boganda avait l'étoffe intellectuelle, l'autorité et le charisme pour mener à terme sa vision. Celle-ci ne pouvait se réaliser que dans le cadre préservé du bloc sous-régional constitué de l'AEF. A raison, il s'était convaincu que, si sa voix portait si fort et si loin, il le devait surtout au fait qu'il était Président du Grand Conseil de l'AEF et qu'à ce titre il parlait au nom de quatre pays ! Le bloc sous-régional affirmait l'unité de ses populations et renforçait l'expression de leurs doléances. Pour se donner de réelles chances de succès qui maintienne les ex-colonies dans le courant du progrès social et du développement économique, l'émancipation du joug colonial ne saurait passer autrement que par le choix de sauvegarder l'intégrité fonctionnelle du bloc sous-régional comme socle commun du développement des quatre Etats. Cette approche avant-gardiste renforcerait la solidarité déjà effective entre les communautés des quatre pays en même temps qu'elle convaincrerait de la maturité politique, de la perspicacité et de l'esprit de responsabilité des leaders nationaux. L'AEF durant toute la période coloniale a été opérationnalisée administrativement comme un Etat fédéral dont la capitale était Brazzaville. Le déploiement des fonctionnaires agents supplétifs de l'administration coloniale ignorait les frontières des quatre pays ; ce personnel circulait selon les besoins et la décision d'affectation entre le Tchad, l'Oubangui-Chari, le Gabon et le Congo-Brazzaville sans aucune entrave liée à la colonie d'origine. Il en était de même de la main-d'œuvre toutes catégories et spécialités confondues, des personnes en voyage et

des biens en circulation dans l'espace géographique. Ces flux d'échanges contribuaient solidairement à combler les déficits en différentes catégories de ressources constatés au niveau de chacun de ces pays ; pour exemple, les Oubanguiens et les Tchadiens ont constitué l'essentiel de la main-d'œuvre importante qu'a nécessité la construction du chemin de fer Congo-océan que le Congo seul aurait difficilement conduite à terme. Le colonisateur avait poussé cette interdépendance des pays du bloc sous-régional encore plus loin en spécialisant pratiquement chaque pays sur un volet de formation des cadres moyens dans un but assumé de les rendre complémentaires et dépendants les uns des autres. Le Tchad abritait le centre de formation des techniciens d'élevage, cadres moyens compétents nantis des connaissances de base en médecine vétérinaire pour s'occuper du bétail. Corrélativement, un accent particulier était mis dans ce pays sur le développement de l'élevage censé fournir de la viande aux trois autres. Le Tchad tint efficacement ce rôle et alimenta à suffisance en viande l'ensemble du bloc. Et ce fut à l'indépendance et après qu'on eut vulgarisé les races trypano-tolérantes de bovidés que les autres Etats de la sous-région commencèrent à lancer leurs propres programmes d'élevage du gros bétail. Certains traits de comportements récemment notés de-ci de là, notamment la cohabitation avec les bêtes, indiquent que le savoir-faire a commencé à prendre lentement dans ces populations où, il n'y a pas si longtemps, en ville comme à la campagne, on avait encore peur de la vache qu'on confondait avec le taureau parce qu'elle portait des cornes. Selon le même plan colonial, l'Oubangui-Chari abritait à Wakombo l'institut chargé de la formation des techniciens d'agriculture sur les notions pratiques d'agronomie ; au terme de leur cycle de formation ces cadres devaient apporter leur expertise à l'encadrement des paysans ; malheureusement, afin de s'accorder à l'esprit et aux objectifs de l'économie de traite coloniale, ils étaient déployés en priorité dans les plantations de café, les champs de coton et les exploitations d'hévéa. Ces affectations se faisaient délibérément au détriment des cultures vivrières dont le développement avec le même souci de rendement aurait fait de l'Oubangui-Chari un grenier pour le reste du bloc. Encore selon le même plan, les institutions de

formation des cadres moyens du secteur de la santé (infirmiers brevetés, techniciens supérieurs de santé et sages-femmes) étaient installées au Congo-Brazzaville. Remarquable à cette période était l'absence totale de centres de formation de cadres nationaux pour l'enseignement secondaire ! Ce niveau de compétence semblait être réservé aux seuls cadres français outre-mer ; ils devaient occuper ces postes dans les lycées et collèges du bloc, tout le temps que durerait la colonisation. Il paraissait entendu que cette expertise étrangère ne se retirerait jamais et tout devait être fait pour garantir son caractère irremplaçable. Il n'était donc pas question de commencer de former la relève nationale. Implicitement, le plan était qu'au départ de cette expertise, si d'aventure cette dernière était obligée de se replier sur sa métropole, il se créât absolument un vide. Le colonisateur anticipait ainsi sur l'aspiration inévitable des populations à se libérer de sa domination, convaincu que tôt ou tard il aurait à opter pour une autre formule administrative capable à la fois de calmer les soifs de liberté et de préserver ses intérêts. Le plan conçu en contre-feu était ainsi en exécution sur le terrain depuis des années ; beaucoup de ses objectifs étaient atteints. L'entreprise forçait l'admiration par son côté machiavélique à en juger par l'absence de méfiance suscitée et plus encore par l'engouement des populations à collaborer à la mise en œuvre d'une politique qui les enfermait à jamais dans la dépendance culturelle, sociale et économique tout en les excluant des opportunités de progrès véritable. Boganda voyait comment le piège avait commencé de fonctionner lors des premières revendications populaires à fortes orientations nationalistes et sectaires ; comme l'avait prévu et organisé le colonisateur, le pays allait s'enfermer dans sa quête d'émancipation. En effet, les populations en cette année 1957 étaient profondément engagées et impatientes non seulement de se libérer du joug colonial mais également de se replier derrière leurs frontières nationales. Il était devenu suicidaire pour un homme politique de leur faire la moindre proposition contraire si par celle-ci il entendait leur demander de faire preuve de sagesse et de patience pour examiner d'autres options. Pareils conseils étaient assimilés à une tentative sournoise de les distraire de leur but en les faisant douter pour plomber et freiner

leur élan ; ils étaient rejetés avec la plus grande vigueur. Aussi, devant le risque de perdre sa crédibilité et sa popularité, Boganda se gardait-il de proclamer son opposition à l'accession immédiate à l'indépendance qui signifiait pour lui l'éclatement du bloc de l'AEF qu'il tenait absolument à préserver. Il restait néanmoins fidèle à une position intermédiaire censée lui accorder un délai raisonnable pour travailler à la mise au point des pré-requis qui accroîtraient les chances des nouveaux pays à évoluer sûrement vers le progrès social et économique.

Dans sa tête, Boganda tournait et retournait le plan de mise en œuvre de sa vision de l'avenir du bloc sous-régional ; dans l'analyse critique il se repassait les points faibles, les points forts, les opportunités à saisir et les contraintes à lever. Les points faibles étaient nombreux : ils se référaient pour les principaux à l'absence de savoir-faire de la population, son impatience née de la lassitude devant les exactions coloniales, son inorganisation et son arriération technique, le déficit global en ressources humaines affectant aussi bien la sphère de la prise de décision que le niveau d'exécution en particulier les cadres d'encadrement des opérations de développement. Le seul point fort se rapportait au bloc sous-régional avec ses institutions complémentaires, la grande diversité de ses richesses minières et agro-pastorales dont l'intégration par un plan de développement concerté devrait permettre d'asseoir une solide économie pour les quatre pays. Cependant, l'avenir et la survie de ce seul point fort demeuraient tributaires de variables dont les plus déterminantes dépendaient du choix et de la volonté du pouvoir colonial. En conséquence directe, l'indépendance créant immédiatement quatre Etats souverains, situation qui ailleurs aurait pu être prise et exploitée comme une opportunité d'action, se présentait comme une contrainte ; cela ressemblait étrangement à une manière de forcer la main aux populations pour accepter une offre à laquelle elles n'étaient objectivement pas préparées. En effet aucune des colonies n'était prête pour accéder de façon normale à l'indépendance au moment et dans les conditions où on la leur proposait. Proclamés Etats souverains et devant fonctionner comme tels, le Tchad, l'Oubangui-Chari, le Gabon et le Congo étaient difficilement

viables démographiquement ; on pouvait prédire sans grand risque de se tromper que lâchés seuls, chacun derrière ses nouvelles frontières pour se développer, ils allaient avoir du mal à bâtir une économie qui leur permît à la fois d'assouvir leur soif de souveraineté et d'assurer la défense et l'épanouissement des intérêts de leurs populations. Boganda était homme d'église et leader politique. Il ne doutait pas que les solutions et les réponses finales aux problèmes des pays viendraient de la décision et de l'action des hommes. Il priait et, dans ses prières, il demandait à Dieu de l'éclairer et de donner plus de force, de justesse et de pertinence à ses arguments afin qu'il pût convaincre ses interlocuteurs et les rallier à ses idées. Il était animé du même état d'esprit lorsqu'il reçut de Gaulle à la Conférence de Brazzaville. En sa position de président du Haut Conseil de l'AEF, Boganda devait prononcer le discours de bienvenue pour accueillir le président de la France et des colonies à l'ouverture de la conférence. Dominant son énervement et sur le ton de l'apostrophe comme il procédait lors des débats à l'Assemblée française quand il siégeait à Paris comme député des colonies, Boganda demanda à de Gaulle de leur parler sans langue de bois. Il avait trop longtemps attendu cette rencontre qui devait clarifier définitivement les positions des deux parties. Il était exclu qu'il eût plus tard quelques regrets parce qu'il n'aurait pas exploré tous les problèmes et que cette rencontre fût une opportunité perdue.

Et de Gaulle lui répondit sans détour. L'indépendance était à prendre immédiatement pour qui en exprimait le désir ! Pour les colonies qui le souhaiteraient, un délai de deux ans leur serait accordé ; au cours de ces deux années elles proclameraient la République et au sein de la communauté franco-africaine créée, elles bénéficieraient de l'assistance multiforme du pouvoir colonial pour mettre en place et roder les institutions républicaines tout en formant à leur fonctionnement les cadres nationaux pour la relève. L'accession à l'indépendance au terme des deux années demeurerait inéluctable et non négociable. Le président de la France et des colonies confirmait point par point les craintes de Boganda dans cette réponse à l'aspiration des pays à s'émanciper de la tutelle

coloniale. Le plan de riposte de la France préparé de longue date était sans faille, presque imparable. Les représentants des colonies étaient pris de cours et complètement abasourdis. Le projet qui leur était présenté comme une proposition qu'on ne peut refuser et que l'ancienne puissance coloniale entendait conduire elle-même jusqu'à son terme commençait par la disparition du bloc sous-régional. L'émiettement de ce dernier enfermerait les quatre ex-colonies chacune derrière des frontières artificielles pour constituer de pseudo-Etats indépendants obligés de continuer de manger dans la main du colonisateur pour assurer leur survie. Ainsi serait levée pour encore très longtemps sinon définitivement la crainte de la puissance coloniale qu'un jour ces pays deviennent ses concurrents sur le marché des matières premières qu'elle continuera d'extraire de leur sous-sol à sa guise pour ses besoins et à moindres frais.

Au sortir de la conférence, à un ami qui s'enquérât sur ses impressions des débats et de leurs aboutissements, Boganda confiait qu'à un moment des interactions avec de Gaulle, il s'était cru plusieurs années en arrière en train de jouer en binôme à ce jeu favori de notre enfance : votre partenaire de jeu sort de son dos ses deux poings fermés et vous les tend en pronation ; vous devez choisir en tapant sur le dos de l'une ou de l'autre main pour qu'elle s'ouvre : vous avez perdu si elle est vide ; dans le cas contraire vous avez gagné et le contenu vous appartient. Dans le cas de la rencontre de Brazzaville il en allait autrement. Le colonisateur avait pipé le jeu à son avantage exclusif : que vous choisissiez la main droite ou la gauche, l'une ou l'autre s'ouvrirait sur un paquet mystérieux dont votre partenaire se gardait bien de vous révéler le contenu ; dans l'un ou l'autre cas vous étiez laissés avec des interrogations et en vérité vous entriez de plain-pied dans de nouveaux problèmes en croyant avoir tiré le lot qui améliorerait votre ancienne situation.

La conférence n'avait fait qu'accroître un peu plus l'inquiétude de Boganda sur l'avenir des pays de cette région africaine. A travers les échanges avec de Gaulle, il avait

compris que leurs positions étaient diamétralement opposées mais il était exclu qu'il allât à la confrontation car ce n'était ni le moment, ni le lieu, ni la bonne stratégie. Sa position était celle de la population, celle des intérêts des pays soumis, celle de la chance de leur affranchissement véritable de la domination étrangère ; c'était une position forte parce qu'elle était la seule juste et légitime sur ce sol d'Afrique ! Elle devait être défendue et promue quoi qu'il en coûte ! Boganda avait pris le temps d'évaluer les risques. Il savait qu'il allait engager un combat déséquilibré contre un adversaire puissant et que rien ne lui serait épargné. Une fois la lutte engagée il ne pourrait compter que sur lui-même, sur les populations encore inorganisées et sur Dieu si en Père tout-Puissant et Juste il daignait encore le tenir en ses grâces au grand dam du clergé, bras séculier de la colonisation en Oubangui-Chari qui, non content de l'avoir excommunié, le vouait inlassablement aux enfers et aux gémonies dans ses prières, sermons et homélies.

L'indépendance qu'on proposait aux colonies était un cadeau volontairement empoisonné. Boganda en fut à peine surpris : depuis longtemps il s'était convaincu qu'il ne pouvait en être autrement. Maintenant, non seulement il en avait la certitude mais encore il disposait de données qui lui permettaient de faire une meilleure analyse de la situation. Il s'employait à affiner sa stratégie pour apporter plus d'efficacité à ses discours. Il était déterminé à aller de l'avant. Pendant les deux années imparties à l'implantation des institutions républicaines, il ferait campagne partout dans les pays pour promouvoir ses idées et porter la contradiction au colonisateur en visant deux objectifs essentiels :

- éveiller la conscience des peuples de la sous-région, les appeler à l'unité qui égalise les chances de progrès pour tous et à l'union qui confère la force nécessaire à l'action.

- sauvegarder l'intégrité du bloc sous-régional réalisé par l'AEF en magnifiant la solidarité et la complémentarité, en dénonçant et en stigmatisant l'individualisme et l'égoïsme partout et chaque fois qu'ils tenteraient de se parer des habits chatoyants du nationalisme pour faire illusion, égarer et amener

les populations à cautionner la création de pseudo-Etats démographiquement et économiquement précaires et non viables.

Le 1^{er} décembre 1958 Boganda proclame la République : il substitue l'appellation Centrafrique au colonial Oubangui-Chari et crée la République Centrafricaine pour bien indiquer s'il en était besoin qu'on était le cœur de l'Afrique et bien au centre du bloc sous-régional, position stratégique qu'il entendait exploiter pour réaliser l'union des pays de la sous-région. Dans cette perspective il dote le nouvel Etat d'un drapeau à quatre bandes horizontales figurant la couleur des richesses spécifiques à chacune des quatre ex-colonies de l'AEF ; ces quatre bandes sont barrées en leur milieu par une bande rouge indiquant le sang qui unit les peuples ; l'emblème est frappé d'une étoile jaune, l'étoile-guide, dans son coin supérieur gauche. La devise « Unité, Dignité, Travail » et l'hymne national « La Renaissance » rappellent la nécessité de restaurer nos valeurs longtemps bafouées et de nous reconstruire dans l'Unité par le travail honnête et opiniâtre. A travers ces actes fondateurs de la République Centrafricaine Boganda manifestait sa ferme volonté d'ancrer sa vision sur une base solide d'où elle se diffuserait aux autres pays du bloc en dépit des contraintes inévitables. Il était désormais en opposition ouverte. Décryptées par les services compétents, sa position tranchée et la campagne de déniement qu'il allait entreprendre engageaient à terme, en cas de succès, le pronostic vital pour l'hégémonie et les intérêts du pouvoir colonial. Dès lors son sort fut scellé : il fallait au plus vite le neutraliser et le faire taire définitivement ; il y avait effectivement urgence à séparer l'ivraie et Boganda du bon grain centrafricain pour lui éviter la pollution par les lubies prétendument progressistes d'un prêtre de surcroît défroqué.

En France métropolitaine et dans les pays rompus à la pratique de la démocratie, on serait resté au niveau du débat d'idées et les empoignades se seraient limitées à des joutes oratoires au Parlement ou dans les meetings, sans dommages physiques causés intentionnellement par les tribuns les uns aux autres. Mais nous sommes à quelques milliers de kilomètres

du creuset de la démocratie et des droits humains. Rendus outre-mer, à l'évidence les comportements politiques changent et s'alignent sur les rapports de force entre colon et colonisé, que ce dernier s'évertue à rester ou non dans les limites de la loi républicaine et de l'action politique. On pouvait raisonnablement craindre pour la vie de Boganda car très vite le colonisateur ne fit aucun mystère de sa volonté de faire systématiquement déraiper sa réaction vers des voies de faits, l'agression et la tentative d'élimination physique. La lutte qui s'engageait était d'emblée déséquilibrée au vu des moyens à la disposition de chacune des deux parties. Boganda avait le verbe, son éloquence, sa capacité à électriser les foules, son pouvoir de mobilisation de la population, sa popularité et son charisme. Pour le contrer spécifiquement sur ce terrain, il y avait le clergé avec ses sermons et ses homélies et les médias coloniaux quoique handicapés par leur diffusion réduite. Mais le pouvoir colonial disposait également et surtout des forces de l'ombre aguerries, mobilisables immédiatement sur ordre pour monter tous les traquenards et autres coups fourrés imaginables dans ces circonstances.

Pour l'heure la grande popularité de Boganda constituait la contrainte majeure limitant le libre déploiement de la gamme de sévices envisagés au plan de la riposte coloniale. Le jeter en prison était clairement une mauvaise idée à laquelle on n'osait même pas penser. Pour tout le monde il était évident que même la fausse rumeur de son arrestation suffirait à créer aux différents coins du pays tant d'émeutes que les forces de répression seraient rapidement débordées ; on exposerait alors par maladresse des vies européennes à tous les risques de débordement de la violence. Il restait à exploiter les situations propices pour un attentat pendant les déplacements pour sa campagne. A cet égard, c'était assurément pendant le parcours, sur route ou par voie aérienne, entre deux lieux de réunion, que Boganda apparaissait vulnérable et plus facilement prenable sans risque de déclencher immédiatement des troubles sociaux. L'option retenue sera donc le sabotage des moyens de transport terrestre ou aérien qu'il emprunterait pendant sa campagne, quitte à attenter à sa vie. Boganda devait bien se douter de tout

cela ; par conséquent il devait avoir pris les mesures de précautions qui s'imposaient pour se prémunir de ces menaces et assurer sa sécurité en tous lieux et à tous les instants ; il devait absolument éviter toutes surprises désagréables aux conséquences irréparables. En homme d'expérience capable d'anticiper une parade aux coups de l'adversaire, il devait en avoir conclu que voyager par les airs lui était formellement interdit tant qu'il ne pouvait avoir la pleine responsabilité et les moyens de surveiller et de fouiller les aéronefs afin de détecter à temps une bombe ou des actes de sabotage à bord. C'est d'ailleurs en analysant les différentes options de représailles qu'il en était arrivé à la conviction que ses adversaires choisiraient probablement l'accident d'avion pour en finir définitivement avec lui et ses idées.

Sur ces entrefaites et contre toutes les bonnes résolutions de sécurité, Boganda s'enregistre sur un vol régulier au départ de Berberati pour Bangui avec escale obligatoire à Nola. Quelle pouvait bien être cette affaire pendant laquelle la résolution exigeait urgemment sa présence à Bangui au point de l'obliger à se découvrir et à s'exposer à un risque qu'il savait fortement attentatoire à sa vie ? Avait-il encore quelques doutes sur les intentions de la partie adverse ? Voulait-il la tester pour savoir jusqu'où elle pouvait aller ? En déduction de la surprenante légèreté de cette décision de se mettre sur un vol régulier, des amis de Boganda, qui le connaissaient assez bien pour l'avoir suivi et avoir longtemps travaillé avec lui, étaient nombreux à penser que cette décision, qui lui fut fatale, ressemblait au passage à l'acte dans le comportement suicidaire du héros acculé, en bout de course et confronté au choix de la seule issue qu'il juge honorable.

Quoi qu'il en soit, quelle aubaine fut ce 29 mars 1959 pour la partie adverse ! Elle ne pouvait espérer une si belle opportunité d'action. Une telle chance ne se présenterait jamais deux fois ! Elle la saisit et la joua à fond avec succès : on s'assura que Boganda était bien sur le vol au départ de Berberati ; on apprêta la bombe à charger à bord à l'escale de Nola ; la détonation était prévue pour se produire au-dessus de

la grande forêt équatoriale ; de cette manière, en même temps qu'elle pulvériserait le Nord-Atlas et ses occupants, elle disperserait les corps et les débris de l'appareil aux quatre vents au-dessus de la canopée de l'épaisse sylve qui les engloutirait. Le bénéfice immédiat serait double : d'abord on ne laisserait aucune chance aux possibles survivants d'être retrouvés rapidement et secourus par les équipes de recherche ; ensuite on effacerait un maximum d'indices pour corser un peu plus l'énigme de la cause de l'accident.

Les équipes de secours eurent effectivement du mal d'abord à accéder à la zone du sinistre, ensuite à reconnaître et à reconstituer l'intégrité des corps déchiquetés des victimes. Ont-elles récupéré tous les corps ? Les corps retrouvés et reconstitués étaient-ils tous complets ? Quels étaient l'état exact des corps et la situation de chaque victime avant la mise en bière qui s'était faite immédiatement sur le lieu du sinistre et dans des caissons blindés scellés hermétiquement ? Toutes ces questions, que les populations et les proches des victimes pouvaient légitimement se poser, restèrent sans réponse. Il n'y eut aucune reconnaissance des corps par les familles ! L'opinion publique unanimement assimila l'absence d'identification formelle des victimes à la volonté de la partie française de dissimuler des informations nécessaires à la manifestation de la vérité sur l'accident, sur l'état des corps et sur l'identité des victimes retrouvées si tant est qu'on en a retrouvé. Le doute reste permis.

Quand la foule accourue des différents quartiers populaires de Bangui acheva de s'organiser en une ceinture dense autour du parvis de la cathédrale Notre Dame où étaient exposés les neuf cercueils des victimes de l'attentat, un lourd silence se fit : le petit peuple de Bangui ainsi réuni semblait écrasé par le drame qui l'avait soudainement rendu orphelin et vulnérable. Les femmes pleuraient ; les hommes criaient leur colère ; tous voulaient faire la queue pour aller se prosterner devant les cercueils et rendre un dernier hommage à chacun de leurs héros fauchés par la mort. Quelques intrépides esquissèrent un premier mouvement dans ce sens ; ils furent

aussitôt refoulés sans ménagement par un service d'ordre particulièrement nerveux et ostensiblement armé. L'assistance comprit qu'elle devait se tenir à distance, sagement derrière les lignes tracées au sol où elle pouvait continuer de hurler sa douleur. Aussi venait-on à se demander : continuait-on véritablement de pleurer la disparition des leaders politiques ? Ou bien par les pleurs et les manifestations de colère contenue n'en était-on pas maintenant à exprimer plutôt son impuissance, ses frustrations et son dépit de ne pouvoir approcher les cercueils pour garder une dernière image du visage des victimes dans la mort ?

Au sein de la population en majorité analphabète et peu informée, les zones d'ombre entretenues sur l'attentat et l'identification des victimes nationales contribuèrent à créer, à amplifier et à pérenniser des fantasmes et un mythe autour de la disparition de Boganda. De son vivant ils étaient nombreux ses compatriotes qui pensaient que Boganda était invulnérable et immortel ; ceux-là ne pouvaient pas croire qu'il fût mort dans un banal accident d'avion. Dès lors éviter de leur montrer le corps et même les empêcher de s'approcher du cercueil les avait convaincus que Boganda n'était dans aucun des cercueils exposés sur le parvis de Notre Dame de Bangui. Dans le cercueil qui lui était attribué, c'était un bloc de pierre que le pouvoir colonial avait déposé pour faire le poids et fermé hermétiquement pour préserver la supercherie. Les esprits pour la plupart très proches de la nature et gouvernés par ses forces s'enflammèrent aussitôt, laissant libre cours à leur imagination et à la construction d'histoires extravagantes, bien à la dimension du mythe attaché à Boganda. La rumeur s'en saisit et comme une traînée de poudre les diffusa rapidement aux quatre coins du pays et même au-delà. Le 29 mars chaque année le peuple centrafricain et ses dirigeants prennent le deuil ; ils pleurent leurs héros fauchés en pleine action et broyés par la machine de répression coloniale. A cette occasion, les rumeurs colportant des histoires extravagantes sont réactivées et remises en circulation avec une intensité sans cesse renouvelée ; au bout de plusieurs décennies elles n'ont pas varié d'un iota. Ceux qui y prêtent une oreille attentive, y croient dur comme fer et vous

perdrez votre temps à tenter de les convaincre du contraire. L'homme de la rue le tient de son cousin qui l'a appris d'un cercle d'initiés qui le tiendraient d'un gendarme qui faisait partie de l'équipe de secours. Puis un jour un historien à la mode de chez nous réussit l'exploit en toute subjectivité de figer cette rumeur dans un document écrit pour l'éclairage de la postérité sur ce drame national ; selon lui les forces de l'ombre au service de la France et auteurs de l'attentat auraient extrait Boganda vivant et indemne de l'accident et l'auraient aussitôt exfiltré du pays ; depuis lors elles le tiendraient prisonnier en un lieu tenu secret. Au fil des années il serait devenu un vieillard grabataire déconnecté de la réalité !

Pour autant le crash du 29 mars 1959 n'en fut pas moins un attentat réussi et Boganda qui était à bord de l'avion est mort. Les premiers éléments d'enquête accusaient fortement les forces de l'ombre travaillant pour le pouvoir colonial. Elles auraient donc assassiné un Chef d'Etat ! On s'attendait alors à enregistrer, outre les condoléances adressées à la population meurtrie, les tollés de réprobation et les messages de condamnation de cet acte odieux par la Communauté Internationale. Le gouvernement français allait être inquiété ; des ministres dont les services étaient soupçonnés de quelque lien avec l'attentat allaient démissionner. En réalité il n'en fut rien. Ce crime abominable ne suscita même pas un débat aux Nations Unies. On put à cette occasion mesurer comment les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale tenaient fermement cette institution internationale entre leurs mains.

Dans ce contexte de parfaite liberté d'action et de grande impunité, pourquoi s'arrêter en si bon chemin et faire les choses à moitié ? Ceux-là mêmes, qu'on soupçonnait fortement d'avoir trempé dans l'attentat, s'attribuèrent la responsabilité de conduire les investigations devant faire la lumière sur les causes de l'accident d'avion qui avait coûté la vie au président et à ses collaborateurs ; Charles de Gaulle était le président de la République et Pierre Messmer son puissant ministre des colonies. A la suite de leur décision le rapport d'enquête pouvait être rendu presque immédiatement disponible : il y

avait juste le temps de revoir la formulation du protocole de l'attentat et de l'ajuster à la date, au lieu, aux péripéties et aux résultats de son application. Par ce court-circuit, la France s'épargnait la charge inutile de frais d'enquête. Mais le pseudo-rapport produit devait exhaler la falsification à distance ; ses auteurs savaient qu'il ne résisterait jamais à une analyse sérieuse ; il fallait donc le cacher au plus vite : on l'envoya aux archives après l'avoir estampillé secret défense pour être sûr qu'on ne l'en sortît jamais. Des décennies plus tard, la population centrafricaine attend toujours que lui soient communiquées les conclusions et la vérité sur cet assassinat. Attente certainement vaine à jamais. Le drame s'étant joué au-dessus de la grande forêt, celle-ci semble avoir immédiatement recouvert l'ensemble des indices et emprisonné définitivement la vérité sous son épaisse frondaison. Néanmoins, l'enquête pour faire éclater la vérité sur un assassinat confiée à ceux qui l'ont perpétré restera dans l'histoire le plus douloureux *foutage de gueule* infligé à notre peuple par le pouvoir colonial.

L'attentat contre le président Boganda semblait avoir été décidé au dernier moment et monté à la hâte ; sur certains aspects on pouvait dire qu'il exhalait un fort relent d'amateurisme. Les forces de l'ombre aux ordres du pouvoir colonial se seraient-elles fait la main sur l'équipe politique de notre pays ? La réponse est bien évidemment non et pour cause. Il n'y eut aucune réaction de la communauté internationale ni pour condamner, ni pour demander des comptes à la France, ni pour imposer la constitution d'une commission d'enquête internationale comme le veut la procédure en cas de crime d'Etat afin de garantir la recherche sérieuse de la vérité des faits. Nul doute, l'attentat avait été plutôt soigneusement préparé pour être perpétré au grand jour, exprès. Ses auteurs effectuaient ainsi un test grandeur nature pour voir s'ils resteraient impunis, si ce forfait n'affecterait en rien l'image et les relations diplomatiques de la puissance coloniale et enfin pour frapper les esprits localement et faire peur aux autochtones. Le message clair délivré devait convaincre de façon péremptoire que la France avait la pleine maîtrise de son pré carré africain. Rapidement à la suite de cet assassinat qui

avait rempli en tout point son rôle de test pour apprécier le niveau de liberté d'action et d'exaction accordée par la communauté internationale à chaque puissance à l'intérieur de sa zone d'influence, les forces de l'ombre s'étoffèrent en équipes structurées sous la direction d'un triste sire rompu aux coups fourrés et à la manipulation de fausses cartes comme son nom le suggérait ; dans leur rôle de chiens de garde des intérêts coloniaux ces baroudeurs étaient prêts pour toutes les missions de surveillance et d'intervention. Dès lors, pour un pet de travers, pour un oui ou un non, parce qu'il avait été surpris à bavarder avec un leader du bloc communiste ou parce qu'il commençait, par ses frasques et ses goûts de luxe à coûter cher au trésor de son pays qui était un appendice de celui de la France, un chef d'Etat africain sautait dans la nuit et était remplacé au pied levé le matin par son secrétaire ou par son chef d'état-major ; ces derniers seraient devenus plus intelligents et plus aptes à diriger le pays. Ils le resteront jusqu'à ce que sur une bévue ils déplaisent irrémédiablement à leur tour pour motiver un nouveau turn-over.

La scoumoune, l'inexpérience, la médiocrité ou selon...

La diplomatie française toujours présente et omnipotente dans la colonie en voie d'affranchissement imposa Dacko en accord avec le front uni des planteurs français de la Lobaye pour remplacer Boganda. Il était le moins expérimenté des membres de l'équipe politique épargnés par l'attentat. Que le choix se portât sur lui ne pouvait être que la suite logique du processus de reprise en main ; personne n'en fut surpris, car, dans le processus de déblayage du terrain politique entamé avec l'assassinat de Boganda et ses compagnons de lutte, il était inconcevable d'accorder un répit et une chance à la moindre punaise oubliée pour prospérer et créer de nouveau la même nuisance. Dr Goumba, dont la position à la tête de la nouvelle Assemblée nationale prédisposait à assurer cette succession, fut écarté. Il était trop infecté par les idées de Boganda. L'heure ne se prêtait nullement à la prise prématurée de risques inutiles mais personne à cet instant n'imaginait que, par ce choix

douteux dommageable aux intérêts nationaux, on inaugurerait la série interminable d'ingérences dans les affaires intérieures de notre pays. A une ou deux exceptions cette ingérence se fera toujours de façon directe, sans vergogne ni crainte de provoquer des protestations. Et si, comme le dit l'adage, les peuples méritent toujours les chefs qu'ils se donnent, le pays a encore du chemin à faire pour disposer de vrais chefs sensibles à ses problèmes. En effet, sans variation, lors des situations de rupture qui se créeront successivement dans le pays avec l'espoir d'un changement politique, le peuple centrafricain manquera le rendez-vous pour se choisir de vrais dirigeants ; dans tous les cas de figures ayant abouti à un renouvellement à la tête de l'Etat, le chef de l'Etat promu ne sera jamais sorti du choix populaire. Parvenus à la magistrature suprême contre la volonté du peuple ou par des voies non démocratiques plus souvent, ne pouvant se prévaloir d'aucune onction populaire véritable, celle qui procure la légitimité et donne force et inspiration pour l'action, ces dirigeants ont fonctionné et se sont comportés comme des escrocs politiques. Ils se savaient en situation précaire, le temps leur était compté ; ils se préoccupaient d'abord de satisfaire leurs intérêts personnels au détriment de ceux de la population et de l'Etat. Rapidement, le déficit de popularité les amène à se barricader derrière des services d'ordre suréquipés par crainte des accès de colère et des débordements de violence de la population exprimant ses frustrations et son dépit. Aussi, logiquement, ils deviennent eux-mêmes otages de leurs propres services de sécurité. Aventuriers sans véritable ambition politique, hommes d'affaires laborieux à la recherche de gains faciles à tirer des postes politiques, ils se distinguent par le cynisme et l'outrance de leurs comportements qui cachent difficilement leur mal-être intérieur, car, quelle que soit l'immensité de la fortune qu'ils auront frauduleusement amassée, ils savent qu'aux yeux de leurs compatriotes et de leurs soutiens étrangers ils restent de pauvres types. Toutefois, vous trouverez dans la population des personnes sensées qui, est-ce par pitié, opportunisme ou esprit de contradiction, vous soutiennent encore qu'il s'agit de braves types animés de la volonté de faire qui ne disposeraient pas des capacités requises pour structurer une vision politique ; ils

auraient démissionné devant l'immensité de la tâche de conduire un peuple dans sa diversité, avec ses valeurs mais également avec ses petits côtés décevants vers son émancipation véritable. Leur échec serait imputable à l'ingratitude de la population qui ne les aurait vraiment pas compris et serait restée réticente aux voies de progrès qu'ils proposaient; dès lors hantés par le risque de retomber dans le néant et la précarité, ils auraient décidé de travailler égoïstement à leur enrichissement personnel en s'accrochant au pouvoir, continuellement tenaillés par la peur de le perdre et de subir des quolibets.

Que le choix soit délibéré ou contraint, le constat est que ces dirigeants travaillent principalement à préserver les intérêts étrangers; en récompense ils ont les mains libres pour organiser leur enrichissement personnel sur des opérations faciles à mener. Mais assurer la longévité à ce type de système tourné vers l'extérieur exactement comme pendant la colonisation est une gageure; il y a besoin de créer des richesses et pour le jeune Etat centrafricain cela passe par la relance vigoureuse de l'agriculture selon des méthodes modernes avec l'introduction de la semi-mécanisation et la gestion transparente des ressources du sous-sol à travers des projets à haut potentiel de main-d'œuvre et de résultats. Cela passe également par la capacité à mobiliser la population autour d'une vision politique, lui inculquer le savoir-faire et la mettre au travail, toutes choses qui manquent à la plupart des dirigeants du pays. Le rythme de production de nouvelles richesses ne s'étant pas adéquatement ajusté au train de vie du nouvel Etat, les ressources disponibles vont se faire de plus en plus rares. On ne produit pas assez mais on veut continuer de s'enrichir. Les dirigeants se rabattent alors sur tout ce qui peut encore leur tomber sous la main ; le patrimoine national et les aides que la communauté internationale accorde au pays en font les frais, y compris les miettes que laisse en rentes l'exploitant étranger. Dans le strict respect de la préséance ils se servent sans oublier de constituer la petite provision à faire gicler en cercle fermé sur les membres de la famille et de la tribu. Le peuple est laissé pour compte à mariner dans sa misère mais comme il est vital

pour la paix sociale que toutes les communautés miséreuses se tiennent tranquilles, on fait donner les médias aux ordres du pouvoir et les religieux pour les abrutir et les distraire des difficiles conditions de leur vie. Aucun de ces dirigeants n'inscrira à son programme la formation afin d'élever la conscience de la population pour qu'elle soit éclairée sur ses décisions chaque fois qu'on en vient à prendre son avis pour la forme. A l'évidence un peuple informé et formé deviendrait très vite incontrôlable et ce n'est nullement à souhaiter dans ce système de gestion entièrement réalisé à ses dépens.

Le pays était encore loin de prétendre à un niveau acceptable quant à la satisfaction de ses besoins principaux tels qu'énoncés par Boganda : se nourrir, se vêtir, se soigner, s'instruire, se loger ; mais avec le nouveau gouvernement constitué sous l'égide de Dacko, on pouvait considérer le séisme national de la décapitation de l'équipe politique conjuré et ses conséquences les plus visibles sous contrôle ; l'heure n'en demeurerait pas moins grave : l'avenir du pays se jouait sur la pertinence des textes fondateurs à confectionner au cours des dix-sept mois précédant la proclamation de l'indépendance le 13 août 1960. Comme déclaré et promis à la conférence de Brazzaville, la France tint parole et elle ne ménagea aucun effort pour mettre à la disposition du jeune Etat l'assistance technique qu'elle estimait nécessaire au fonctionnement des services des différents départements et à l'élaboration des documents administratifs et politiques d'exercice de la souveraineté prochaine. Très vite, l'assistance technique française devint envahissante, invasive. La population qui sortait des décennies de colonisation française s'en agaça dans un premier temps et finalement s'en lassa : l'assistant technique français devint l'assistant toxique ! Elle le voyait partout présent sur les postes-clés de la fonction publique du pays, marquant à la culotte le cadre centrafricain auquel il était censé donner des conseils pour la bonne conduite du travail. Mais l'assistant technique avait une voiture de fonction, était décemment logé et gagnait cent fois le salaire de son chef centrafricain dont le montant brut des émoluments mensuels égalait à peine ce que le dernier expatrié français pouvait dépenser pour une soirée avec

des amis le week-end. A travers cet écart de traitement et de moyens mis en place avec le consentement naïf des dirigeants nationaux, la France réussissait en un tour de passe-passe à rétablir l'ordre colonial et à sauvegarder le rapport de force où ses représentants continuaient de dominer les autochtones et de faire prévaloir ses intérêts sur ceux du pays.

Les cadres politiques nationaux de cette époque étaient conscients qu'ils n'avaient que peu de prise sur les affaires, la politique et l'économie de leur pays. Certains acceptaient le rôle peu glorieux de figuration auquel on les réduisait, réagissant en pères de famille responsables dont le premier souci était d'assurer l'avenir de leurs enfants ; ils se contentaient d'exercer le bout de pouvoir qui leur était accordé et pour évacuer leurs frustrations, ils brutalisaient indûment leurs compatriotes. Les rares coups de gueule de réprobation émis par quelques nationaux qui refusaient d'entrer dans ce jeu de dupes étaient assimilés à des manifestations du mal vivre de rebelles impénitents, gravement intoxiqués par la propagande communiste et qu'on devait ramener à la raison sans discussion inutile et sans délai. L'heure n'était nullement au débat démocratique pour la conduite des affaires publiques. Pourtant, un parlement élu était en place et tenait régulièrement ses séances. On était devant une situation de pure schizophrénie : une puissance fondamentalement démocratique sur son sol national réduisait au silence les répliques d'institutions républicaines qu'elle avait elle-même aidé à mettre en place dans ses anciennes colonies et ce pour le seul souci de sauvegarder ses intérêts localement.

Les améliorations légitimement attendues par les nationaux chacun en son domaine d'activités comme suites logiques de l'accession à la souveraineté de décision semblaient avoir pris du plomb dans l'aile et tardaient à se matérialiser. Certes, les services dans certains départements s'étaient étoffés : les collèges de la capitale avaient été promus au rang de lycées ; un nouvel aéroport avait été créé avec des installations de sécurité et de guidage modernes pour accueillir des vols internationaux. Mais l'enseignement dans ces lycées

restait encore totalement aux mains des coopérants français et plus que jamais féroce­ment sélectif. La formation des ressources humaines pour la relève était organisée exclusivement dans les institutions françaises et elle ciblait en priorité des cadres moyens destinés aux services des finances, impôts et trésor. Le pays inquiet entrevoyait comment ce processus le préparait à attendre très longtemps ses premiers cadres supérieurs, ceux-là qui assureraient la relève effective du coopérant français avec la capacité de gérer efficacement les différents secteurs d'activités du pays pour l'amener à un développement véritable.

Tout le pays était convaincu que le développement de l'agriculture était seul capable de fournir les ressources nécessaires à la mise en place des infrastructures de base du décollage de l'économie nationale. L'agriculture devrait recevoir la plus grande attention comme priorité d'action ; les hommes politiques s'évertuaient à le répéter pour être en ligne avec la population mais en vérité ils se gargarisaient de mots. D'un point de vue général on constatait que la politique agricole était restée telle qu'elle était pendant la période coloniale. L'accent était toujours mis sur les cultures de rente : on était aux petits soins pour le café qui recevait des subventions pour soutenir les campagnes d'efforts de production ; une caisse de stabilisation était créée pour anticiper la sauvegarde des intérêts des planteurs en majorité français et les rassurer ; s'agissant du coton, l'encadrement perdait en débauche de moyens accordés aux planteurs de café pour s'ajuster à la misère de la population de paysans, pauvres analphabètes ignorants de leurs droits élémentaires ; on persistait à leur distribuer des araires rudimentaires qui les confinaient à des méthodes culturales moyenâgeuses et on les pressait sans ménagement pour tenir le calendrier de culture ; on leur faisait effectuer l'épandage d'engrais et la pulvérisation d'insecticides sans les conseils et les mesures de protection d'usage. Très peu de temps leur était laissé pour les cultures vivrières, haricots, patates, maïs, mil qui furent reconnus de forte valeur nutritive ; la majorité d'entre eux sont obligés de se rabattre sur le manioc de moindre valeur nutritive parce que sa culture nécessite peu de soins.

Des esprits progressistes occidentaux épris de liberté et animés d'un élan sincère de solidarité envers les ex-colonies commençaient à se préoccuper sérieusement de leur nouvelle situation politique et socio-économique ; celle-ci ne correspondait nullement aux espoirs exprimés par les populations en voulant s'émanciper de la tutelle coloniale. Des pays comme la République Centrafricaine avaient grand intérêt à concentrer leurs efforts de parti pris sur l'agriculture pour produire des vivres à la quantité qui amène le pays à l'autosuffisance alimentaire ; les cultures de rente et les richesses du sous-sol viendraient en complément avec les recettes que le pays en aurait tirées, pour financer les infrastructures de base du développement (voies de communication, écoles et hôpitaux). Au contraire, ce qui était donné à voir dans ces pays, c'était la propension des dirigeants à faire des dépenses somptuaires pour des projets de prestige qui profitaient rarement à la population ; l'exécution non transparente de ces projets leur permettait de couvrir toutes sortes de malversations financières et de corruption. Parmi ces tiers-mondistes comme on les appelait, René Dumont, un ingénieur agronome français, fut certainement le premier qui sonna clairement l'alarme avec la publication de son livre intitulé *l'Afrique est mal partie*. Il y dénonçait les mauvais choix politiques opérés délibérément par des leaders corrompus recherchant des voies et moyens d'enrichissement personnel plutôt que pour franchir au mieux les étapes ingrates d'application de stratégies devant mener à terme leurs peuples à l'épanouissement et au développement. Il y fustigeait l'ancienne puissance coloniale prise en flagrant délit de basses manœuvres visant à sélectionner et à maintenir des leaders corrompus et corruptibles à la tête de ces jeunes Etats pour la seule raison qu'ils étaient les garants assurés de la sécurité de ses intérêts dans ces pays, quitte à piétiner les principes au nom desquels hier elle s'était résolue à rendre à ces peuples sous sa tutelle la liberté et l'autodétermination de leur destinée.

Perçue par les bénéficiaires comme d'une part l'expression de la solidarité de l'ancienne puissance colonisatrice avec les peuples et d'autre part son souci d'assurer

leurs pas à travers les premières étapes difficiles vers l'émancipation effective, la coopération française ne fut pas moins présentée aux anciennes colonies sur le ton de la proposition qu'elles ne pouvaient refuser et la seule voie vers le salut. Pour la forme on l'habilla juridiquement. L'ancienne puissance coloniale produisit un document qui définissait les termes de référence, le cadre de développement et les interventions dans les différents domaines et départements de sa coopération qui sera technique, financière et politique ; elle la compléta d'accords de défense assortis de clauses secrètes autorisant l'armée française à se projeter immédiatement dans ces pays pour circonscrire tous dangers ou situations troubles menaçant localement les intérêts français, sous-entendu les gouvernements mis en place et contrôlés par la France. Ces différents points engageaient des pays indépendants et souverains ; en vérité ils ne firent à aucun moment l'objet de discussion entre les deux parties intéressées ; nulle part on ne trouve trace de réunions formelles organisées pour débattre du document comme on l'aurait fait pour consacrer de véritables accords de coopération. Les deux parties s'étaient vite accordées sur l'inutilité de tenir de fastidieuses réunions dont l'issue était connue d'avance tant les forces et les intérêts en présence apparaissaient déséquilibrés et à l'avantage d'une des parties. Le document base exprimant les seules vues de l'une des parties fut imposé définitivement. Les chefs des différents Etats furent invités à procéder à sa ratification officielle. Chacun à son tour, ils firent le voyage de Paris où un accueil spécial leur était réservé : ils étaient annoncés en visite officielle en France en leur position de chefs d'Etat mais c'est invariablement un Secrétaire d'Etat qui les accueillait à leur arrivée et les traitait pendant le séjour ; ils étaient heureux et honorés au-delà de leurs attentes quand de Gaulle consentait à leur accorder quinze minutes d'entretien : c'était la consécration !

La coopération franco-africaine se mit ainsi en place et entra en exécution. L'euphorie des premiers moments de collaboration passa très vite ; la partie nationale de plus en plus inquiète restait avec des questions sans réponse. Telle qu'elle se

déployait avec la volonté farouche de se rendre absolument indispensable à notre développement, la coopération ne risquait-elle pas à la manière du chiendent de nous prendre dans ses racines tentaculaires et finir par étouffer en nous toute initiative et volonté d'action ? N'y avait-il pas le risque qu'elle nous condamnât à la longue à l'impuissance, à la précarité et finalement à une nouvelle forme de dépendance vis-à-vis de l'extérieur ? Et si c'était cette dépendance qu'elle visait à maintenir parce qu'elle lui assure sa propre survie ? En nouveaux affranchis ne sommes-nous pas en train de nous constituer victimes consentantes d'un nouveau type de commensalisme déséquilibré où on nous distrait en flattant notre ego et notre désaffection du travail pour nous endormir et continuer de siphonner tranquillement les richesses de notre pays ? Côté français rien n'avait été laissé au hasard qui pût inférer négativement sur le cours des entreprises coloniales une fois l'indépendance déclarée ; on s'était préparé et pour chaque situation on avait la réponse prête pour anticiper sur de futures contraintes et baliser au mieux l'avenir des intérêts français aux fins de leur pérenne développement. Placé dans cette perspective et à moins de continuer de jouer au naïf pour d'autres raisons, le cadre national arrivait à la conclusion que l'implication assidue de l'assistance technique française dans la préparation des textes fondateurs de l'indépendance de son pays avait pour seule motivation le souci d'encadrer et de contrôler le processus jusqu'à son terme pour éviter toute surprise et aboutir à la production de documents qui préservent l'avenir des intérêts français. Alors, comme beaucoup de ses compatriotes qui s'éveillent à leur responsabilité et envisagent de prendre effectivement en main la gestion de leur pays, il en vient à se poser la question qui les obsède tous : le pays est-il vraiment indépendant ? Ou, sous une formulation plus élaborée pour une commune compréhension, en se fondant sur les textes qui organisent la souveraineté nationale en ce qui concerne les droits et les biens, le Centrafricain peut-il prétendre qu'il est propriétaire exclusif des richesses de son sol et de son sous-sol et qu'il en a un total contrôle juridique ? Au terme du premier cinquantenaire de l'indépendance, les exemples de brides imposées au plein exercice de la souveraineté du pays ont été

légion ; elles interpellent les consciences nationales et elles agacent à ce point qu'elles justifieraient valablement une revisite des textes fondateurs par des cadres nationaux disposant maintenant de l'expertise indiquée pour procéder s'il en était besoin au réajustement nécessaire qui adapterait ces textes aux intérêts nationaux. Cependant, ces textes se trouvent encore aux archives des colonies en France et le pays est tenu d'obtenir au préalable une autorisation officielle pour accéder à ce qui devait faire partie de ses archives nationales. L'alternance droite gauche au pouvoir en France aura, on l'espère, amélioré les probabilités d'une réponse favorable aux requêtes d'accès à ces documents ; en des temps pas si anciens exprimer le désir de les consulter se révélait être une entreprise périlleuse ; en effet, la simple évocation de ces textes avait suffi à provoquer la destitution immédiate de chefs d'Etat et de gouvernement.

Par certains côtés, l'exercice de la souveraineté fraîchement acquise pendant le premier mandat présidentiel avait tout d'une farce nationale. Les cadres de l'administration coloniale, ceux déjà en poste et qui étaient restés sur place, s'étaient mués en conseillers techniques du simple fait de l'application d'un texte modifiant leurs statuts et avantages. A aucun moment ils ne reçurent de formation qui les préparât à leurs nouvelles responsabilités et fonctions ; d'ailleurs, personne ne s'émut de cette situation tant il apparut évident qu'ils ne varieraient ni d'une virgule ni d'un iota de ce qu'ils faisaient jusque-là. L'appellation avait changé mais le contenu et le fond restaient les mêmes ! On avait opéré une sorte de translation : le colon était maintenant debout devant le bureau et l'indigène oubanguien assis à son ancienne place derrière ; le premier devait désormais en passer par le second pour remplir sa mission et continuer de veiller sur les intérêts coloniaux. Ces cadres français se prévalaient d'une solide expertise devant les autochtones pour leur en imposer, mais ils devaient confondre expertise technique, produit de cursus académique sanctionné par un diplôme, et acquis d'expérience de terrain, juste rétribution d'efforts de formation sur le tas et en cours d'emploi. Ils n'avaient d'experts que le nom. Parmi eux, ceux qui, pendant la grande époque de la colonisation toute puissante

avaient donné quelque preuve de compétence, ce qui allait de pair avec un fond d'humanité et d'empathie avec les autochtones et à qui la population n'avait à reprocher aucune exaction restée impunie, ceux-là étaient maintenus sur place ; ils étaient déployés sur différents départements et services. Ils n'entendaient pas moins continuer de s'accorder des prérogatives et de la préséance qu'ils estimaient naturelles sur les cadres nationaux. Ils évoluaient en cercles fermés interdits aux autochtones par les droits d'admission exorbitants. En revanche, les caciques tombés en rebut et recrachés par un pays étaient réaffectés ailleurs dans un autre plus loin où, tirant indûment bénéfice du doute accordé par les populations africaines à tout étranger associé à un volet d'activités honnêtes, ils pouvaient recommencer de faire illusion le temps de leur nouvelle virginité.

En complément d'effectifs, de vrais experts formés à bonne école étaient envoyés de France. Aussitôt arrivés à l'aéroport de Bangui ils étaient récupérés pour un briefing sur le travail et les comportements attendus d'eux en tant que membres de la colonie française organisée plus que jamais auparavant en une brigade de sauvegarde et de défense des valeurs et des intérêts de la France outre-mer. Ces nouveaux réalisaient brutalement que, hors de France on était bien loin des objectifs nobles de la coopération visant à aider les pays qui ont acquis récemment leur souveraineté à se développer pour améliorer le niveau de vie de leurs populations. Ceux, parmi ces nouveaux qui avaient encore quelque doute, ou qui s'obstinaient à penser qu'il y avait une incompréhension sur les objectifs de leur mission, ou encore ceux qui semblaient rétifs aux directives du briefing, étaient pris en charge par les anciens, le temps nécessaire pour les formater au moule standard. Ils n'avaient aucun autre choix que de contribuer à préserver, à renforcer et à pérenniser l'esprit petit blanc de l'Afrique de papa. La collaboration technique sincère, celle qui se fonde sur l'esprit d'équipe et tire le meilleur de la complémentarité des expertises mises à disposition, celle qui coalise les énergies et accroît d'autant les chances de succès dans de grandes réalisations en dépit des contraintes liées au déficit en ressources humaines

adéquatement formées, cette interaction sincère n'était nullement possible entre deux communautés d'intérêts aussi divergents. Les expatriés français, qui dans leur majorité n'avaient à aucun moment reçu une formation spécifique pour l'exercice de leur nouvelle fonction de conseillers techniques, restaient juste bons pour veiller sur les intérêts coloniaux en aménageant l'environnement le plus favorable possible à leur développement. La logique était ainsi respectée, car, pour quelle raison sortiraient-ils des objectifs de leur mission pour conseiller les cadres nationaux à donner un véritable essor à leur pays quand, à terme, cette évolution créerait inévitablement une situation conflictuelle dangereuse mettant les intérêts nationaux en concurrence directe avec les intérêts coloniaux ? Les cadres politiques nationaux et leurs conseillers techniques français se sentaient mal à l'aise les uns vis-à-vis des autres et réciproquement. Pour les premiers, le simple fait d'être devant un Français avait pour effet immédiat de faire remonter, sous forme de bouffées de haine, les souvenirs de sévices et de frustrations subis sous la colonisation, ce qui aboutissait à tempérer les chaleurs d'accueil et à polluer durablement les relations. Pour les seconds, la routine des relations imposées par le besoin de maintenir l'autre dans l'autodépréciation pour se laisser exploiter les avait installés dans le mépris de l'autochtone, dans la condescendance quand ils lui parlaient, dans la morgue et la méfiance lors des interactions au quotidien. Pour autant, les deux groupes étaient obligés de travailler ensemble. Alors, des deux côtés, on jouait de l'hypocrisie pour une coexistence de façade voulue par les circonstances. Des deux côtés prévalaient l'incompétence et la médiocrité et c'étaient les seuls points de convergence où les deux parties s'évertuaient à cacher leurs lacunes techniques l'une à l'autre et réciproquement. Chaque partie en venait à faire à sa tête : c'était *l'Etat Sauvage*, espace clos où les institutions et autres mécanismes de gestion étaient virtuels, libérant d'un côté des leaders nationaux ivres de leur souveraineté fraîchement acquise pour toutes sortes de transgressions dommageables à l'Etat et à la société et de l'autre leurs assistants techniques hier encore colons omnipotents pour des rôles de composition qui les obligeaient à tricher sur leur ego, l'essentiel étant que l'une

ou l'autre partie au jeu ne se doutât que chacune bluffait à sa manière. D'une plume alerte, Georges Conchon, qui l'avait vécu de l'intérieur, en avait tiré un roman qui lui avait valu le prix de l'académie Goncourt. A ce jeu, au bout du compte, c'étaient les représentants de l'ancien pouvoir colonial qui raflaient la mise. Les leaders nationaux et leurs populations étaient laissés, les premiers sous la menace de devoir rendre compte un jour dans des conditions dramatiques, les secondes avec des miettes et irrémédiablement plongées dans la misère.

L'équipe nationale aux affaires sous la conduite de Dacko manquait d'expérience dans plusieurs de ses domaines de responsabilités et d'actions. Elle se savait en apprentissage et tirait un juste bénéfice des échanges fructueux qu'elle entretenait avec des pairs plus aguerris lors des sommets d'institutions sous-régionale (OCAM) ou continentale (OUA) qu'elle honorait d'une présence assidue. Elle n'en restait pas moins fragile et dépendante de l'ancienne puissance coloniale pour l'aide budgétaire complaisamment renouvelée annuellement non pas pour encourager et soutenir des initiatives dans l'agriculture, de création d'entreprises ou dans le commerce mais plutôt et exclusivement pour régler les salaires des fonctionnaires agents de l'Etat. En dépit de l'encadrement serré des conseillers de l'assistance technique, Dacko et son équipe s'accommodaient mal de la situation de grande précarité où on enfermait leur pays. Dès qu'ils en avaient l'occasion, ils tentaient de donner corps à un projet politique en adéquation avec les besoins d'épanouissement de la population et de développement du pays : en collaboration avec Israël ils lancèrent la jeunesse pionnière. Les jeunes pionniers formés aux techniques agricoles essaïmeraient dans toutes les préfectures pour encadrer les paysans et relancer la production agricole. A terme, outre l'autosuffisance alimentaire, l'objectif était de créer une classe moyenne rurale capable de fixer des richesses pour améliorer le PIB et élever le niveau de vie.

Ce projet, conduit à son terme quel qu'en fût le niveau de succès, aurait changé l'image de l'équipe politique et certainement bien des choses dans la vie de la population. Mais

il fut interrompu brutalement. A croire qu'il représentait quelque menace d'entrer en conflit avec les intérêts coloniaux ; la leçon à tirer tombait aisément sous le sens : les Centrafricains ne devraient jamais oublier qu'ils sont partie intégrante du pré carré français et que l'exercice de leur souveraineté dans cet espace s'arrête immédiatement où pourrait naître un conflit avec les intérêts français ! En conséquence telle une peau de chagrin sous le chaud soleil tropical, l'autodétermination de la destinée de leur pays, le contrôle de leurs richesses étaient réduits au niveau de la dérision ; le citoyen centrafricain en était à se sentir libre seulement entre les quatre murs de sa maison sur son propre sol. Caractériser d'un mot le premier mandat présidentiel du pays se résumerait à reconnaître que, faute d'avoir formé la population à ses droits et devoirs citoyens et de l'avoir mobilisée sur des objectifs pertinents de développement socio-économique pour son épanouissement véritable, l'équipe politique nationale a servi de gage à la bonne préservation des intérêts coloniaux qui ont continué de prospérer normalement.

Bokassa : le délire napoléonien et la mégalomanie sanguinaire...

A quelques jours de la fin de l'année 1965, Dacko et son équipe déplurent de façon irréversible aux vrais maîtres du pays. Aussitôt, ils actionnèrent le gendarme Izamo pour prendre la relève. La nouvelle du coup qui se préparait contre le président de la République parvint aux oreilles du soldat Bokassa qui le prit comme une humiliation et une insulte à sa personne. Après tout il était le chef d'état-major et un projet de cette importance devait lui être soumis et son exécution lui être confiée. En recoupant les différentes données à sa disposition il en arriva à la conclusion que l'opération devait passer par son élimination physique qui était la contrainte à lever au préalable pour assurer la réussite du coup de force contre les institutions de la République. De toute sa vie il ne s'était jamais couché devant l'ennemi pour attendre qu'il le soumît à sa volonté. Sa décision fut donc immédiate : il devait contre-attaquer et prendre tout le monde de vitesse afin d'infléchir le sens des opérations à son avantage exclusif. Il fit donner ses

compagnons de putsch qui s'emparèrent d'Izamo. Ces hommes, pour la plupart, étaient des officiers de haut rang ; néanmoins ils se comportèrent comme de vulgaires hommes de main. Ils molestèrent sauvagement leur prisonnier et le torturèrent à mort. Sur leur lancée ils investirent le QG de la jeunesse pionnière nationale qu'ils assimilaient à un nid d'apprentis-espions à la solde du président de la République. Ils le mirent à sac après avoir assassiné les jeunes pionniers qui avaient eu le malheur d'y être restés pour la nuit, l'intention clairement affichée étant de mettre un terme définitif à ce projet de développement agricole qui, selon eux, avait trahi ses objectifs officiels. On était le 31 décembre 1965, la seule nuit de la St Sylvestre restée célèbre dans l'histoire de notre pays.

Bokassa achève de quadriller la ville de Bangui dans la nuit. Au petit matin, devant les grilles du palais de la Renaissance, il cueille Dacko qui rentrait d'une soirée passée chez des amis. Quelques années auparavant, Boganda sortant d'une rencontre avec Bokassa à Brazzaville avait confié à Pierre Kalck son secrétaire comme il était frappé par la fragilité mentale de son compatriote. Fort de ce jugement, Dacko était submergé par la mauvaise réputation du personnage en face de lui ; il le savait impulsif, imprévisible et brutal : avec Bokassa on pouvait à tout moment basculer dans l'horreur. Il craignait pour sa vie et il arrivait difficilement à maîtriser sa peur. Il n'opposa aucune résistance à toutes les requêtes que lui fit Bokassa : il rédigea et lui présenta aussitôt sa démission de toutes ses charges. Bokassa pouvait maintenant annoncer à la population que le pouvoir avait changé de mains et qu'il était désormais le nouveau chef de l'Etat. Néanmoins, il fit mettre Dacko aux fers sous bonne garde afin d'éviter toute surprise désagréable mais également pour le punir de s'être conduit comme un mollasson selon ses termes pendant l'exercice de son mandat présidentiel.

Vues du côté de la population, les raisons invoquées pour ce coup contre le débonnaire Dacko n'étaient nullement fondées. Que le gendarme Izamo ait été à la tête de comploteurs relevait de la simple rumeur. Bokassa aurait donc perpétré un

coup de force, renversé un chef d'Etat et son gouvernement et causé la mort d'une dizaine de ses concitoyens sur la foi de rumeurs non vérifiées et peut-être fausses. Ce coup d'Etat était le énième perpétré par les militaires dans l'Afrique des lendemains d'indépendance ; dans ce contexte, on pouvait à raison penser que Bokassa, le plus haut gradé de la naissante armée centrafricaine, rongait son frein depuis un certain temps ; il était prêt à saisir le moindre prétexte pour assouvir ses appétits de pouvoir. Il avait sauté sur la première occasion, fût-elle fournie par de fausses rumeurs. Aux premières heures de son installation au pouvoir, les explications alambiquées qu'il s'obligea à donner pour justifier son passage à l'acte n'avaient qu'un seul but, convaincre la France et la communauté des bailleurs qu'il était leur homme et qu'elles pouvaient lui faire confiance pour la préservation de leurs affaires en Centrafrique.

Bokassa s'imposait ainsi au pays en arguant de prétextes sur lesquels le doute était permis mais cela ne lui posa aucun problème. Bien au contraire, tout le temps que son nom fut associé à la gestion de l'Etat et au-delà, il cultiva le faux, se délecta du faux et usa du faux jusqu'à sa mort, le tout au grand dam de l'image et des ressources du pays. L'histoire appréciera un jour et peut-être rétablira-t-elle la triste vérité que tout ce qui se rapportait à Bokassa était faux ou construit sur du faux.

Nulle part sur les territoires coloniaux outre-mer on n'avait d'exemples de registres d'état-civil tenus régulièrement à jour ; la déclaration et l'enregistrement systématiques des naissances et des décès constituaient l'une des grandes lacunes de l'administration coloniale ; la situation ne s'est d'ailleurs pas améliorée dans la plupart des pays à la suite du transfert de la gestion à la partie nationale à la proclamation des indépendances. Pratiquement toutes les naissances, dans les villages constituant ce qu'on continue de qualifier de brousse ou d'arrière-pays et un nombre non négligeable dans les villes de préfectures et dans certains quartiers populaires de la capitale Bangui, ne sont pas déclarées et échappent à l'enregistrement officiel. Lorsque ces enfants sont vus à l'occasion de l'inscription à l'école primaire, comme le colon en son temps,

le directeur d'école est obligé de s'aider de la taille, de la masse musculaire et de la dentition pour donner à l'enfant un âge qui n'est alors défini que par la seule année supposée de naissance. Ces enfants grandissent avec un jugement supplétif tenant lieu d'acte de naissance où il est spécifié qu'ils sont « *nés vers l'année aaaa* ». Au moins peuvent-ils tirer de cette situation l'avantage de célébrer leur anniversaire le jour de leur choix et une ou plusieurs fois dans l'année, à leur totale discrétion. Bokassa est né, à son époque, dans les mêmes circonstances et évidemment avec les mêmes handicaps d'enregistrement de sa naissance à date exacte à l'état-civil. Que plus tard, parce qu'il est chef de l'Etat, il s'autorise à s'octroyer un acte de naissance qui indique noir sur blanc le jour et l'année où il vit le jour est pure falsification assimilable au délit de faux et usage de faux.

Il est rapporté, et Bokassa lui-même se complaisait à le rappeler à diverses occasions, que son père fut un leader communautaire rétif à l'ordre colonial. Il est mort très tôt à ce qu'il paraît sous la férule coloniale et on ne saura jamais la vérité sur sa personnalité. Mais son fils Bokassa, par sa taille, par son nez et par différents autres traits physiques, tient beaucoup du produit hybride issu de l'union d'un Bantou avec une femme pygmée. On sait que seuls les chefs de communauté dans ces zones forestières tenaient en semi-esclavage des familles de Pygmés qu'ils exploitaient dans toutes sortes de besognes depuis les travaux agricoles et domestiques jusqu'à la chasse. Seuls ces chefs pouvaient également exercer l'autorité suffisante pour faire vivre paisiblement une femme pygmée comme coépouse dans leur harem et inclure les enfants issus de cette union dans leur progéniture. Bokassa fut vraisemblablement l'un de ces cas d'enfants nés d'un chef bantou et d'une épouse pygmée. Il est également rapporté qu'il se retrouva très tôt orphelin de son père qui n'aurait pas survécu aux sévices corporels infligés par la garde territoriale pour défaut ou retard du règlement de ses impôts. En conséquence directe de ce décès, le petit Bokassa fut recueilli par les curés et confié aux bonnes œuvres de la paroisse. Ce qu'on comprend ici se résume en clair à ceci: le fils d'un leader communautaire bantou, héritier et successeur naturel, est retiré à sa famille à la

mort de son illustre père tué sur l'ordre d'un colon blanc. Il est recueilli et élevé comme un vulgaire orphelin par des étrangers assimilables à celui-là même qui a fait tuer son père. Cet épisode de la vie de Bokassa conviendrait difficilement n'importe quel Africain qui connaît la fierté des chefs traditionnels de cette époque, leur méfiance de la culture occidentale et leur défiance de principe à l'égard des Européens ; ils étaient même réticents à envoyer leurs enfants à l'école ; l'éducation qu'ils donnaient à leurs héritiers excluait formellement la possibilité que ces derniers aillent un jour frayer avec des curés. Au bout de ce raisonnement on arrive à un éclairage différent de cette tranche de vie. Ainsi apparaît-il vraisemblable que la mère du petit Bokassa devait peser de très peu de poids pour n'avoir pas réussi à imposer aux autres épouses le maintien de son enfant au domicile familial et pour cause elle était d'essence pygmée. Son fils, métis pygmé, devait être un souffre-douleur continuellement harcelé de quolibets, victime d'ostracisme aussi bien dans sa famille par ses frères que dans la communauté. Sa seule protection était le chef, son père, dont l'autorité inspirait la peur à tous ces malveillants, les tenait en respect et les obligeait à tolérer le petit Bokassa. Ce rempart disparu à la mort du chef, dès que la lutte pour la succession s'est ouverte, les héritiers bantous et la communauté, qui ont toujours considéré Bokassa comme un bâtard indigne de frayer dans les coulisses du pouvoir, n'ont eu aucun mal à l'expulser de la famille pendant que les épouses faisaient de même pour leur coépouse pygmée, sa mère. Celle-ci, sans demander son reste, a dû immédiatement réintégrer son groupe social. C'est presque naturellement que Bokassa a échoué chez les curés comme produit hybride issu de deux sociétés en développement parallèle et tombé en rebut.

Les années d'enfance et d'adolescence passées dans des conditions difficiles faites de privations et de contraintes psychologiques ont marqué profondément et durablement Bokassa. Il a subi continuellement des humiliations dans sa famille ; malgré l'autorité de son père, la communauté n'a jamais reconnu et respecté son rang de fils de chef. Finalement, on l'a éconduit de chez lui comme un malpropre. Des curés

français blancs, dignes représentants de la France, l'ont recueilli à un moment où sa vie ne tenait qu'à un fil. Ils l'ont nourri et soigné, habillé et blanchi, instruit et reconstruit. Ils ont organisé son avenir vers la réussite et la renommée : il se dévouera corps et âme sa vie durant et s'il le faut au péril de sa vie pour la défense de la France et de ses intérêts partout où il se trouvera ! Dans l'échelle de confiance qu'il s'établit pour baliser ses relations personnelles, il place en tête et dans l'ordre le citoyen français, ensuite l'homme blanc. Des frustrations et des humiliations subies pendant son jeune âge dans sa famille et sa communauté il conservera un souvenir indélébile qui lui reviendra régulièrement sous forme de bouffées de haine dans toutes les situations où il se retrouve face à ses compatriotes. Il les traitera sans cesse avec mépris et ne perdra aucune occasion de leur rendre une partie des mauvais traitements qui furent très tôt et longtemps son lot quotidien. De toutes les années où il était virtuel fils de chef, vivant à la cour sans jouir des privilèges ni de la respectabilité, il en est sorti un homme instable, imprévisible et animé de la boulimie de pouvoir et d'une soif inextinguible de reconnaissance. Pendant des années, il a vécu dans l'ombre, invisible, presque irréel ; dès que l'occasion se présentera et dès qu'il le pourra, il aura l'obsession de se mettre en lumière et en valeur comme une juste revanche. Et alors, il n'admettra jamais que quelque entrave ou limite viennent brider son ambition de monter le plus haut, de briller du plus bel éclat, peu importe que ce dernier soit d'or ou de pacotille.

Mais pour l'heure, entre les menus travaux domestiques et le jardinage, les curés sont parvenus à travers le catéchisme à lui inculquer les rudiments de grammaire, de syntaxe et assez de mots du vocabulaire pour parler, comprendre et se faire comprendre en français juste au niveau requis pour permettre les interactions utiles à la satisfaction des besoins de la vie quotidienne. La Deuxième Guerre mondiale avec la débâcle de l'armée française au terme de la première phase d'engagement des hostilités, l'appel à la résistance lancée de Londres par de Gaulle et le recours aux troupes africaines, forces de combat levées dans les différentes colonies pour prêter main forte et bouter l'armée allemande hors de la France occupée, se

présentaient à lui comme l'opportunité à saisir pour s'émanciper à la fois utilement et avec la promesse d'un meilleur avenir. L'équipe des recruteurs s'en tint à la seule lecture de la lettre de recommandation adressée par les curés et Bokassa fut immédiatement enrôlé malgré sa petite taille et sa frêle constitution qui le faisaient ressembler à un enfant de quatorze ans en zone de savane.

Bokassa allait ainsi servir dans l'armée française d'abord en France, puis en Indochine et enfin en Afrique centrale à Brazzaville. Il allait ainsi passer près de vingt ans sous les armes sans qu'on sache pourquoi il y fit carrière alors que tous ceux qui s'étaient enrôlés en même temps que lui dans l'armée française furent progressivement démobilisés et renvoyés au pays. On ne sut jamais dans quel corps il combattit et à quelles batailles célèbres il participa. Il ne fut jamais porté à la connaissance du pays, comme ce fut le cas avec le commandant Koudoukou, un fait d'armes attribué à Bokassa ; lui-même n'en évoqua ni n'en revendiqua aucun. La carrière militaire de Bokassa se présente comme un électrocardiogramme plat, sans accident et suscite inévitablement deux questions : a-t-il jamais combattu ? Aurait-il été constamment confiné à l'arrière dans un bureau ou dans le corps d'intendance chargé de l'alimentation des forces de combat ? La rue revient avec insistance sur ce point et colporte que Bokassa fut aide de camp du colonel Bedel. Impressionné par le zèle et le dévouement presque servile avec lesquels le jeune soldat le servait, cet officier supérieur l'attacha durablement à son service et à sa personne exclusivement, en même temps qu'il l'inscrivait pour une carrière dans l'armée. Très vite, ses tâches d'aide de camp classique se seraient élargies pour inclure des intermèdes culinaires qui lui faisaient mijoter des petits plats pour le colonel. Ce fut donc naturellement que ce dernier, muté sur le champ des opérations en Indochine, emmena Bokassa dans ses bagages lorsqu'il rejoignit son poste d'affectation. Bokassa continua de travailler un peu au bureau mais la plupart du temps à la cuisine de la résidence du colonel Bedel.

Arrivent Dien Bien Phu, la débâcle française et l'évacuation de Saigon. Le colonel Bedel, en bon Français et fin gourmet se devait de récompenser les mérites culinaires de son aide de camp qui valaient bien des faits d'armes sur les champs de bataille. Après tout, ils étaient bien en zone de guerre et constamment sous la menace des rebelles vietnamiens, au bureau comme à la cantine ! Il veilla à l'avancement régulier de Bokassa. Plus tard, convaincu de la détermination des peuples à se libérer du joug colonial, le colonel s'employa à organiser de façon utile l'émancipation de son aide de camp devenu son poulain ; en patriote et homme d'action il devait anticiper sur l'indépendance inévitable des colonies africaines en préparant son poulain à continuer de servir les intérêts de la France. Bokassa est fait capitaine, son dernier galon reçu dans l'armée française. Il est affecté au détachement français stationné à Brazzaville et ainsi mis en attente de mutation à Bangui où il sera nommé chef d'état-major en charge de bâtir l'armée nationale de la jeune République centrafricaine. Dans un dernier geste servile pour affirmer son indéfectible loyauté, Bokassa ajoute Bedel à son nom et devient le capitaine Jean-Bedel Bokassa : l'esclave s'est lui-même marqué au fer rouge du nom de son maître pour lui prouver qu'il restera à jamais attaché à lui !

Ce 31 décembre 1965 où il prend les rênes du pouvoir en Centrafrique est l'aboutissement du projet d'utilisation du brave soldat Bokassa selon les notes et les recommandations de son colonel afin que la France continue de tirer le meilleur de cet ancien serviteur. C'est également le commencement d'un plan de carrière dont l'une des parties au jeu, la France, s'était à peine souciée d'envisager les risques potentiels tant elle était convaincue de la docilité de son partenaire ; ne suffirait-il pas de bien encadrer Bokassa pour éviter toute surprise ? La suite allait montrer que Bokassa était retors et imprévisible et difficilement gérable ; la France eut tort de ne pas s'être méfiée très tôt. En face, et son peuple restaient lucides. La population en était déjà à conclure qu'avec Bokassa elle avait tiré le mauvais numéro ; elle se remit à parler de la scoumoune qui affecte le pays depuis toujours ! Et l'avenir donna encore raison

aux pessimistes qui, à l'écoute des premiers discours où le nouveau chef d'Etat promettait le changement, maintenaient que Bokassa aux commandes ne pourrait faire évoluer les choses que de mal en pis. Des années plus tard, lorsque des analystes politiques se pencheront sur les étapes successives de la maturation de Bokassa en homme d'Etat, ils constateront avec effarement et consternation qu'absolument tout dans la vie de cet homme le préparait à être autoritaire, cassant, brutal, dictateur et solitaire dès qu'il lui aurait été donné l'occasion d'apparaître et de jouer un rôle de premier plan.

Dans les suites immédiates du coup d'Etat réussi, Bokassa confirme le Mouvement de l'Evolution Sociale de l'Afrique noire (MESAN) comme parti unique et parti d'Etat. Son premier déplacement officiel de chef d'Etat hors du pays, il l'effectue de toute urgence en France pour faire allégeance à de Gaulle ; il était décidé à faire bonne impression pour entrer en ses bonnes grâces et bénéficier de sa protection. Il s'obligea devant son hôte à toutes sortes de salamalecs et de pitreries pour montrer qu'il demeurerait le petit soldat discipliné et toujours dévoué à la cause de sa première patrie, la France. Son vœu le plus cher et le summum de son bonheur eussent été que de Gaulle le prît affectueusement dans ses bras et, d'une main caressante tout en lui mêlant les cheveux sur le crâne comme le ferait un père à son petit enfant qu'il se soucierait de voir réussir dans la vie, lui dît : va, fils et fais ton devoir ! Bokassa oublia la réserve et la bonne tenue que lui impose son rang de chef d'Etat. Il en fit tant et tant pour se faire reconnaître et se faire adopter qu'à un moment il en arriva à tout brouiller au point de susciter la question de savoir à quel de Gaulle il destinait les honneurs de sa visite, le général ou le président de la République. En face de son hôte, il oubliait régulièrement qu'il était lui aussi président de la République et chef d'un Etat indépendant et souverain. Charles de Gaulle n'en continua pas moins de le traiter de soudard sur le ton du mépris à peine dissimulé.

Pendant ce séjour en visite officielle, Bokassa invite les cadres centrafricains en formation en France pour une rencontre

à l'ambassade dans le XVI^e arrondissement de Paris. Il estimait fondé de leur présenter la situation qui prévalait au pays et les raisons qui avaient motivé son coup de force. Ses jeunes compatriotes devaient comprendre que c'était à son corps défendant qu'il avait fini par arracher le pouvoir à Dacko ; autrement dit, si on n'avait pas menacé de le tuer, il n'aurait jamais tenté la moindre action de déstabilisation. Mais maintenant il avait la charge de conduire le pays vers son développement. Il avait pris la mesure de l'immensité de la tâche et il était conscient des limites à la fois de ses capacités techniques et de son déficit en expérience dans le domaine de la gestion d'un Etat pour prétendre relever le défi seul. Il avait besoin qu'on l'assistât techniquement. En guise d'appel à manifestation d'intérêt pour couvrir les besoins prioritaires du pays en expertises il invitait ceux des cadres nationaux qui se sentaient déjà suffisamment formés à le rejoindre immédiatement pour se mettre au travail. Des années plus tard, en analysant rétrospectivement cette invitation sur la base des actes posés et des comportements de Bokassa, sur ce qu'il avait dit et tel qu'il s'était présenté à ses compatriotes présents à la rencontre, on arrivait à la conclusion que Bokassa jouait déjà de l'humilité pour mettre en confiance et faire parler librement les futurs cadres nationaux afin d'identifier non pas des collaborateurs mais ceux parmi eux qui apparaîtraient à ses yeux comme des concurrents potentiels et qu'il devrait mettre sous surveillance. En vérité, dès l'instant où il s'était senti solidement assis et bien en position de force, Bokassa n'avait cessé de fonctionner sur le seul principe que tout lui était acquis et que tout le monde devait se rendre à ses vues et être à ses pieds. Il ne fera confiance à personne et encore moins à ses compatriotes de quelque niveau technique ou de quelque rang qu'ils soient. En conséquence, il allait de façon systématique et radicale éliminer toutes les situations où il s'estimait redevable à quelqu'un pour un service rendu à sa personne ou à sa position. Les officiers de l'armée centrafricaine, ses compagnons de putsch qui avaient été lents à la détente pour le comprendre, n'eurent jamais le temps de regretter leur erreur d'appréciation. Prompt à exploiter de fausses rumeurs de dénonciations calomnieuses, Bokassa entreprit de les dresser les

uns contre les autres et les élimina physiquement les uns après les autres.

Des cadres nationaux formés répondirent à l'appel lancé à Paris. Ils rentrèrent pour aider Bokassa comme il l'avait souhaité. Dès leur arrivée, ils étaient nommés à des postes techniques et politiques de grande responsabilité qui faisaient d'eux des proches conseillers en contact direct et régulier avec le président. Alors, à diverses occasions, ils voyaient Bokassa passer brutalement de l'air bonhomme qui le faisait tout sucre, miel et généreux, à la colère noire et à l'inhumanité la plus extrême où toute personne en face de lui pouvait s'estimer au mauvais endroit et au mauvais moment et avait de vraies raisons de craindre pour sa vie. Et l'instant d'après, parce que le collaborateur ou quelqu'un dans l'assistance avait trouvé le mot juste, celui qui pénètre son subconscient à la manière d'un billot remplaçant un chaînon manquant qui déclenche une bouffée d'endorphines et met fin à la montée subite d'adrénaline, le revoilà rigolard, redevenu vivable, presque amical. Au bout de quelques mois de collaboration, ces cadres conseillers avaient fini de prendre la mesure du personnage. Ils avaient parfaitement compris que les attitudes autoritaires, l'humeur volatile et les réactions imprévisibles venaient en compensation d'un manque d'assurance lié à un complexe d'infériorité, souvenir d'un passé douloureux mal refoulé. Ils réajustèrent opportunément et adéquatement leur comportement pour continuer de collaborer avec Bokassa puisque toute possibilité de démission de leur poste était exclue. Des années plus tard, la revue de l'histoire criminelle de ce régime leur donne raison ; elle confirme la perspicacité de leur décision qui explique qu'on n'eut jamais à déplorer dans leurs rangs des drames, assassinats ou disparitions en relation avec leurs activités politiques.

Ces hauts fonctionnaires nationaux se mettaient en danger chaque fois qu'ils présentaient un dossier au président ; c'était invariablement un saut dans l'inconnu parce qu'ils ne savaient jamais si la proposition qu'ils faisaient serait reçue normalement ou si la position qu'ils prenaient sur telle question et qu'ils osaient exprimer comme un conseil ne donnerait pas

lieu à une mauvaise interprétation ou tout simplement dans quelle humeur se trouvait leur interlocuteur, ce qui constituait de loin un préalable déterminant à considérer dans ces moments d'interaction. Alors unanimement ils s'obligèrent à l'encenser systématiquement en magnifiant la prééminence de sa position, en louant ses qualités d'homme politique et de chef d'Etat, la pertinence de ses points de vue et l'immense étendue de ses connaissances et de son expérience en divers domaines où sa voix était la référence recherchée. Il était ainsi le père de la nation, le génie national, premier médecin, premier paysan, en tout et pour tous ses compatriotes l'étalon et le modèle à suivre. Cette stratégie de survie de nos jeunes cadres s'avéra certes suffisamment efficace pour les protéger mais elle fut en même temps dévastatrice pour le pays ; elle contribua par effet pervers à alimenter les campagnes d'abrutissement et d'arriération de la population menées par les organisations féminines regroupées dans l'union des femmes centrafricaines stipendiée par l'Etat. Les termes d'encensement à peine sortis de la bouche des cadres conseillers étaient repris sous forme de slogans de louanges et en langue nationale pour les rendre plus accessibles à la population d'essence rurale et analphabète dans sa majorité. Désormais, ils tournaient en boucle sur les ondes nationales et étaient déclamés inlassablement dans les meetings. Dans le contexte créé à leurs dépens les cadres nationaux réalisaient qu'ils avaient détruit l'espoir placé en eux pour faire progresser le pays et sa population dans le sens d'un début de prise de conscience politique ; ils avaient également enlevé toute chance d'obtenir un jour le consentement éclairé de la population pour son adhésion durable à d'éventuels véritables programmes de développement.

Bokassa était porté aux nues et bien au-delà : il était heureux ! La magnificence de sa personne faisait pâlir toutes les étoiles du firmament. Le peuple était à ses pieds. Il avait réussi à noyauter à chaque échelon de son organisation la petite armée nationale dont la construction figurait en tête de sa mission de chef d'état-major. Les soldats et leurs officiers, qui s'étaient enrôlés par amour des valeurs du métier des armes et désir de s'épanouir dans l'armée, étaient déstabilisés car constamment

épiés et menacés de fausses dénonciations. Pour les basses besognes Bokassa disposait de la poignée d'hommes de main, aventuriers endurcis, *drop out* du système scolaire et produits de l'exode rural, tous chômeurs à la recherche de gains, qu'il avait réunis, habillés, chaussés en soldats et armés pour constituer ce qu'avec un air grave et suffisant il nommait la garde présidentielle ; c'était au mieux une milice dévouée corps et âme à sa personne qui se chargeait de réduire au silence les soupçons de rébellion. D'ailleurs, leur principale mission était de terroriser la population et de la tenir en respect. Seule la France faisait peur à Bokassa mais progressivement il prit de l'assurance à la suite des visites et des rencontres avec différentes autorités françaises et pendant lesquelles il n'avait manqué aucune occasion de donner à mesurer la profondeur de sa déférence et la sincérité de sa loyauté envers la France et ses intérêts. Il le faisait toujours à sa manière la plus bouffonne possible, sans souci du maintien et de l'image dus à son rang. Face à toute autorité française il s'obligeait à redevenir et à se conduire comme le petit soldat qu'il était dans l'armée française : simple réflexe de Pavlov ! Ainsi conforté sur son aile sensible et la seule importante à ses yeux, il pouvait maintenant travailler à assouvir ses besoins de reconnaissance et à développer sa notoriété. C'était un long processus mais le temps importait peu. Il était à la fois déterminé et prêt à décourager toutes limites ou brides à l'expression de ses ambitions.

Bokassa se proclame président à vie de la République, certainement pour apparaître un peu différent de ses pairs africains ; avec cette décision il clarifiait une situation de fait qui ne choquait plus que le petit nombre parmi ses compatriotes qui s'étaient laissés polluer à la lecture de la Grèce antique et de Montesquieu par des idées aussi étranges qu'étrangères à notre société. Ils n'étaient qu'une poignée naïvement engagée dans des tentatives d'éduquer la population à la démocratie, d'élever sa conscience politique pour qu'elle exerce pleinement ses droits. Ils s'investissaient sur le long terme dans un programme de mobilisation sociale pour promouvoir ces idées. Douces rêveries d'intellectuels et tentatives vouées d'emblée à l'échec ! A plus ou moins court terme ils auront été dénoncés aux forces

de répression par cette même population objet de leurs soins qui n'aura rien compris et qui d'ailleurs ne se reconnaît nullement en eux. Car bien enfouie au fond du subconscient du Centrafricain moyen en majorité rural et invariablement indigène oubanguien est cette perception que le chef reste en exercice jusqu'à sa mort et il est encore plus respecté s'il accède à la tête de la communauté à la suite d'un acte de bravoure. Notez par ailleurs que, dans toutes les anciennes colonies l'alternance démocratique ne faisait nulle part partie du paysage et des habitudes politiques ; sans surprise vous entendrez des politiques déclamer qu'on ne prend pas le pouvoir à la faveur d'un coup de force pour s'en dessaisir, à moins d'y être forcé par un autre coup de force !

Bokassa se souvint qu'il n'était que général d'armée ; il décida de passer maréchal. Quelle victoire venait-il de remporter et sur quel champ de bataille, quel haut fait d'armes venait-il de réaliser qui puissent mériter qu'il se confère cette dignité d'Etat ? Répétait-il la même procédure qui le fit capitaine ? Personne ne saura jamais ! Aussi pensa-t-on tout simplement que ne pouvant se nommer amiral dans un pays sans ouverture sur la mer et sans marine nationale, Bokassa accédait à la dignité de maréchal qui seule manquait pour boucler son palmarès des grades et galons et couronner sa carrière militaire : plus personne ne devait être et ne sera au-dessus de lui. Les contacts nécessaires furent pris à Paris naturellement et les préparatifs démarrèrent illico. La maison Cartier s'occupa du design du bâton de maréchal. Sur toute la longueur et les deux extrémités de ce qui pour nous évoquait un bout de bois ou de plastique semblable au bâton d'une course de relai, le styliste français sertit les meilleures pierres précieuses sorties des mines de Centrafrique et qui manqueront cruellement au trésor national. Le couturier Dior était en charge de confectionner la tenue brodée de fils d'or, fidèle réplique jusqu'au bicorne et aux chaussures de la tenue de maréchal d'empire de la grande armée napoléonienne. Fallait-il en rire ou pleurer ? Malheureusement, derrière cette bouffonnerie, le pays entamait une période sombre, trop longue, presque interminable de son histoire où il sera astreint à des sacrifices douloureux

pour satisfaire les délires mégalomaniques d'un potentat sanguinaire.

Bokassa restait concentré sur la construction de son image de marque et cela lui demandait de bâtir une fortune colossale pour en couvrir les charges. Il réaménage les conditions d'exploitation du diamant pour augmenter la production et il crée différentes taxes qu'il prélève en nature et en espèces pour ses besoins personnels. Il négocie l'exploitation de l'uranium avec la Cogema française. Dans cette quête pour accroître l'assiette fiscale il ajoute aux entreprises françaises et portugaises en place de nouvelles PME où lui sont accordés systématiquement une participation gratuite au capital et un pourcentage fixe des intérêts. Il s'installe à Béréngo, son village ; il y crée sa plantation dans laquelle il utilise la main-d'œuvre carcérale qu'il fait encadrer par des techniciens fonctionnaires rétribués par l'Etat. Le manioc produit et transformé en cossettes était conditionné en sacs de 50 kg et livré de façon autoritaire à différents agents de l'Etat, à commencer par les membres du gouvernement. Ils étaient ainsi des clients obligés du président-paysan modèle qui se payait à la fin de chaque mois par déduction de leurs salaires à la source au trésor national. Et devant ses visiteurs, Bokassa pouvait se vanter de se faire régulièrement et mensuellement 8.000.000 francs cfa de la seule vente de son manioc. Tout cela net d'impôts et il n'allait pas jusqu'à dire à ses hôtes comment il procédait. Il relance le coton sur les zones de culture habituelles et promeut l'élevage de bovins trypanotolérants avec quelque succès. L'opération Bokassa de mobilisation des paysans pour la production de produits vivriers capable d'assurer l'auto-suffisance alimentaire est un demi-échec. Dans le processus de lancement du programme la force et l'intimidation ont prévalu sur la patience pour l'explication et la formation qui auraient amené la population à adhérer volontairement et durablement aux différentes méthodes de travail proposées par ce projet de développement à tous égards pertinent.

Néanmoins, le paysan n'était pas plus pauvre qu'il ne l'était sous la colonisation. L'arrière-pays continuait de se vider

lentement de ses jeunes victimes de l'exode rural mais on y trouvait encore des villages prospères où les habitants respiraient la joie de vivre et mangeaient à leur faim. La plupart des grandes endémies classiques de la région étaient sous contrôle, même si la tentative de mise en place d'une carte sanitaire, pour faciliter l'accès de la population aux soins dans les formations sanitaires du système national de santé dont l'architecture venait d'être remaniée pour s'adapter au développement de la stratégie des soins de santé primaires, avait capoté à la suite de malversations financières qui impliquaient gravement le président et certains membres de son gouvernement. L'éducation nationale se maintenait à la hauteur de la crédibilité qui fonde les objectifs de sa mission. La scolarisation de l'enfant centrafricain continuait de recevoir le même niveau d'attention que sous la colonisation : les écarts de taux de scolarisation entre les villes de province et la capitale restaient infimes. L'enseignement était de qualité acceptable, le personnel enseignant rigoureux, honnête, animé de conscience professionnelle et pénétré de l'esprit de sa mission d'éducation de la jeunesse garante du futur de la nation. Les diplômes délivrés étaient respectables, respectés et fiables. La sécurité était assurée partout, dans les villes, les villages et sur les routes qui permettaient de circuler sur l'ensemble du territoire national en toutes saisons. Les parcs nationaux étaient organisés et accueillaient, outre les hôtes illustres en visite officielle dans le pays, tous ceux, touristes ou résidents locaux, qui pouvaient supporter les coûts d'accès.

Pour autant, l'impression d'ensemble n'en demeurerait pas moins celle d'un montage artificiel sans fondement solide, irrémédiablement condamné à disparaître sans laisser beaucoup de traces. Ce risque était clairement défini et expliqué à l'étranger où on pouvait librement accéder à de la bonne documentation, débattre et cerner la situation véritable du pays ; l'opposition nationale s'est mise à l'abri à bonne distance à l'extérieur du pays, craignant pour la vie de ses membres ; la population assistait impuissante à la dérive du pays et au suicide politique qui se déroulait sous ses yeux. En effet, comme s'il voulait raccourcir sa durée de vie et accélérer sa fin, le pouvoir

s'était mis à creuser des inégalités sans crainte des mouvements sociaux que ne manqueraient de susciter les frustrations créées à différents niveaux au sein de la communauté nationale. Les agents de l'Etat qui n'avaient que leur salaire pour vivre étaient soumis à plusieurs mois de retard de paiement. Dans le même temps on interdisait tout dialogue social ; on refusait toute explication ; il n'y avait aucune communication. D'entendre juste prononcer les mots de manifestation publique et de grève suffisait à déclencher une répression sauvage et des vagues d'arrestations contre de présumés meneurs. Bokassa n'en continuait pas moins ses frasques pour lesquelles il préférerait consacrer les ressources de l'Etat qu'il mêlait délibérément aux siennes propres pour les confondre à son profit. Les étrangers en coopération technique ou en séjour touristique, les résidents étrangers de toujours et certains hauts cadres nationaux un peu fortunés disaient de cette époque qu'il régnait dans la capitale une certaine douceur de vivre et que Bangui méritait son étiquette de Bangui la Coquette. Il est bien connu que le cerveau humain longtemps sous contrainte se fabrique des switch pour continuer de fonctionner au calme. De la même façon ces personnes mieux loties zappent de leur souvenir les moments pénibles au profit des instants de bonheur. Elles oublient inconsciemment qu'à cette époque elles vivaient toutes sur le fil du rasoir et flirtaient constamment avec le risque d'être arrêtées : à tout moment pour un oui ou pour un non, sur une dénonciation calomnieuse non vérifiée ou pour un écart supposé de langage, leur vie pouvait basculer dans un véritable cauchemar où le pronostic vital et le risque de disparition n'étaient pas exclus.

Le temps poursuivant son cours inexorable, l'Afrique connaissait d'autres maréchaux et d'autres présidents à vie. Ces titres étaient menacés de banalisation ; ils avaient perdu le caractère exceptionnel qui en faisait l'attrait : ils étaient devenus ordinaires. Bokassa redoutait ce jour où il apparaîtrait comme un maréchal d'armée parmi d'autres dont certains pourraient être plus saillants que lui à d'autres égards. Il était temps qu'il sorte à nouveau du lot ! Au stade où il se trouvait de son plan de carrière militaire et politique, étant virtuellement considéré et

honoré comme Dieu par son peuple, il ne lui restait que la seule option d'être roi ; il sera Bokassa 1^{er} empereur de Centrafrique et couronné selon le rite napoléonien afin de sacrifier à l'immense admiration qu'il voue à Napoléon 1^{er}. Il comblera opportunément le vide créé par l'assassinat du Négus éthiopien Haïlé Sélassié, son cousin, par le perfide Mengistu.

Le couronnement de Bokassa coûta presque le quart du budget national. La France de Valéry Giscard d'Estaing, un autre cousin qui l'avait inspiré, suivi et aidé à franchir toutes les étapes de cette ruineuse aventure, régla intégralement sa part de la note, assurément la plus importante. Le peuple centrafricain fut mis à contribution et les maigres ressources du pays furent détournées pour couvrir les frais restants. Le peuple meurtri et spolié se retrouvait avec de nouvelles frustrations et les mêmes questions sur ses conditions de vie. Si Bokassa avait déployé les mêmes efforts à mobiliser des ressources à investir dans les programmes de développement ou plus simplement si tout l'argent englouti dans les fastes stériles de son couronnement avait servi à financer l'agriculture, les mines, l'éducation nationale et la santé, le pays aurait résolu beaucoup de ses problèmes et aurait progressé substantiellement dans sa lutte contre la pauvreté. Mais tel n'était pas le souci de Bokassa qui semblait avec ses nombreuses festivités préférer les occasions de se distraire des problèmes du pays. Pourtant, il aura beau faire, il ne pourra définitivement éluder les arriérés de salaires qui n'ont pas vocation à disparaître sur un coup de baguette magique. Les problèmes sociaux étaient réels et s'accumulaient. Sans réponse ils finirent par exploser en manifestations de rue. Mais installé en confiance dans son image d'enfant terrible dont on s'amuse des facéties et auquel on pardonne les débordements, il était convaincu qu'il avait le monde entier dans sa poche et qu'il pouvait tout se permettre. Dès que les enfants des écoles de Bangui descendirent dans les rues pour manifester leur mécontentement à cause de nouvelles charges imposées à leurs parents alors que ces derniers n'avaient pas perçu leurs salaires depuis plusieurs mois, tout à son habitude brutale il choisit d'aller aux extrémités et ordonna de tirer à balles réelles sur les manifestants, des enfants désarmés. Il eut alors sa plus

grosse surprise de réaliser qu'il y avait également pour lui des limites à ne pas franchir. Brutalement, le clown ne faisait plus rire personne ! On s'était lassé de lui ou pire, une à une toutes les personnes, ses compagnons de jeu qui hier l'étreignaient chaleureusement et l'embrassaient sur la joue, se détournèrent de lui. Il était devenu infréquentable. En conséquence immédiate ses jours au pouvoir étaient comptés.

Bokassa s'en alla visiter Kadhafi pour qu'il lui consente une nouvelle aide financière. Toute personne normale se serait sentie mal à l'aise et n'aurait jamais effectué cette démarche, tenant compte de ce qui s'était passé quelques années plus tôt. On se demande encore quel discours il a dû tenir et à quelles pitièreries il s'est encore prêté pour calmer, amadouer et convaincre Kadhafi de rester son ami pour lui venir en aide une nouvelle fois. A croire que ce dernier a la mémoire courte ou qu'il ne connaît pas la rancune et pardonne à ceux qui l'ont offensé. Car on se souvient, quelques années auparavant, le même Bokassa lui rendait visite avec les mêmes doléances et pour rester en ses bonnes grâces il s'était immédiatement converti à l'islam et était devenu Salah Eddine Ahmed Bokassa. Il avait reçu l'argent demandé et il était rentré en Centrafrique. Dès qu'il avait mis le pied sur le sol national sa ferveur religieuse pour l'islam avait disparu et il avait récupéré son ancienne identité. Il avait été musulman le temps d'une visite pour sécuriser une aide financière urgente. Mais ce 20 septembre 1979, alors qu'après les salamalecs devant Kadhafi il dormait en rêvant à la façon de dépenser l'argent qu'il venait de recevoir, des parachutistes français quadrillent Bangui dans la nuit et au petit matin réinstallent David Dacko sur le fauteuil présidentiel d'où il l'avait chassé treize années plus tôt. C'était l'opération *Barracuda* commanditée par la France de Valéry Giscard d'Estaing.

Une fois Bokassa mis hors circuit, tout s'écroula comme château de cartes, confirmant tel qu'on le suspectait, le caractère fragile et éphémère d'un système monté de toutes pièces. Le palais de Bérengo fut pillé d'abord par le détachement de l'armée française qui l'investit aux premières

heures à la recherche de documents compromettants et des pierres précieuses ; ensuite livré aux populations qui le dépouillèrent de ses derniers oripeaux cache-misère. Et le palais apparut dans sa véritable dimension, une grosse villa au toit de tôle ondulée à deux pentes semblable à bien d'autres à Bangui ; l'ameublement voulu fortement tape-à-l'œil et rococo en diable et la robinetterie plaquée or, sans doute vestiges des aménagements récents exécutés en préparation du couronnement impérial, disparurent entre les mains des pillards. La villa Kolongo où logeait la Roumaine subit le même sort ou pire : il n'en resta que les quatre murs ! Plus tard, les châteaux achetés à grands frais sur le trésor national et que la famille impériale ne pouvait plus entretenir, les fonds régulièrement soutirés des caisses de l'Etat s'étant taris, étaient laissés à l'abandon ; rongés par l'humidité, l'érosion et les mites ils furent finalement saisis par le fisc français et mis en vente à vil prix.

La mascarade...

L'intermède Dacko-bis dura à peine une année ; lors d'un de ses séjours de chasse au Nord du pays où il se rendait régulièrement comme le ferait un fusil français en Sologne, Giscard d'Estaing décida d'une révolution de palais à une date à convenir au cours de laquelle Dacko passerait la main à Kolingba ; ce qui fut réalisé dès le début de l'année suivante. Ce court intermède permit de tirer au moins trois enseignements : à force d'être instrumentalisé pour jouer au président par défaut, Dacko avait fini par se lasser définitivement. C'est donc contraint qu'il avait accepté de revenir réoccuper le siège d'où Bokassa l'avait chassé et il comptait les jours pour s'en libérer. La France jouait dans sa cour ; elle démontrait qu'elle avait la haute main sur le pays et pouvait nommer qui et quand elle voulait à sa tête. Le choix porté sur Kolingba confirmait l'effet rémanent de la scoumoune sur le pays, sa population et ses intérêts qui avaient à peine pesé dans cette décision qui allait sérieusement obérer l'avenir pendant les dix années suivantes.

Le Roi Fainéant promeut le tribalisme...

Le nouveau président était général d'armée ; la surprise eût été qu'il se situât à un échelon inférieur de la hiérarchie militaire. On s'émerveillait plutôt de constater qu'il avait déjà atteint le grade de général d'armée à l'âge où, en progression normale dans son plan de carrière classique dans l'armée, le soldat est capitaine ou commandant. Alors se mit-on à fouiller dans les archives et l'histoire récente du pays à la recherche d'événements marquants ou de faits d'armes sur lesquels le soldat Kolingba aurait pesé de sa présence active et qui justifieraient le surclassement fulgurant dont il a bénéficié et qui l'a légitimement porté au sommet de la hiérarchie militaire. Et on ne trouve rien, absolument aucun motif expliquant cette brillante promotion. En revanche, on note qu'alors que tout le présentait comme le meilleur pour jouer le rôle de figure de proue et fer de lance dans la jeune armée nationale en construction, il est envoyé comme ambassadeur au Canada. Était-il à ce poste juste en attente pour servir de meilleure solution de rechange dans l'éventualité d'un besoin de changement politique en Centrafrique ? Il paraît difficile de penser le contraire. En effet, devant les réticences de Dacko à se prêter de nouveau à la figuration présidentielle, c'est tout naturellement que la France va le chercher en vertu d'un programme conçu de longue date et il reviendra au pays pour commencer sa nouvelle mission de président par défaut. Kolingba avait gravi tous les échelons de la hiérarchie militaire paisiblement dans un fauteuil ; à la suite il est allé pantoufler comme ambassadeur au Canada ; maintenant, on lui offre le pouvoir. Face à un homme aussi chanceux et à qui tout tombe comme une manne du ciel, on pouvait avec raison craindre qu'il s'installât dans la paresse et qu'une fois à la tête du pays et investi de la responsabilité de construire et d'organiser son développement, il rechignât à travailler et hésitât à mouiller la chemise pour entraîner ses compatriotes dans l'effort parce qu'il n'en avait jamais pris l'habitude. La suite démontra que toutes ces craintes étaient fondées et elles se matérialisèrent.

Kolingba s'était pénétré de la certitude, dès le moment où les rênes du pouvoir lui avaient été transmises de la même manière que le fonctionnaire centrafricain passe le service à son remplaçant, que l'exercice du pouvoir ne pouvait être qu'une sinécure. Il devait continuer de vivre douillettement ; tout tenait maintenant à sa capacité à organiser le travail sur la base du principe que les collaborateurs nommés par le chef décident, font exécuter et à leur discrétion rendent compte des résultats au chef qui entérine. Le pouvoir confère l'autorité et des prérogatives équilibrées par des devoirs et des responsabilités ; il allait conserver jalousement les premières se promit-il sur le ton de la détermination qui le surprit lui-même. En revanche, il délèguera systématiquement ses devoirs et ses responsabilités. Et aussitôt il délégua et délégua. Il délégua non pas comme l'aurait fait le leader soucieux de soumettre des collaborateurs au feu de la pratique pour éprouver leur habileté technique avec à terme l'ambition de bâtir une équipe de grande expérience pour aller à de grandes réalisations ; il délèguait plutôt pour se décharger des moments stressants de l'exercice du pouvoir dont il n'entendait jouir que des divers avantages.

L'administration et sa fonction publique, les infrastructures étatiques et paraétatiques complétées du tissu naissant des PME avaient été à toutes les époques touchées par des mouvements de revendications sociales et à ce titre étaient perçues comme des domaines susceptibles de causer des soucis et de déstabiliser un gouvernement. Kolingba les confia immédiatement aux bons soins et à la garde de son plus proche collaborateur, le Secrétaire général de la présidence, un tribaliste militant. Le savait-il ? Peu importe puisqu'au constat des résultats de l'activisme de son collaborateur il ne le désavoua jamais, du moins publiquement. Strictement soumises à l'aune des filiations tribo-familiales, les nominations à la fonction publique et à la tête des entreprises d'Etat étaient restreintes aux membres d'une seule tribu. Le secrétaire général exerçait le filtre nécessaire par la relecture et la révision systématiques des listes signées du président avant leur diffusion. L'époque était encore au tirage à la ronéo et il n'était pas rare de voir des stencils repris au corrector où le nom du

fonctionnaire de la *bonne tribu* avait opportunément remplacé celui du fonctionnaire de la *mauvaise tribu*. A la longue dans les départements publics, depuis le chef de service jusqu'au directeur au sommet de l'organigramme on ne trouvait plus que des cadres d'une seule tribu ; le phénomène évoluait en tache d'huile et parti de la capitale assez rapidement il recouvrit tout le pays. Désormais, dans les réunions de travail, ces cadres *heureux élus* s'interpellaient dans leur sobriquet tribal en code de reconnaissance. L'ostracisme, le mépris et la méfiance étaient manifestés avec défiance envers tous les membres des autres tribus. Le planton, du seul fait d'appartenir à la *bonne tribu*, s'autorisait à prendre de haut les ordres de son directeur et de les exécuter selon son bon vouloir parce qu'il avait l'impunité garantie ; d'ailleurs, pourquoi se gênerait-il puisque son chef, n'ayant pas le profil tribal indiqué, ne pouvait être qu'en sursis à son poste. Par son laxisme et un manque flagrant de réactivité, Kolingba aura laissé le tribalisme se développer et s'exprimer jusqu'à la caricature. Le score étrié qu'il réalisa lors du scrutin de renouvellement de son mandat fut la juste rétribution de ces errements et certainement la sanction infligée par le peuple qui exprimait ainsi son refus du système de gestion du pays fondée sur la division au profit de la prééminence d'une tribu.

Les mines ont, à travers tous les régimes qu'a connus le pays, contribué pour une part substantielle au budget national ; elles tenaient ainsi une place prépondérante dans l'arsenal économique qui fournit les ressources nécessaires au financement des activités de l'Etat. On se rappelle le soin que Bokassa mettait à les organiser sous sa vigilante surveillance pour en tirer le maximum et restreindre les déperditions. Kolingba ne devait pas avoir la même appréciation des choses. Il confia la gestion du ministère des mines et géologie à un inconnu, un Béninois ; le pays découvrit ce dernier à l'annonce de sa nomination sur les ondes nationales ; on s'irritait même à essayer de prononcer son nom qui signalait son origine étrangère par sa longueur et les gutturales alignées peu communes dans les dialectes locaux et encore moins en sangho, langue nationale. Plus tard, à l'usage, on comprit qu'au niveau

d'efficacité près c'était le même système tant décrié d'évasion des ressources nationales à l'étranger ; la seule variation était que Kolingba tout à son habitude avait préféré le faire opérer par un autre, non pas un cadre centrafricain mais ce Béninois qui disposait de certains atouts indiqués pour la tâche. Il n'y avait en définitive pas motif à exciter la xénophobie ; au final, le niveau de frustration et de spoliation reste égal pour le pays, que Kolingba ait choisi un cadre national ou un étranger.

Le service du cadastre et la direction générale des domaines et de la conservation foncière où l'on subodorait des affaires à monter et de l'argent à faire étaient mis sous la coupe de la famille et des parents proches pour veiller à l'épanouissement des intérêts du président : le service du cadastre aura la charge de trouver des terrains à bâtir, la direction générale des domaines celle de repérer des édifices de l'Etat à brader ou à défaut des immeubles de particuliers absents du pays à acquérir au meilleur prix ; tout cela restait toujours dans le cercle restreint. Au terme de ce processus non transparent d'expropriation et d'appropriation où des biens de l'Etat étaient acquis systématiquement contre un franc symbolique, le président et sa famille se retrouvèrent rapidement à la tête d'un patrimoine immobilier appréciable au centre-ville de Bangui. La grande sœur du président, une brave dame analphabète qui vivait quotidiennement avec moins de 1000 francs Cfa équivalant à 2 dollars US que lui rapportait difficilement la vente des baguettes de manioc qu'elle confectionnait nuitamment et exposait à la clientèle toute la journée sur un étal au bord de la route, devint sur un claquement des doigts propriétaire de plusieurs bâtis ; elle pouvait désormais vivre de la location de ses appartements, loyers perçus évidemment au montant net sans taxes.

Un jour arriva le colonel Mansion, sorti de nulle part et exhalant de forts relents de barbouze français. Sa mission initiale était-elle déjà d'apporter une assistance technique renforcée en réponse au déficit avéré d'autorité, de présence et d'emprise du président sur la gestion du pays ? Il usa de l'entregent, tissa sa toile de relations utiles à tous les niveaux et

dans tous les milieux. Il infiltrait ses hommes de confiance là où il estimait fondé de garder un œil et des oreilles en permanence pour surveiller. Rapidement, il devint indispensable en tout, pour tout et partout : il était dans tout ce qui se décidait et se faisait dans le pays ! L'équipe nationale en charge de la sécurité publique était alors en pleine tourmente, chahutée par l'opposition et confrontée à ses premiers attentats terroristes dans la capitale. Elle accueillit le colonel Mansion comme le messie seul capable de la tirer de la passe difficile qu'elle traversait. Curieusement, dans ce milieu où on se méfie même de son ombre, la piscine centrafricaine lui donna accès sans restriction à tous ses dossiers. En spécialiste du renseignement et des activités de l'ombre, au bout de peu d'efforts et de temps, voilà notre bonhomme totalement dans le bain : un vrai poisson dans l'eau ! Qui maîtrise l'information, détient le pouvoir, dit-on à juste titre. Ainsi fermement adossé au service de la documentation à la direction de la sécurité publique, le colonel Mansion pouvait pénétrer les trois armes du pays comme dans du beurre. Il évoluait à la gendarmerie, dans l'armée et à la police avec une égale facilité ; mieux, il les utilisait pour exécuter avec plus de zèle et de diligence les mêmes ordres qu'elles rechignaient à exécuter quand elles les recevaient de leurs compatriotes officiers supérieurs. Pour son bonheur il découvrait ainsi et s'empressait de tirer le meilleur avantage de ce fonds commun à la majorité des Centrafricains qui les fait douter systématiquement de la personnalité et de la compétence technique de leur compatriote pour immédiatement lui préférer un étranger à qui ils accorderont une confiance sans limite, surtout si l'étranger est blanc et s'exprime dans un français qu'ils estiment parfait. Assez souvent, le Centrafricain sur un poste de responsabilité manque du leadership nécessaire pour utiliser adéquatement l'expertise nationale mise à son service dans le département ; il se méfie de ses collaborateurs la plupart du temps, surtout ceux qui sont reconnus détenir une expertise pointue. Il préférera prendre les conseils d'un étranger, peu importe le rapport coût-efficacité de l'opération. Ce fonds commun et cette attitude transposés au sein de l'armée et des autres corps en uniforme créent et alimentent l'indiscipline, cause de démobilisation et de désorganisation des troupes.

C'était pur bonheur pour le colonel Mansion qui allait exploiter à fond ces points de faiblesse des relations entre Centrafricains pour servir pleinement ses desseins. Il avait le contrôle sur les trois armes, la police, l'armée et la gendarmerie. Manœuvrant à travers la police des frontières il noyait le service des douanes qui passa sous son autorité. A la suite, quand le secteur privé et le patronat l'adoubèrent et se mirent sous sa protection, on pouvait dire qu'il tenait le pays dans le creux de sa main. Il était l'obligé de tous, chacun en son domaine d'activités. Il était puissant ! Quels pouvaient être alors ses rapports avec le président ? Lui rendait-il compte sur tout, en tout et complètement ? La population ne tarda pas à se convaincre que le colonel français avait pratiquement pris la place du président et que, pour les choses sérieuses affectant le pays, les décisions étaient désormais prises à l'ambassade de France à Bangui. A leurs yeux il était le proconsul honoraire en vicariance à la présidence de la République.

Mais il y a au moins un domaine où Kolingba s'engagea directement et personnellement. En vérité, il le fit pour son plaisir et il causa des dommages profonds et indélébiles dans une grande partie du pays ; mais en fut-il conscient ? Avec l'omniprésence du proconsul français qui le marquait étroitement à la culotte, de président par défaut il devint président de façade. Progressivement, il perdit tout son pouvoir en se déchargeant de ses devoirs régaliens et en évitant d'exercer toutes les responsabilités relevant de son autorité et de sa position de chef d'Etat. S'en était-il au moins aperçu ? S'en était-il inquiété une seule fois ? En tout cas, le seul souci qu'il laissait entrevoir était celui de meubler agréablement tout le temps libre dégagé par les différentes délégations de tâches. Il se consacrait à assouvir son grand amour du cinéma et des films spécialisés qu'il pouvait visionner sur cassettes à la chaîne sans se fatiguer. L'exposition trop fréquente à des images trop explicites ne pouvait manquer de réveiller en lui certaines basses pulsions qui le faisaient fantasmer sur l'adolescente vierge comme seul vrai objet sexuel de ses désirs. Il en vint à faire une véritable fixation sur les mineures de cette tranche d'âge avec une prédilection pour la gamine aux traits fins, bien

ciselés, au corps gracile, mince et au teint clair. C'était tout l'archétype de la petite fille Peuhl, peuple nomade éleveur issu de l'Afrique de l'Ouest et descendu du Tchad à la recherche de pâturages pour leurs troupeaux de bovins. L'herbe abondante en toute saison les a finalement sédentarisés dans l'Ouest de la Centrafrique, du Nord au Sud. Ils ont introduit l'élevage du gros bétail dans le paysage de ces zones jusqu'alors exclusivement agricoles. Difficilement ils ont converti de rares locaux à cette nouvelle activité mais sur le fond les besoins d'espace pour l'élevage des uns et pour les cultures des autres restaient des sources de conflits sporadiques et récurrents. Les nouveaux arrivants étaient plus tolérés qu'acceptés : la réussite financière et sociale de quelques-uns de ces immigrants excitait la convoitise des autochtones et exacerbait leur jalousie d'autant que cette aisance à prospérer apparaissait à leurs yeux comme la preuve de leur incapacité à tirer des richesses de leur propre sol.

Kolingba entreprend une première visite dans la région comme le ferait tout dirigeant soucieux de rester en contact avec son peuple et d'être à l'écoute de ses doléances. Parmi les notables qu'il rencontre, un berger fortuné se porte au premier rang, bien décidé à se faire connaître du président, ce qu'il réussit au terme de maintes courbettes, de battements de coulpe bien étranges pour les notables du lieu, de mots de louanges psalmodiés avec un accent comique dans la langue nationale, toujours la tête baissée et les yeux mi-clos en signe de respect proche de la servilité. Son accoutrement dans un grand boubou à la riche broderie dorée dans un pays où toute personne aisée se met plutôt en costume-cravate dans les cérémonies officielles leva les derniers doutes au président pour le situer : c'était un immigré ouest-africain fortuné et bien sûr musulman. Tel qu'il se présentait, le président ne pouvait que lui tendre la main pour le saluer. Il plongea en avant et ses deux mains se refermèrent sur celle du président qu'il garda tout le temps qu'il psalmodiait des mots cette fois incompréhensibles de l'assistance comme s'il priait et invoquait la grâce du Dieu de sa religion sur l'hôte officiel de la cérémonie. Celui-ci en fut à la fois impressionné et attendri puisqu'il accepta d'ajouter au programme de la visite une halte au domicile du berger pour une courte réception. Tout

compte fait ce fut plutôt un vrai banquet où personne de la nombreuse suite du président ne fut oublié.

Kolingba fut servi dans le meilleur coin du salon par l'une des jeunes filles de la maison, certainement la plus belle. Elle était à l'âge où les adolescentes allient l'insolence et l'effronterie de l'enfance avec le charme pervers et inconscient de la puberté naissante. Le président était subjugué. Il s'intéressait plus à la servante qu'aux mets qu'elle lui servait. Il s'en ouvrit selon le code entendu au directeur de protocole qui savait les contacts à prendre avec les parents et les nouveaux ajustements à faire au programme de visite au cas où une nuit devait s'avérer nécessaire au président pour un début d'intimité avec la nouvelle conquête. Au moment de se quitter, le président se vit offrir plusieurs têtes de bétail ; le berger se chargeait également de continuer d'en assurer l'élevage et la surveillance : tout le monde comprit et assimila ce cadeau à la dot qui scellait durablement l'union qui venait de se conclure ; en immigré avide de reconnaissance, en bon Peuhl connu pour son intelligence et son opportunisme, et enfin en sujet ouest-africain adepte du mariage précoce, le père de famille n'a pas été choqué que sa gamine soit déjà à cet âge convoitée comme objet sexuel par un adulte. Il était plutôt enchanté quand il listait rapidement dans sa tête tous les avantages qu'il allait tirer de cette liaison délictueuse équivalant à un détournement de mineure. Il était plus qu'honoré que le président entrât dans sa famille qui gagnait enfin la place qu'on lui refusait dans la communauté malgré sa fortune. La gamine fut mise dans une villa sous bonne garde en attente des visites épisodiques pendant lesquelles le président l'honorait et lui faisait des enfants. Elle mûrissait dans la solitude de l'attente de son illustre époux pour des étreintes trop brèves et à des intervalles toujours trop longs. En récompense, le père était promu chef de village et maire de commune ; il était désormais un notable à la tête d'une communauté avec laquelle il n'avait aucun lien historique ni culturel.

Cette scène s'était jouée à répétition pendant les visites qu'effectuait Kolingba dans l'Ouest du pays en ses diverses

zones d'élevage du gros bétail où prédominait l'immigration peuhl ouest-africaine. Avec le recul de trois décennies depuis la fin de l'ère Kolingba, deux stigmates des turpitudes de cette époque apparaissent clairement à l'observation. De ses unions matrimoniales, le président a produit une abondante progéniture dans diverses zones de la région. Quand ils ne sont pas en grand boubou, ces enfants sont assimilables à tous les autres et acceptés par la population ; aussi le moins qu'on leur souhaite pourrait-il être qu'une fois leur intégration à la communauté autochtone achevée, ils contribuent efficacement à celle de leurs parents car patiemment menée jusqu'à l'assimilation cette intégration pourrait calmer les frustrations et les récriminations générées par la promotion artificielle des Peuhls dans la région. Les autochtones acceptent mal que, pour remercier les parents de ses jeunes concubines, le président ait choisi de violer les coutumes et règles séculaires qui gouvernent leur vie en nommant à la tête de plusieurs de leurs communautés ses beaux-parents, des bergers peuhls certes fortunés mais anciens nomades sans racine locale. En conséquence, la chefferie traditionnelle assise sur le totem autour duquel se rallient et se reconnaissent les membres du clan, la succession du chef décidée selon la filiation et organisée selon un rituel immuable, les us et coutumes en vigueur, le fondement entier de leur société a été méprisé, agressé, ébranlé jusqu'à son socle et bouleversé. Les populations autochtones de la région s'estiment confrontées à une volonté manifeste d'effacer leur culture et de les faire disparaître en fin de compte. Chaque jour qui passe renforce leurs craintes quand ce sont en effet des Diallo, des Mohammed, des Diakité et autres Abdoulaye et Aboubacar qui sont devenus chefs de collectivités et parlent désormais en leur nom : des gens dont elles ne savent pas d'où ils viennent, dont elles ne connaissent ni la filiation, ni les ascendants, encore moins la moralité, le niveau de probité ou de noblesse. Et c'est entre ces mains totalement inconnues qu'on leur impose de confier la destinée de leurs communautés.

Kolingba a ainsi réussi à déstabiliser toute une région pour longtemps. L'a-t-il fait sciemment selon un plan concerté ? Certaines pistes pointeront vers une réponse positive. En effet,

si on retient qu'il est issu de la petite classe paysanne et que même président de la République en visite de courtoisie, il s'obligeait à rester debout tant que le chef de terre du Mboumou à l'Est du territoire national ne l'avait pas invité à s'asseoir, tout le monde comprend lorsqu'il se retrouve à l'Ouest, que son vœu le plus cher et le plus urgent puisse être de n'avoir plus jamais à subir les humiliations du protocole coutumier et encore moins dans une autre région. La peur au ventre il a laissé libre cours à sa rage d'en finir avec ces frustrations ; le soudard endormi en lui s'était réveillé et du plus profond de lui-même il criait sa rage : je conchie la chefferie traditionnelle ! Et cela avait tout d'une revanche personnelle. Il a donc pris un réel plaisir à remplacer les chefs traditionnels par d'obscurs aventuriers totalement étrangers aux communautés locales ; ce faisant, il était assuré que ces promus seraient toujours des obligés couchés à ses pieds. La région était connue pour avoir résisté vingt années durant à la colonisation française ; depuis lors elle était restée une région de contestation animée par les descendants d'anciens guerriers sourcilleux, fiers et prêts à se battre pour défendre leur honneur et leurs droits ; en détruisant leur totem, en bouleversant les structures qui fondent leur culture et leur personnalité, le président travaillait également au déracinement et à la dépersonnalisation durables de ces fiers à bras et de leurs enfants qu'il entendait réduire en une masse amorphe, docile et manipulable à merci.

Kolingba aura momentanément atteint son objectif de déstabilisation. A l'analyse des résultats de cette opération, il apparaît en effet que l'esprit séditieux et la contestation politique ont été laminés ; en même temps l'athlète baya, élancé, musclé, fier et volontaire, l'archétype du guerrier du Congo-Wara a fait place à son ombre désorientée, pauvre, famélique, paresseuse et sans personnalité, prête à toutes sortes de compromissions ou à détalier devant l'adversité plutôt qu'à la confronter. Les étrangers dont on a favorisé l'installation ont rapidement et facilement pris le pas sur la population affaiblie par la perte de ses repères. Ils sont entrés dans la communauté avec de nouveaux comportements y compris la délinquance jusqu'alors inconnue des autochtones. Dans cette région, un

enfant de huit à dix ans pouvait aller à pied ou à vélo sur les routes et parcourir des kilomètres seul pour rendre visite à ses grands-parents sans autre risque que la rencontre avec une bête fauve. Il était d'autant plus en sécurité que, sur ce parcours, toute personne adulte ou jeune rencontrée sur son chemin se considérait comme son père, sa mère, son frère ou sa sœur et il pouvait compter sur leur aide. Désormais, avec ces étrangers infiltrés dans la communauté et ailleurs sur ces terres on enlève des enfants contre rançons ! Certains, parmi les plus intrépides, malhonnêtes et nuisibles, se sont constitués en groupes de hors-la-loi qui ont pris toute une zone en otage et vivent sur la population. La disparition de la cohésion a créé dans la population de nombreux points de faiblesse qui ont permis l'émergence et le développement de cette insécurité alimentée par la délinquance des éléments allogènes avec la participation par effet de contagion de fils égarés des communautés locales.

Kolingba avait jusque-là tout reçu sans déployer le moindre effort ; même le pouvoir lui avait été servi sur un plateau. Il n'avait pas de raisons de craindre de le perdre d'autant que l'entourage de zélés thuriféraires, qui l'avaient complètement coupé de la réalité sociale du pays, l'abreuvait continuellement de sornettes sur la grande popularité dont il jouissait dans l'opinion générale, popularité légitimement méritée eu égard aux succès éclatants de l'action gouvernementale ; ces parasites étaient passés maîtres dans l'art de flatter son ego dans l'espoir d'une promotion ou de quelques gratifications. Alors vint le moment de renouveler son mandat et le président accepta de bonne grâce de se plier à cette formalité ; il entra en campagne avec confiance. Une fois sur le terrain il fut confronté à une tout autre réalité ; à l'entrée de Sibut il fut accueilli par des chèvres et des porcs regroupés sur un podium et habillés des t-shirts marqués au slogan de sa campagne ; la population non seulement avait retrouvé la liberté de la parole mais encore les messages qu'elle lui envoyait n'étaient vraiment pas ceux qu'il s'attendait à voir ou à entendre. Il déchantait très vite et le scrutin populaire démocratiquement exprimé lui infligea la plus cinglante des

sanctions rarement subies pour un chef d'Etat africain candidat à sa réélection : il ne passa même pas le premier tour !

Patassé : le grand rendez-vous manqué avec l'histoire...

Le tombeur était Ange-Félix Patassé qui était tout sauf un inconnu sur l'échiquier politique centrafricain mais cela suffisait-il à expliquer le rejet franc et massif de Kolingba et de sa politique ? Cheval de retour, vieux briscard rompu à toutes les combines financières et combinaisons politiques, Patassé fut sans interruption ministre de Bokassa à la tête de différents départements ; en tant que Premier ministre il organisa somptueusement son couronnement comme Bokassa 1^{er}, empereur de Centrafrique. Il était sorti indemne des passes difficiles de sa collaboration avec Bokassa devant qui il avait régulièrement plié sans rompre. Diverses péripéties de ce long tandem politique reprises par la rumeur et racontées sur l'air d'une épopée avaient fini de consacrer la grande intelligence de Patassé. A la longue cela lui a forgé une stature d'homme d'Etat capable d'assurer l'alternance au pouvoir lorsque viendrait le temps du changement. Alors, pour ce scrutin de renouvellement de mandat, Patassé était revenu opportunément du Togo où le président sortant l'avait relégué en exil. Il entendait jouer à fond son statut de victime de l'intolérance politique ; et cela se révéla une ficelle électorale porteuse et efficace puisque les peuples profondément affectés par diverses frustrations causées par la gestion calamiteuse de Kolingba se reconnurent en lui et l'adoptèrent aussitôt par solidarité. Ils se soudèrent derrière lui dans sa quête du pouvoir.

Patassé était devenu un homme neuf. Et il fut brillamment élu. Tous avaient oublié que, s'il n'avait peut-être pas été associé intimement et régulièrement, il était certainement le seul homme politique centrafricain qui avait accompagné Bokassa de bout en bout dans ses frasques et ses exactions. Il était ministre de Bokassa président à vie et maréchal. Il était le Premier ministre du dernier gouvernement républicain qui avait préparé et couronné Bokassa empereur. Il

avait rang de Premier ministre à la Cour quand l'empereur ordonna de tirer sur les enfants dans les rues de Bangui. Tels des naufragés désespérés pour qui tout corps flottant devient une bouée de sauvetage, les peuples minés par les frustrations de la période Kolingba avaient vite fait d'absoudre Patassé de toutes les fautes liées à ses mauvaises fréquentations antérieures. Sans effort et avec bonheur ils préféraient se souvenir qu'il était un cadre de haut niveau technique, ingénieur d'agriculture formé à bonne école en France. Ils aimaient à se convaincre qu'il avait été otage plutôt que collaborateur de Bokassa ; ils s'émerveillaient devant son intelligence, sa maîtrise des relations humaines et de la diplomatie, tout savoir-faire et entregent qui expliquaient sa longue survie sans dommages aux côtés d'un autocrate atrabilaire et brutal. Au bout du compte, la population était parvenue à se donner de solides raisons de fonder de grands espoirs sur le mandat de Patassé qui bénéficiait alors d'un niveau de confiance que seul Boganda pouvait avoir égalé en son temps.

Patassé prit fonction. Lors de son investiture, certains croient l'avoir vu se tromper et avoir levé la mauvaise main pour jurer sur la constitution. Déjà la scoumoune dès les premières heures du nouveau régime ! L'euphorie du pouvoir retrouvé après plusieurs années de privations en exil fit oublier au nouveau président que la population l'avait élu en sanction des insuffisances de son prédécesseur. Au premier rang de ces insuffisances figuraient celles qui avaient produit les plus grands dégâts dans l'opinion publique et qui se rapportaient aux faits de tribalisme, de népotisme, de favoritisme et aux prédatons opérées sur des biens publics en cercle familial fermé. Mais Patassé se priva même de l'analyse de la situation politique et sociale qui lui aurait montré ces erreurs à ne pas commettre ; d'autant que tout l'y préparait, à commencer par son équipe de campagne et bientôt de gouvernement ; celle-ci ne faisait aucun mystère de son intention de prendre une revanche justifiée sur Kolingba et sa famille politique en rendant coup pour coup. En clair, les nouveaux promus se disposaient à refaire les mêmes erreurs. Il y avait comme un aveuglement ou un semblant d'inconscience dans l'approche

annoncée pour la gestion prochaine des affaires de l'Etat ; à moins de se convaincre que les mêmes causes ne produiraient pas les mêmes effets sur la même population, on allait allègrement procéder à un changement d'hommes pour continuer la même politique, celle qui venait d'être condamnée par une majorité respectable de citoyens. Inexpérience, incompetence, absence de vision politique ou cynisme tout simplement ? La question reste ouverte au débat.

Patassé, homme d'Etat aspirant à la magistrature suprême en Centrafrique, condamné pour activités subversives et exilé au Togo, convole en justes noces officielles avec une femme de son pays d'accueil ; on apprend ensuite que l'heureuse élue est une péripatéticienne vendeuse ambulante de fruits et légumes. Comment expliquer qu'une figure de proue nationale descende aussi bas dans les couches sociales togolaises pour se choisir une compagne ? Le choc de l'exil l'aurait-il dépersonnalisé au point de lui faire oublier sa position et son statut social ? Avait-il perdu tout espoir de revenir au premier rang dans son pays ? L'ennui et le blues de l'exil pesaient-ils à ce point qu'il lui fallait se rabattre sur n'importe quoi pour tromper sa solitude ? On se console ou on se rassure comme on peut en pensant que cela pourrait bien avoir été un geste de gratitude en réponse typiquement africaine au bon accueil reçu du pays hôte car évoquer l'amour dans le cas présent ne paraît ni évident ni probable ; le saura-t-on jamais, le cœur n'est-il pas le seul à connaître ses raisons ? Cependant, dès le moment où Patassé est descendu de l'avion suivi de sa nouvelle compagne et a foulé le sol centrafricain, un drame s'est noué immédiatement : il avait maintenant deux épouses ! Laquelle deviendrait la Première Dame à son investiture à la présidence de la République ?

Quelques années plus tôt, pendant que Patassé était exfiltré de l'Ambassade de France à Bangui pour Lomé, son épouse Lucienne Patassé et les enfants étaient bloqués dans la maison familiale au PK 10 en face de l'ORSTOM. Durant plusieurs heures un détachement de l'armée aux ordres de Kolingba avait tenu la villa sous la pluie des obus de canons de ses chars, ne laissant debout que quelques pans de mur sans le

toit qui avait volé en éclats dès les premiers tirs. Tard dans la nuit, l'escouade satisfaite s'étant retirée, de jeunes intrépides du quartier avaient extrait des décombres, en haillons et couverts de poussière, Lucienne Patassé et ses enfants. Tous étaient indemnes ! Lucienne était sortie grandie de cette épreuve où le pouvoir était apparu à la fois faible et sanguinaire ; elle était également confortée dans sa détermination à porter la contradiction à ce régime de terreur et continuer d'animer et de faire vivre l'esprit de l'opposition cher à son époux exilé. Elle aménagea dans une autre villa où elle éleva dignement ses enfants, veillant à leur sécurité et accompagnant avec attention leur scolarisation. Elle consacra le meilleur de son temps à l'animation politique au sein du parti MLPC ; elle fut élue députée et entra à l'Assemblée Nationale. Elle maintint vivaces le souvenir, l'image, l'esprit et les idées de son époux : le résultat de ce travail fut donné à voir concrètement ce jour du retour de son époux au terme de plus de dix années d'exil. Arrivé à l'aéroport de Bangui, l'exilé Patassé fut accueilli par une foule en liesse et porté aux nues comme s'il n'avait jamais quitté le pays aussi longtemps. Pour tous ceux qui l'acclamaient ce jour-là il ne faisait aucun doute, Patassé allait se remettre en ménage avec Lucienne. La polygamie est inscrite au code civil ; Bokassa avait pris jusqu'à quatre femmes officielles y compris une Roumaine ! La population compréhensible était disposée à ne lui tenir aucune rigueur du côté scabreux de son second mariage eu égard à sa position d'homme d'Etat. Lucienne restait la première épouse et la mère de ses grands enfants ; elle était la « Nationale » connue et adulée. Contre elle et pour menacer ses prérogatives légitimes il faudrait proposer en face mieux qu'une dame sortie des ornières et dont on ne savait rien ni du passé ni des ascendants. Nul doute, Lucienne était promise au statut de Première Dame de Centrafrique.

Et ce fut le coup de tonnerre ! Contre toute attente, Patassé choisit de promouvoir Angèle, la Togolaise, comme Première dame de Centrafrique. Est-ce parce que « Angèle » rimait bien avec « Ange », son prénom ? Quel argument a pu le faire plier à cette décision ? Le choix s'est-il fait dans la douleur ? On se souvient qu'à différentes époques de ce régime

et plus particulièrement pendant les dernières années quand il était confronté à différents problèmes, l'empoisonnement par la boisson ou la nourriture était utilisé comme arme politique et était devenu une pratique commune autour du président ; d'illustres proches collaborateurs en furent mortellement victimes. On n'a jamais su qui maniait le poison, mais ceci aurait-il eu un lien avec le choix de la Première dame ? Plus clairement, le président, au fait de cette menace potentielle sur sa vie, aurait-il fait le seul choix, certes contraint mais pertinent qui avait pour effet immédiat et définitif de le préserver de toute surprise fatale dans sa nourriture ou sa boisson ? Il se serait ainsi soustrait au stress de l'épée de Damoclès pour travailler dans la quiétude. Mais ce choix du président produisit l'effet dévastateur que beaucoup craignaient ; il surprit et déçut la majorité des Centrafricains. Lucienne le prit à juste titre comme un acte d'ingratitude et une injustice inqualifiable. Elle ressentit le choc de l'annonce de cette décision au plus profond d'elle-même et quand le président cessa de l'honorer de ses visites, elle s'enfonça progressivement dans l'alcoolisme et la dépression mentale. Elle s'efforçait de faire bonne figure en public mais pour ceux qui la voyaient dans l'intimité elle n'était plus que l'ombre d'elle-même. Elle mourut dans l'indifférence de son ex-époux. Montage intentionnel ou bavure technique regrettable, la télévision nationale montra le président tout rigolard et heureux en train de recevoir des hôtes de marque en son cabinet juste après avoir annoncé le décès de celle qui l'avait accompagné dans sa lutte pour le pouvoir et qui aurait mérité d'être Première dame en récompense de toutes les privations et brutalités qu'elle avait endurées.

Lucienne est une Lémotomo, un nom qui compte dans l'Ouest du pays et en particulier dans la région de l'Ouham que le « vieux » Lémotomo représenta brillamment comme député à l'Assemblée nationale aux premières heures de l'indépendance du pays. Les Baya, ethnie majoritaire de la zone, furent choqués par cette débauche de muflerie, considérèrent l'injure faite à la « fille du Vieux » comme un affront fait à leur région et solidairement se détournèrent de Patassé. A la suite de ce mouvement de défiance, le président perdit le soutien de

presque toute la région puisque, même s'il en était issu, il ne pouvait compter localement que sur sa seule ethnie, autant dire sur pas grand-chose numériquement. Les Souma-Kaba-Ngambaye, son ethnie, sont un appendice du grand groupe tchadien Sara. Ils s'en étaient détachés totalement et avaient migré en un mouvement continu vers le Sud jusqu'à ce que les Baya les sédentarisent stratégiquement en zones tampons d'où leur assistance pouvait s'avérer utile pour retarder une attaque éventuelle sur leur territoire par des esclavagistes venant du Nord. Ils demeurent minoritaires, véritables sous-groupes intégrés aux activités socio-économiques mais sans visibilité évidente ni poids politique convaincant. Patassé était un fils et l'un des premiers cadres supérieurs de l'Ouham. Que la région en arrivât à le rejeter publiquement devait être une décision aussi difficile que douloureuse et la preuve que la population avait été sérieusement ébranlée, déçue et dégoûtée par son comportement. En effet, durant son mandat et malgré ses efforts pour renouer, Patassé ne parvint jamais à retrouver les faveurs de la région ni à regagner ce fief électoral qu'il devait en réalité à son épouse Lucienne.

En dépit ou peut-être à cause de l'immense espoir qu'il avait suscité au départ, les deux mandats inachevés de Patassé furent globalement un pitoyable gâchis. Le président dérogea à l'analyse en profondeur des différents maux de la société nationale qui avaient fait son succès et l'échec de son concurrent ; forcément, il ne tira aucune leçon de la dérive tribale fatale à Kolingba ; il ne tira aucune leçon qui lui permît de concevoir et d'asseoir la gestion des affaires de l'Etat sur de nouvelles bases prenant en compte les aspirations de l'ensemble de la population à de meilleures conditions de vie. Il ne se douta pas que les « parents et amis » unis dans le parti MLPC pour le porter au pouvoir n'étaient nullement animés du noble objectif de provoquer une alternance démocratique devant conduire à un changement véritable, une gestion transparente des affaires de l'Etat et une distribution équitable des richesses générées. Envieux, frustrés, mesquins, pauvres et en situation précaire pour la plupart, ces assoiffés de pouvoir attendaient plutôt que leur tour arrivât pour se venger des hommes de l'équipe

sortante, faire comme eux contre eux. Alors, comme au temps de Kolingba, le cercle tribo-familial se referma sur le président Patassé; il comportait cette fois un appendice togolais animé par la première dame, son frère et quelques affidés ; c'était l'aile de l'affairisme chargée de la mise en œuvre des projets d'enrichissement personnel échafaudés pendant les longues soirées d'exil au Togo.

Patassé avait une élocution particulière, un débit ralenti à souhait coupé de syncopes à peine perceptibles suivies d'emphase mise sur les derniers mots de phrases ou de groupes de substantifs, une sorte de « rap slow » sans l'accompagnement musical qui ne manquait cependant pas de captiver et de charmer son auditoire ; mieux, il a fait des émules et des imitateurs jusque dans la classe politique il est vrai de niveau intellectuel limité et prête à s'émerveiller de tout et de rien comme une occasion de faire plaisir au chef et se faire remarquer de lui. Tel Démosthène s'insérant un galet sous la langue pour déclamer des vers sur la plage en essayant de dominer le bruit des vagues de la mer, Patassé a mis au point ce subterfuge orthophonique pour gommer son bégaiement. Il a dû s'entraîner de façon opiniâtre ; le résultat est à ce point parfait que peu de ses compatriotes même parmi ceux qui le côtoyaient quotidiennement savaient qu'il était bègue. Il s'était ainsi créé son propre style d'éloquence, essentiel et efficace pour l'homme politique qu'il était, constamment appelé à prendre la parole en public. Patassé installé à la tête de l'Etat, on eut pour une même période de gestion Hugues Debozendi un bègue à la présidence du Parlement et Jean-Luc Mandaba tout aussi bègue à la Primature. Cela aurait-il suscité quelque inquiétude à la population si elle avait su qu'il n'y avait rien moins que des bègues à la tête des trois principales institutions de l'Etat? Généralement, l'opinion publique traite de tels épisodes au niveau du fait divers, tout au plus comme une curiosité juste bonne à inscrire au Guinness Book ; pourtant, certains observateurs de la politique nationale y virent l'expression d'une étape franchie dans la dégradation de l'image et de la santé du pays. Sur le ton de l'empathie pour certains ou de l'impuissance pour d'autres, à la manière de mauvais médecins

trop rapidement limités dans leurs capacités diagnostiques et thérapeutiques, ils clamaient que de paraplégique incapable de décoller économiquement, le pays venait d'entrer dans une nouvelle phase de sa détérioration physique : la tête de l'Etat était maintenant atteinte en son aire de phonation ! Ces critiques avaient un point commun : elles émanaient de cadres occupant des postes de hautes responsabilités et bien au fait de la situation dont ils exagéraient dans leur analyse les possibles conséquences ; ils croisaient fortement les doigts pour que les choses se consolidassent en l'état et qu'on n'en restât qu'au stade du bégaiement. Secrètement, ils priaient le ciel de nous éviter le pire, l'aphonie qui enfermerait ces dirigeants dans le mutisme, éteignant du coup la voix déjà frêle du pays dans le monde et précipitant sa disparition du concert des nations.

La classe politique nationale restait pitoyablement pauvre d'autant qu'elle manquait chroniquement de la moindre relève nécessaire à son enrichissement, sa diversification et son renouvellement. Avec la vigueur égale à sa volonté de se fossiliser sur les postes de responsabilité, elle s'ingéniait régulièrement à décourager toute initiative de formation de ressources humaines de haut niveau. A l'indépendance, la colonisation avait passé la main à une majorité de cadres moyens issus de l'enseignement primaire et sortis du rang pour se former à la politique sur le tas. Sans exception ils étaient des agents stipendiés par l'Etat et comptaient parmi ses meilleurs fonctionnaires. Aucun n'avait travaillé dans le secteur privé pour se soucier des résultats et du bilan de sa gestion. Aucun n'avait eu à gérer une ville ni même une communauté à l'échelle d'un village pour donner un sens concret à la mission de se mettre au service du public. Ils étaient fonctionnaires pour l'avantage de pantoufler à un poste avec salaire garanti à la fin du mois jusqu'à la retraite sans risque de renvoi pour incompétence ou malversations. Ils n'avaient aucune raison de changer de comportement ; ils seront continuellement à la recherche des opportunités de gain qui pointeront sous les offres de services de l'administration ; une fois en poste ils procéderont de la manière la plus efficace pour rapidement détourner le maximum de ressources pour eux-mêmes au

détriment de l'Etat et du public. Dans leur collaboration avec l'Etat ils réagiront toujours en chef de famille, égoïstement concentrés sur leurs intérêts propres et ceux de leurs dépendants. La vision altruiste du leader politique qui ambitionne de sortir son pays et la population de la misère ne parlera pas concrètement à ces braves. D'un certain point de vue ils sont entrés en politique comme on postule et accède à un nouveau poste, une nouvelle position offrant un meilleur salaire et plus d'avantages, avec la satisfaction de la réussite personnelle et le souhait que tout cela ne s'arrête jamais. On les dit cadres politiques et dirigeants mais ils sont de purs produits de l'égoïsme qui ont besoin de maintenir la population dans l'obscurantisme pour durer. Trop conscients d'occuper des positions qu'ils ne méritent guère, mus par la volonté farouche de s'accrocher aux privilèges induits, ils refuseront de collaborer avec des cadres normalement formés et compétents pour occuper ces postes ; ils leur créeront toutes sortes de problèmes à seule fin de les décourager et leur faire quitter le pays parce qu'ils constituent des menaces sur leur position et ses avantages. La population a pris l'habitude d'entendre les mêmes noms cités et les mêmes voix, ou de voir les mêmes visages revenir à la tête des différentes institutions de l'Etat. Chaque changement annoncé se réduit à de simples permutations sur des postes. A la longue ces hommes politiques sont devenus interchangeables ; ils ont réussi à convaincre nombre de leurs compatriotes qu'ils sont indispensables et par conséquent irremplaçables. Mais au fond d'eux-mêmes ils savent qu'ils sont des escrocs politiques, parasites de l'économie nationale ; leurs positions et privilèges ne reposent que sur l'arriération politique de la population qu'ils maintiennent dans l'ignorance de ses droits. Ils dorment d'un œil, perpétuellement hantés par la contestation sociale qui les balaierait. Ils savent cette issue des mouvements de revendications sociales inéluctable pour peu que les forces de répression, qu'ils entretiennent à grands frais, se laissent déborder une seule fois. Ils redoutent chaque jour ce saut dans le vide synonyme de leur effacement politique.

Patassé manquera d'inspiration pour ses premières nominations. En bon doctrinaire des syndicats étudiants africains de France et fervent adepte de la dictature du parti, c'est pratiquement par réflexe naturel qu'il nomme un proche parent et membre de son parti, le MLPC, à la primature pour constituer et conduire le gouvernement. Cadre sorti du rang, le promu était depuis quelques années en formation continue sur le tas, au gré des réactions viscérales ponctuelles, inorganisées et sans lendemain que le parti, en opposition brouillonne, utilisait pour continuer d'exister ou de survivre le temps nécessaire pour parvenir à l'heure du prochain changement. En langage d'opposition couleur locale traduit en clair, il n'y a jamais une opposition nationale travaillant à bâtir une majorité autour d'un projet innovant de société pour une alternance véritable à la tête de l'Etat. Si c'était le cas elle se soucierait de disposer d'un programme de gouvernement ; si c'était le cas elle se soucierait également de constituer une équipe de cadres politiques avec des profils de compétences techniques reconnus dans les principaux domaines de la gestion administrative et du développement socio-économique. En vérité, l'opposition attend que vienne son heure et elle procède à la substitution de ses hommes aux différents postes rendus vacants par le pouvoir sortant. Et pendant le temps de son mandat l'opposition devenue la majorité présidentielle assurera une sorte d'intérim aux différents postes. Ces derniers sont d'ailleurs distribués aux proches en fonction des liens familiaux et tribaux, de la fidélité, de la loyauté et de la force d'allégeance au chef, et en règlement de dettes morales ou financières ; en l'absence d'un plan ou programme de gouvernement rarement prévalent le mérite et le souci de responsabiliser des cadres capables de produire des résultats pour faire progresser le pays en donnant une réponse effective et efficace à ses nombreux problèmes de pauvreté. Aussitôt les affidés rodés à la tâche au bénéfice des précédents gouvernements à la faillite desquels ils ont survécu monopoliseront une nouvelle fois les différents médias pour rebattre les oreilles de la population et l'assurer de l'inébranlable engagement du président et de son gouvernement à lutter contre la pauvreté ; pourvu que la population s'endorme sur sa misère pendant qu'on festoie à ses dépens.

Sans surprise, les membres de l'équipe sortante acceptèrent difficilement de perdre leurs sources de revenu et de privilèges ; et de voir les nouveaux promus aux postes jouir des avantages qui étaient les leurs hier déclencha la révolte en leur sein. Les membres du premier cercle, qui perdaient énormément dans cet échec et entamaient une période indéterminée de disette, prirent à parti le président déchu pour n'avoir pas pu ou voulu user de moyens même les moins avouables pour influencer le scrutin en sa faveur et conserver le pouvoir. Ils lui reprochaient de s'être laissé bernier par les promoteurs du discours de la Beaulieu ; pour eux les félicitations que reçut le président pour avoir reconnu la vérité des urnes et accepté le choix de la population n'étaient que fadaïses et basses flatteries de ces escrocs du Nord rompus à toutes les ruses pour tromper des dirigeants naïfs au Sud du Sahara. Ces soi-disant promoteurs de la démocratie ont ainsi les mains libres pour s'ingérer sans état d'âme ni vergogne dans les affaires intérieures des autres pays en violation flagrante de leur souveraineté. Et pour bien montrer à Kolingba quel exemple singulier avait été son échec aux élections, ces « parents » ne manquaient aucune occasion de lui rappeler que, lorsqu'un chef d'Etat africain se décide enfin à aller aux élections après qu'il a subi toutes les pressions imaginables de la communauté internationale, depuis les conseils, les demandes de plus en plus pressantes et les rappels jusqu'aux admonestations et aux ultimatums, il les organise pour les gagner, jamais pour les perdre. Le président les a mis dans une situation d'attente inconfortable : pour survivre politiquement ils devront animer une opposition démocratique au nouveau régime ; dans cette perspective il leur faut élaborer un programme d'action et le promouvoir comme alternative autour de laquelle ils bâtiront la nouvelle majorité d'alternance. Ils se retrouvent alors devant une contrainte insurmontable : ils ne se sont jamais embarrassés d'un programme de gouvernement ; ils ont toujours navigué à vue, traitant les problèmes tels qu'ils se présentaient les uns à la suite des autres, l'objectif principal étant de maintenir l'ordre et de tenir en respect les excités qui trouvent toujours à objecter à la gestion des richesses du pays par le gouvernement. Ils ne se

sont jamais préparés à aucune des tâches de l'opposition démocratique. Ils ne savent que gouverner ! Cela justifie en quelque sorte et décuple leur impatience à reprendre les rênes du pouvoir. L'empressement à réoccuper leurs anciens fauteuils exclut de passer par l'animation d'une opposition et la construction d'une alternance démocratique. Leur marge de manœuvre se limite à une seule alternative, celle d'un coup de force pour imposer le changement. Ils vont donc créer l'insécurité, troubler la paix sociale pour paralyser l'action du nouveau gouvernement ; ils vont susciter des émeutes et des mutineries au sein des forces armées pour déstabiliser définitivement le pouvoir.

Patassé et son gouvernement vont essayer un coup d'Etat manqué revendiqué par le président déchu et au moins deux mutineries des éléments de l'armée nationale se réclamant de la tribu yakoma, sans compter quelques émeutes, des grèves téléguidées et des conjurations vraies ou supposées, diverses actions subversives menées dans le seul but d'empêcher le gouvernement de travailler, les institutions de fonctionner, l'économie de tourner, et à terme de déstabiliser assez sérieusement le régime pour le faire tomber. L'insécurité gagna tout le pays ; dans la capitale Bangui elle était estimée au niveau 3 de l'échelle des Nations Unies ; elle était déjà assez préoccupante pour que toutes les coopérations réduisent leur personnel étranger à l'essentiel et le mettent sous régime de repos de récupération intermittent après avoir rapatrié les familles. Un détachement de l'armée française stationnait alors à Bangui en application des termes d'accords de défense conclus aux premiers jours de l'accession du pays à l'indépendance. Le président espérait un engagement sans réserve du détachement aux côtés de son gouvernement pour rétablir l'ordre ; la réponse qu'il reçut ne le surprit point mais elle le peina profondément. Il saisit l'occasion et dénonça partiellement les accords. Le gros des troupes françaises stationnées sur le sol centrafricain migra au Tchad et cela sonna comme une victoire pour Patassé. Aussitôt il se tourna vers le guide libyen qui le renfloua en armes et en troupes. Mais le président devait estimer n'avoir pas atteint le niveau de feu

suffisant pour contenir définitivement les émeutes ; il fit appel à Jean-Pierre Bemba et ses milices de Banyamulengés , des hordes de génocidaires rwandais sans foi ni loi, qui se ruèrent sur la ville et ses quartiers comme une nuée de criquets pèlerins fondrait sur des cultures mais dans le cas d'espèce pour piller, violer et tuer. La population désarmée livrée sans défense à ces sévices par celui qu'elle acclamait hier comme un sauveur se demandait quelle faute elle avait dû commettre entre-temps pour mériter une telle punition. La horde, éclatée en petits groupes d'hommes et de femmes drogués et mal à l'aise dans des uniformes que visiblement ils portaient pour la première fois, ratissait par îlots les habitations, passant d'une maison à l'autre. Ils ciblaient plus volontiers les demeures cossues où il y avait plus à manger et à prendre. La vue d'un salon bien décoré décuplait leur haine des occupants qu'ils rançonnaient lourdement et quand ils ne les tuaient pas, ils ne les quittaient qu'après leur avoir fait subir toutes les humiliations et les derniers outrages. Lorsque viendra le moment de porter un jugement sur cet épisode douloureux de l'histoire du pays, les avocats devront veiller, après avoir obtenu devant les juridictions pénales internationales la juste qualification de ces crimes, non seulement à ce que justice soit rendue aux nombreuses victimes des sévices, en particulier les femmes violées mais également à ce que les investigations en instruction de l'affaire soient conduites en profondeur afin de situer clairement les responsabilités des différents protagonistes, à commencer par Jean-Pierre Bemba que la justice belge tient déjà à sa disposition sous les verrous pour finir par le président de la République et son chef d'état-major des armées.

A l'époque de ces évènements, personne en Afrique Centrale n'ignorait les faits de cruauté contre les populations rapportés à l'actif des troupes de Bemba, meutes d'hommes et de femmes assoiffés de sang, rebelles indisciplinables, hommes de main et tueurs à gages, occasionnellement à la solde de qui peut leur fournir gîte et soupe en attendant un prochain coup de force. Patassé ne pouvait ignorer que ces séides étaient des miliciens qui traitaient la population avec toutes ses composantes y compris les enfants indistinctement comme des

ennemis à éliminer. Patassé comme tout le monde en Afrique Centrale savait que, partout où ces hommes entraient, ils créaient le chaos qui leur permet de commettre toutes les exactions possibles depuis les pillages, les viols jusqu'aux massacres d'innocentes vies. Première question : quels étaient alors les termes de référence exacts de la requête du président à son frère Bemba pour une assistance militaire de ses hommes en Centrafrique ? A Bangui la meute de ces chiens enragés s'est focalisée sur *les 200 villas* et les quartiers Fou et Boy-Rabe, des zones résidentielles occupées par la classe moyenne et l'opposition au pouvoir. Deuxième question : qui a donné l'ordre de cibler ces quartiers, ce qui serait la preuve que les opérations étaient montées pour punir des opposants au régime ? Habituellement, les hommes de Bemba sont dépenaillés, dépareillés, débraillés et mal chaussés. Sur leurs terrains d'opérations à Bangui ils étaient habillés en uniformes de l'armée centrafricaine. Troisième question : quelle est la part d'encadrement imposé à ces miliciens sur le terrain par l'état-major centrafricain après les avoir habillés ? Personne n'irait penser que le haut commandement des forces armées nationales d'un pays souverain laisserait lâcher des pilleurs et des tueurs sur la population dont la protection est sa mission première, sans prendre les précautions de sécurité qui s'imposent. En réalité, le chef d'état-major semblait s'être déchargé de ses responsabilités, eu égard à la totale liberté d'action dont les miliciens bénéficiaient sur leur champ d'opérations dans les quartiers de Bangui; dernière question : sur quel ordre et par quelle autorité supérieure ces chiens avaient été lâchés ? Gageons que la Cour Pénale Internationale fera un jour toute la lumière sur ces épisodes douloureux qui continuent de troubler le sommeil aussi bien des victimes que des présumés auteurs ; le passage de la justice permettra enfin aux premières de faire le deuil de leurs disparus et aux seconds de laver leur conscience et de retrouver la sérénité.

Sérieusement entravé dans le déploiement de son action gouvernementale et fortement bridé dans son ambition de donner de la hauteur à l'image et à la place du pays dans le monde, le président Patassé refuse l'inaction et l'impuissance

où ses adversaires politiques tentent de l'enfermer. Des officiers de l'armée nationale en rupture de ban sont régulièrement impliqués dans les mutineries successives ; les syndicats et la société civile sont engagés sans fin dans des manifestations de rue à fortes visées subversives et attentatoires à l'action gouvernementale ; le peuple enfin, ce peuple qui l'avait accueilli dans la liesse et l'avait élu massivement, paraît désenchanté et lui manifeste ouvertement son hostilité. Contre tous ceux-là, collectivement, car peu lui importait que les motifs de récriminations différassent d'un groupe à l'autre, les uns plus justes que les autres, il décidera de lancer des soldats aguerris prêtés par des pays tiers pour rétablir l'ordre et restaurer son autorité. Et comme la puissance de feu réunie ne suffisait pas à réduire la contestation, il n'hésita pas à s'adresser à des meutes de miliciens pour noyer dans le sang les affronts faits à son pouvoir. Empêché contre sa volonté de travailler pour le pays, le président décide de travailler à son enrichissement personnel et à celui du cercle tribo-familial. Ce qui restait du patrimoine immobilier et domanial de l'Etat et qui avait échappé à la cupide prédation de l'équipe Kolingba est répertorié et rapidement distribué aux nouveaux maîtres des lieux animés eux aussi de la même soif de captation des biens publics. Est-ce par pudeur, ultime manifestation d'un fond moral encore vivace en début de mandat ou bien par prudence, la petite voix conseillant de couvrir même maladroitement les abus de biens sociaux pour faire échec à toute dénonciation par les médias, on s'oblige à être pusillanime dans la prédation : un immeuble de deux étages que l'équipe Kolingba aurait cédé à la famille contre un franc symbolique sera bradé à quatre millions de francs Cfa. Et la réponse est prête pour couper court à tout commentaire malveillant : Nous, On achète, On ne vole pas ! La prise d'intérêts dans l'exploitation du diamant est un classique auquel Patassé s'était longuement rodé au contact d'un des maîtres dans ce domaine, un certain Jean Bedel Bokassa, éphémère empereur de Centrafrique. Le président monte même sa propre société pour contrôler toutes les étapes de production de la précieuse pierre depuis la concession minière jusqu'à l'exportation. Les entreprises déjà installées et les PME en voie de création sont amicalement mais fermement encouragées à

accorder gracieusement une part d'actions au président ou à ses affidés pour les faire entrer dans le capital de la société ; ce faisant elles garantissaient le développement harmonieux des premières et accéléraient le démarrage effectif des activités des secondes. La prise illégale d'intérêts, le principe imposé d'association forcée et l'absence de transparence dans la conduite des affaires n'ont pas tardé à décourager les investisseurs honnêtes. Ces situations marginales ne pouvaient en revanche qu'exciter l'appétit d'escrocs de haut vol, tout heureux de se retrouver sur un terreau favorable au développement de leurs combines et combinaisons frauduleuses ; comme des hyènes affamées se jetant sur une proie agonisante sans défense, ils fondaient sur par meutes successives pour festoyer chacun à son tour, bien à l'aise. Ils étaient vraiment sur leur terrain de prédilection et les seuls capables de tirer leur épingle du jeu.

Le président Patassé est un intellectuel et un cadre militant rompu à la bataille politique. Il ressentait une grande frustration devant les brides imposées à son action politique par les événements. Il retournait inlassablement dans sa tête différentes stratégies pour sortir efficacement et durablement de la crise mais toutes les stratégies avaient besoin d'être soutenues par une masse populaire organisée et engagée pour être efficaces. Alors il prenait conscience et mesurait le déficit de popularité qui l'écrasait au point de le dissuader d'envisager l'idée d'une mobilisation sociale autour de sa politique ; la suite s'imposait clairement à lui comme un échec inévitable. Le président se morfondait à mourir ; son esprit vagabondait. Pendant ses études universitaires en France, l'étudiant Ange Patassé, qui n'était pas encore Félix, avait été pendant les rudes périodes de bachotage pour les examens un pensionnaire assidu de Sainte Anne à Paris, exprimant ainsi une certaine fragilité mentale et psychologique, une tendance dépressive avec des bouffées délirantes à thèmes affabulatoires. Des années plus tard, lorsque, président de la République, il était confronté à cette phase particulièrement éprouvante de sa vie politique, il se mit à gamberger et à travailler du chapeau. Les tableaux de sa rechute se constituèrent progressivement, presque

insidieusement derrière le masque de l'autorité et le respect du à sa position de chef de l'Etat. A aucun moment ses collaborateurs ne se posent de question sur sa santé mentale et pourtant ! Patassé détourne une semence de maïs, un produit de sélection à haut rendement et propriété de la Fao. Il la baptise *maïs ngakoutou* du nom de son défunt père et le développe en exploitation pilote dans sa plantation *La Colombe*. A ses collaborateurs et à la population il proclame en avoir la paternité et le brevet puisque c'était l'aboutissement de ses travaux de recherche. Où, quand et comment il aurait procédé et réussi la sélection de cette semence en dépit de son calendrier d'activités politiques chargé ? Personne localement ne tiqua pendant qu'à l'étranger on se tordait de rire à l'évocation de cette prouesse scientifique. Un autre jour il confie à ces mêmes collaborateurs qu'il avait été membre de l'équipe AEDS/France qui a mis au point le prototype Airbus. A la suite sur sa lancée il les entretiendra de son grand projet de relier par un canal les deux rivières Oubangui et Chari dont la confluence des débits restaurerait la surface du lac Tchad menacé d'assèchement. On sait qu'une dorsale médiane orientée *est-ouest* détermine la répartition des cours d'eau entre le Nord et le Sud du pays centrafricain ; ce relief constituerait la principale contrainte à la faisabilité du projet présidentiel mais comme son concepteur semblait prêt à y mettre le prix, personne n'objecta sur les chances de succès. Au plus fort de la crise sociale, alors qu'il avait déjà accumulé plusieurs mois de salaires non payés aux agents de l'Etat qui ne cessaient de manifester dans les rues, le président promet de rapatrier dix millions de dollars de ses fonds propres pour éponger les dettes intérieures de l'Etat y compris les arriérés de salaires. Le pays attend toujours cet argent qui peut-être n'existe même pas car la déclaration du président pourrait n'être que pure affabulation. Néanmoins, l'ensemble de la classe politique, la société civile et la population continuaient de le prendre au sérieux. Ils ne voyaient pas dans ces errements et ces fadaises les signes d'une quelconque maladie. Patassé leur apparaissait plutôt parfaitement en ligne avec leur compréhension et leur vécu du concept *faire de la politique* qui dans la langue nationale signifie *dire des mensonges, les plus gros possibles et faire des*

promesses qu'on ne tiendra jamais, en d'autres termes amuser la galerie et distraire des problèmes. A leurs yeux, Patassé était un homme politique d'expérience qui usait et abusait du langage politique jusqu'à la caricature !

Après avoir subi successivement des régimes autoritaires sans discontinuer, le peuple avait appris à percevoir assez tôt lorsque les prémices du doute s'insinuaient dans l'exercice du pouvoir en place et à lire les signes de dérive annonçant la fin prochaine, souvent brutale et dramatique du mandat. La nouvelle équipe gouvernementale était arrivée avec la promesse d'impulser un ordre nouveau ; elle avait juré de mettre fin aux injustices et à la corruption, au népotisme et aux passe-droits, son but ultime et sa principale motivation étant d'améliorer les standards de vie de la population. En somme elle voulait faire mieux que l'équipe sortante. Mais la pauvre population n'eut pas longtemps à attendre pour se rendre compte qu'elle s'était à nouveau fait flouer ; la nouvelle équipe faisait exactement ce qu'elle avait reproché à la précédente. Assez rapidement les nouveaux dirigeants perdirent le crédit de confiance populaire, ce qui éleva un peu chaque jour leur niveau de stress ; ils commencèrent à soupçonner de tous les coups possibles ceux qu'ils avaient hier contraints à la démission. Beaucoup s'obligeaient à dormir d'un œil et uniquement de jour pour veiller la nuit et éviter d'être surpris par un coup de force. Désormais, ils se consacraient entièrement à leur sécurité et à celle de leurs dépendants, à la défense de leurs postes, des intérêts induits et des fruits accumulés de diverses opérations inavouables qui n'avaient rien de commun avec les objectifs officiels de leur mandat politique. Arrive inévitablement le moment où ils voient des complots partout, où tout commentaire sur l'action gouvernementale est une tentative de déstabilisation, où tout cadre intègre devient une menace sur le pouvoir parce qu'il est de fait un recours. La fin du régime est proche.

Il y avait longtemps que, dans l'exercice de son pouvoir, Patassé avait atteint ce stade des incertitudes du lendemain. Les temps étaient durs et la période difficile à vivre pour toutes les

catégories de la population. Le président semblait étouffer dans son pays ; il avait besoin de sortir de temps en temps pour souffler, s'aérer l'esprit, trouver le calme et le repos. Il voyageait assez souvent hors du pays à partir du moment où il crut avoir maîtrisé tout élément de frustration ou de rébellion au sein de son armée et qu'il pouvait rester loin de son trône sans craindre quelque mauvais coup. Pourtant, ce fut pendant l'un de ces séjours à l'étranger que, le 15 mars 2003, Bozizé et ses libérateurs entrèrent et quadrillèrent Bangui ; ils investirent l'aéroport et empêchèrent l'avion présidentiel de se poser alors qu'alerté par les événements Patassé rentrait précipitamment au pays. Bozizé et ses hommes l'expédièrent de nouveau en exil et prirent le pouvoir. Cet épisode fut certainement la plus grande surprise de sa vie parce que Patassé tenait Bozizé, son ancien chef d'état-major, en assez basse estime ; il pouvait à peine l'imaginer capable de mener avec succès un coup d'Etat, encore moins de lui ravir sa place et de le remplacer à la tête de l'Etat centrafricain.

Interrogations sur une libération au goût amer...

Depuis les premières heures de ce 15 mars 2003 qui annonçaient une chaude journée comme toutes celles de saison, la rumeur enflait à propos de l'imminence de la prise de Bangui par Bozizé et ses hommes. Plus le jour avançait et plus la rumeur se précisait. En milieu d'après-midi c'était chose faite : les Libérateurs avaient investi la capitale ! En l'absence d'une véritable opposition de l'armée régulière dont les troupes se sont débandées en abandonnant leurs armes et en quittant leurs tenues de combat pour mieux se fondre dans la population, ce fut sans grandes difficultés que les proclamés libérateurs complétèrent le quadrillage de la ville. Les points stratégiques et ceux perçus comme névralgiques étaient pris d'assaut, neutralisés et occupés. Rapidement, toute la ville passa sous leur contrôle. Alors, les assaillants tombèrent le masque et ce fut la mauvaise surprise ! Ces hommes n'étaient rien d'autre que des bandits indisciplinés, assoiffés de gain et pillards impénitents. La population, qui avait accueilli leur arrivée comme une délivrance, tomba littéralement de Charybde en

Scylla. Et ce qu'elle en apprit plus tard ajouta encore à sa déception, l'amena à presque désespérer de ses compatriotes et désormais à se méfier d'eux a priori. Il se vérifia en effet que les éléments centrafricains de cette horde d'invasisseurs, des compatriotes qui connaissaient mieux les lieux, étaient en première ligne pour guider à travers la capitale leurs compagnons tchadiens qu'ils amenaient sur les habitations, les propriétés et les entreprises privées marquées pour les vols et les saccages. Les Tchadiens étaient des Zakawas, une tribu connue de sinistre réputation dont la caractéristique est de ne vivre que de rapines et de butins de guerre. L'éducation des enfants dans ce petit peuple privilégie l'initiation à l'art de la guerre et les résultats observés lors de divers coups de force impliquant des Zakawas confirment chaque fois l'efficacité de cet enseignement. Ce sont en effet de farouches combattants, véritables desperados fauteurs de troubles dont la fougue au combat égale la rage de créer des situations de grande insécurité qui leur permettent de s'adonner aux pillages en se payant cruellement sur le dos de la population. Les Tchadiens se servaient donc les premiers, leurs guides prenaient les restes. Une fois satisfaite, toute la bande se retirait avec son butin entassé pêle-mêle dans un véhicule arraché à un particulier ou à une société ; à leur suite entraient en lice des badauds, chômeurs et miséreux qui habituellement rôdaient dans le voisinage, rêvant désespérément de cette occasion pour à la fois piller ces demeures, ces magasins, ces entreprises ; longtemps ils n'avaient cessé de convoiter ces biens qui leur restaient inaccessibles ; à travers ce saccage ils évacuaient en même temps leur trop-plein de haine contre ceux-là qui avaient eu le tort et l'insolence de vivre dans l'aisance sous leurs yeux.

La capitale tout entière prise dans la tourmente semblait s'être repliée sur elle-même comme pour se préserver d'autres mauvais coups ou pour amortir leur impact ; elle était plongée dans la nuit encore plus sombre à cause des pannes de l'éclairage public, pannes volontairement causées pour créer une pénombre propice à la mise à sac de la ville. Le show-room et le parc d'un concessionnaire de marques japonaises furent vidés de tous les véhicules qu'on transféra illico et nuitamment

par la route au Tchad. Tous les bulls et autres équipements, assemblés pour la construction des routes, propriété d'une société japonaise, subirent le même sort et connurent la même destination. Sur leur passage et comme pour ne pas rouler à vide, les pillers démontèrent jusqu'aux fondations l'usine d'égrainage du coton de Bossangoa qu'ils transférèrent également au Tchad. Bangui était sens dessus dessous ; l'insécurité avait grimpé à son niveau le plus élevé qui faisait craindre à tout le monde et à chacun pour sa vie ; le frêle tissu économique convalescent des saccages perpétrés lors des récentes mutineries était soumis de nouveau à rude épreuve avec des pillages généralisés. Cependant, depuis l'après-midi, alors que la tête de pont des libérateurs avait achevé d'investir les différents points stratégiques dont la radiotélévision, le gendarme Anicet Mbaye, porte-parole du mouvement, était resté accroché au micro, appelant régulièrement la population au calme et annonçant le discours d'entrée de Bozizé son chef. Mais celui-ci se faisait visiblement attendre. Où était Bozizé ? Que faisait-il ? Pourquoi n'était-il pas entré dans la ville en même temps que ses troupes ? Attendait-il un feu vert des autres chefs d'Etat de la sous-région qui tardait à lui parvenir ? Etait-il brutalement saisi par le doute sur ses capacités devant l'immensité de la tâche de diriger un pays ? Dans sa position de chef suprême il ne pouvait que rester constamment en contact avec ses troupes, surtout en ces heures concluant *sa longue marche* vers le pouvoir. Il devait suivre pas à pas le déroulement des opérations sur le terrain et même à distance continuer de marquer sa présence et de peser sur ses hommes. Aucun doute, il était régulièrement informé dans le détail des différents saccages et des violences que subissaient la capitale et ses habitants depuis l'après-midi quand ses hommes avaient investi les lieux. Pourquoi était-il resté sans réagir pour rétablir l'ordre ? Pourquoi avait-il choisi de montrer à la population de Bangui qu'il était d'accord que ses troupes se payent sur la ville et violentent la population ? Quels griefs nourrissait-il contre le peuple ? Quels comptes avait-il à solder avec la ville et sa population ? S'était-il entendu avec ses troupes qu'elles avaient quartier libre le temps nécessaire pour évacuer des années de frustrations et de privations, goûter au plaisir d'apparaître à la

lumière, être quelqu'un, se sentir les plus forts, faire peur, s'accaparer des biens autrefois convoités mais inaccessibles et ressentir le plaisir de les arracher enfin à leurs propriétaires ? Pressée par la situation qui ne cessait de se dégrader, la population de Bangui pouvait à peine se poser ces questions et encore moins commencer de s'inquiéter pour l'avenir. Pourtant, on pouvait se demander quel type de dirigeant allait être Bozizé si à cet instant crucial il déléguait déjà ses pouvoirs sans directives à des délinquants notoires, donnant clairement l'impression de manquer de clairvoyance, d'autorité, d'esprit de décision et de la moindre empathie pour son peuple. Le chef rendu au pied du mur à prendre d'assaut serait-il devenu soudainement timoré, hésitant au point de regretter que les choses soient allées trop vite et trop loin et d'envisager de reculer si ce n'était trop tard ? De plus en plus de Centrafricains étaient nostalgiques de Bokassa notamment pour sa gestion autoritaire qui avait assuré la paix sociale et la sécurité sur l'ensemble du territoire national. Pour ceux-là, Bozizé constituait le recours capable de stabiliser la situation constamment troublée sous le régime de Patassé. Quelques années plus tard, les mêmes allaient rejoindre dans la déception les sceptiques des premières heures ; en effet, il s'imposa très vite à tous qu'une fois mis à l'épreuve de la gestion du pays, Bozizé ne montra pas la poigne qu'on attendait de lui. A tous il apparaît timide, introverti, taciturne, ombrageux et d'une rancune tenace. Et ce sont autant de handicaps qui brident ses capacités à s'imposer comme le leader rassembleur dont le pays a besoin pour mettre sa population au travail et assurer son épanouissement. En interaction avec des interlocuteurs, conseillers ou partenaires, il absorbe tout, échange très peu et lorsqu'il est à saturation, il explose en une réaction brutale. Ainsi, dans son approche de la conduite des affaires de l'Etat, il se laisse porter par les événements ; même graves, ceux-ci ne semblent pas le préoccuper malgré leur impact négatif dans l'opinion, sur l'économie ou sur la paix sociale. Il laissera évoluer les choses jusqu'à leur total pourrissement qui imposera la solution bonne ou mauvaise.

Bozizé : l'intérim en cdi sans état ni Etat d'âme...

Bozizé a complété l'enseignement général niveau collège et est entré à l'école de formation des officiers pour embrasser la carrière militaire ; il sacrifiait ainsi à la tradition familiale initiée par son père ancien combattant de la dernière guerre mondiale. Jeune officier, Bozizé fit ses armes au service de Bokassa ; cet intermède enrichissant à tous égards lui permit de gravir rapidement les échelons de la hiérarchie militaire et accéléra le cours de sa carrière. Bokassa restera son mentor et la référence dont il s'inspirera pour certaines de ces décisions publiques. Néanmoins, il subsista entre le maître et son poulain un écart au désavantage de ce dernier en ce qui concerne la formation au métier des armes ; le capitaine Bokassa a gravi les échelons et obtenu ses galons dans l'armée française, vieille institution assise sur une solide tradition et régie par des codes inviolables qui lui ont façonné l'assurance et l'autorité de l'officier. Bokassa, conscient de cet atout sur son poulain, en a-t-il abusé ? Tout naturellement il exigeait de son aide de camp qu'il se tînt à sa disposition en tout lieu et à toute heure selon son bon désir. N'était-ce pas ainsi que le colonel Bedel l'utilisait à son service ? Bokassa oubliait qu'il était alors célibataire ; c'était le moindre de ses soucis de savoir que son collaborateur avait un foyer à entretenir et qu'il avait également besoin de temps libre à consacrer à son épouse et à ses enfants. L'impossibilité de mener une vie normale en couple et en famille était une plainte unanimement exprimée par les collaborateurs de Bokassa ; jusqu'à ses ministres qui étaient réduits à prendre un repas copieux, le seul possible de la journée en lieu et place du petit déjeuner parce qu'une fois entrés à la Cour de Bérengo ils pouvaient être mis en attente et à disposition du maître des lieux jusqu'à tard dans la nuit ; ils ne se libéreront que lorsque Bokassa se retire en ses appartements pour dormir. A décharge, on doit à la vérité de reconnaître que même en situation d'exercice professionnel normale, rares sont les cadres centrafricains qui mènent une vie de famille organisée comme on l'entend classiquement, avec des horaires fixes pour diverses activités telles que les repas pris à table ensemble avec l'épouse et les enfants. Bokassa a exploité et

aggravé un mauvais comportement communément rencontré dans la société centrafricaine. Bozizé dans son rôle d'aide de camp s'en accommodait tant bien que mal ; seuls ses enfants dont l'éducation était sacrifiée seront les principales victimes. Bozizé a fait beaucoup d'enfants ; il a continué d'en faire même à l'âge où on préfère goûter à la joie d'être grand-père en faisant sauter ses petits-enfants sur ses genoux. La majorité des enfants de Bozizé avaient été conçus en concubinage, à peine reconnus et ils avaient toujours vécu avec leur mère. Plus tard, il aura beaucoup de mal à discipliner ces enfants parce qu'ils ont grandi sans son autorité. Devenus des hommes sans repère et brutalement projetés sous les projecteurs par la nouvelle position paternelle, ils allaient être désormais épiés dans chacun de leurs gestes par les médias d'information. Alors, ils manquèrent aux devoirs de retenue et de réserve attendus des membres de la famille pour éviter de mettre le président en situation inconfortable face à l'opinion publique. Avaient-ils ces comportements ignobles parce qu'ils étaient surpris et dépassés par les événements ou était-ce la seule façon désespérée que ces enfants avaient choisi pour appeler l'attention de leur père sur eux et recevoir enfin l'autorité et l'amour paternels dont ils furent longtemps privés ? La vie au contact de Bokassa avait en revanche révélé à Bozizé ses propres lacunes ; progressivement le jeune officier s'était cristallisé sur ses limites. Comme il devait se faire tout petit pour continuer de plaire à Bokassa, il avait fini par développer des complexes d'infériorité en intériorisant ses différents points de faiblesse. Et c'étaient autant de frustrations qui restèrent enfouies dans son subconscient ; elles s'exprimeront au gré des circonstances et expliqueront tel comportement taciturne, peu loquace par crainte de se découvrir et d'étaler ses lacunes, telle réaction brutale démesurée par besoin de se prouver à soi-même qu'on reste le plus fort, telle haine des intellectuels et de l'intellectualisme, des cadres compétents et de l'expertise pointue ou telle propension à coopter la médiocrité et à tirer le peuple vers le bas pour se sentir à l'aise.

Bozizé mit en place une transition de trois ans au bout de laquelle il se fit élire démocratiquement à la tête de l'Etat pour

un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Mais quoiqu'élus au suffrage universel avec un score honorable il ne continua pas moins d'être escorté dans ses sorties par une escouade de sa garde prétorienne aux allures martiales exhibant ostensiblement ses armes complétées par une sorte de DCA sur tourelle pivotante montée sur un véhicule 4x4 pour intimider. De qui, de quoi continuait-il d'avoir peur ? Tel comportement ne pouvait que faire douter à la fois de sa popularité et de la sincérité du soutien que quelques zélés ne cessaient d'exprimer à son régime. A considérer objectivement les conditions de vie et la situation générale dans le pays il avait des raisons de s'abriter. Nulle part, aussi bien dans les zones déjà en conflit au moment où il prenait le pouvoir à Bangui que dans celles qui s'étaient enflammées sous son régime, il n'avait réussi à restaurer la sécurité et la paix sociale de façon permanente. Au terme de vains efforts obstinés pour conjurer l'échec de sa politique devenu patent, Bozizé choisit de placer le pays sous état de siège permanent non déclaré. Ainsi espérait-il tenir solidement la capitale au moins; le reste du territoire, surtout en ses régions nord-ouest et nord-est, allait progressivement échapper à l'autorité de l'Etat mais cela ne constituera qu'un souci secondaire. Il focalisera ses efforts de sécurisation sur Bangui. Le soldat en tenue de combat et en armes y sera partout, dans les services publics et au sein de la population. Il a remplacé la police en ville où il patrouille en armes et le gendarme en zone rurale et sur les routes où il dresse des check-points non pas de contrôle de sécurité mais pour extorquer de l'argent aux voyageurs et aux civils vaquant à leurs activités économiques. Le contrôle sur les routes sera une activité si lucrative que le petit soldat, devenu un monsieur envié des nombreux chômeurs que compte le pays, prendra un malin plaisir à harceler l'honnête citoyen et à se payer en le mettant à l'amende pour des infractions imaginaires. Pourtant, les occasions ne manquaient guère à l'armée nationale avec ses petits soldats pour remplir leur mission première, celle de préserver l'intégrité territoriale.

Après avoir épuisé de nombreuses médiations et fait capoter plusieurs initiatives de dialogue, les groupes rebelles,

bras armés de l'opposition, sont restés sur leurs positions ; ils n'ont jamais désarmé et ils ont continué de tenir sous leur férule et en otages des régions entières et leurs populations. Une bande de hors-la-loi conduits par un ancien gendarme tchadien écuma le Nord-Ouest et le centre du pays, volant le bétail descendant du Tchad pour le marché centrafricain, rançonnant les convoyeurs et tuant ceux qui ne voulaient pas se laisser dépouiller de leurs biens ou plus simplement qui n'avaient rien à leur donner. Grâce à ces rapines, ce malfrat se constitua un véritable trésor de guerre qui lui permettait d'armer et d'entretenir près d'un millier de combattants voués corps et âme à sa personne. On apprit qu'il était entré en rébellion contre le chef de l'Etat, chef suprême des armées de son pays le Tchad ; pendant plusieurs mois ses propres compagnons d'armes l'avaient soumis sans relâche à une traque infernale sur le territoire national. Il n'eut d'autre choix que de descendre en Centrafrique dont les frontières poreuses lui étaient familières ; il était sûr non seulement d'y trouver refuge pour lui et ses hommes mais également de pouvoir s'y mouvoir librement. Deby, le chef de l'Etat tchadien, ne continua pas moins de le poursuivre de ses foudres ; il introduisit une demande officielle auprès de son homologue de Centrafrique pour qu'on arrêât le fugitif et qu'on l'extradât au Tchad afin qu'il répondît de ses crimes devant les juridictions compétentes de son pays. Mais contre toute attente Bozizé préféra dialoguer en homme de paix et convint d'un modus vivendi avec le rebelle, convaincu qu'il était encore possible de pactiser avec une aussi immonde crapule. Baba Ladé, ainsi se nommait le triste sire, obtint par cet accord toute latitude d'aller et de venir avec ses hommes en armes où bon lui semblait sur le territoire centrafricain. Assez rapidement, il étoffa l'effectif de ses hommes et les organisa en forces de combat. Il se soucia à peine du sentiment de rejet que sa morgue et son ingratitude suscitaient au sein des populations de la zone ; il les avait déjà asservies et soumises aux travaux pour la satisfaction des besoins exclusifs de ses hommes. Désormais, il se considérait en territoire conquis. Il installa son état-major ainsi que les familles de ses hommes qu'il fit transférer du Tchad. Ses forces étaient suffisamment équipées et solidement structurées ; elles le prouvèrent en tenant en échec

des détachements successifs de l'armée nationale volant au secours des populations excédées par les sévices infligés par les troupes irrégulières stationnant sur leur zone. impuissant appela à l'aide. Un corps expéditionnaire de l'armée tchadienne appuyé par l'aviation arriva en renfort. Il réussit à mettre Baba Ladé en fuite et à disperser ses hommes. Pendant plusieurs mois, ces derniers, désormais aux abois, seront sources de nuisances continuelles causées à la population sur une étendue encore plus grande du territoire national. Baba Ladé, aidé des représentants des Nations Unies, réussit à s'accorder avec le président Déby sur les conditions de son retour au pays. Le rapatriement des hommes, des armes et des familles vers le Tchad s'effectua en bon ordre peu après, toujours sous l'égide des Nations Unies. La Centrafrique pouvait pousser un ouf de soulagement mais à cette occasion les populations firent deux constats désagréables :

-Baba Ladé était sur un projet d'occupation définitive d'une partie du territoire national, le fait d'y avoir transféré du Tchad femmes, enfants et grands-parents en était la preuve. Qu'une telle situation soit possible interpelle l'armée nationale qui aurait grand besoin de se renforcer à un niveau de dissuasion suffisant pour décourager ces types de projets menaçant l'intégrité nationale ou, s'ils sont déjà constitués, de les détruire immédiatement.

-Un problème sérieux de sécurité nationale affectant la paix sociale sur une région du pays s'est développé contre l'autorité du chef de l'Etat; Bozizé l'a géré pépère, sans tapage, sans déclaration à la nation ni à la presse, comme une contrainte de routine quotidienne. A son habitude il attendait que l'autre partie ou les Etats voisins compatissants ou craignant un débordement sur leur territoire prennent l'initiative d'une solution. Dans le cas Baba Ladé, n'eût été l'implication du Tchad et des Nations Unies, la Centrafrique serait encore amputé d'un bout de son territoire occupé par des troupes irrégulières solidement installées.

Comme un malheur n'arrive jamais seul et comme il semble que la Centrafrique est condamné à subir sans fin les

méfais de l'incurie à la fois de ses dirigeants nationaux et des politiques des pays voisins, Joseph Koni, une immonde crapule ougandaise animée d'une mystique de guerre à outrance va entrer et occuper le Sud-Est d'où il entend rayonner vers l'intérieur du territoire national par des raids meurtriers. A la tête de la LRA, une milice de criminels sans foi ni loi, il avait été chassé de l'Ouganda où son mouvement avait pris naissance et testé ses diverses méthodes et atrocités sur la population ; la République Démocratique du Congo, où Koni et ses hommes, désormais bien rodés et au faîte de leur art, avaient marqué leur passage par des violences extrêmes causées aux individus tous âges confondus, venait de réussir à les bouter hors de ses frontières nationales. Koni et ses hommes arrivaient en Centrafrique précédés de leur triste réputation. La population de la région du Mbomou allait être soumise à un véritable enfer. Les enfants étaient enlevés à leurs familles, les garçons pour servir de porteurs et enfants-soldats, les filles pour devenir des esclaves sexuelles. Les femmes étaient violées, les hommes tués et les villages pillés et incendiés. Les activités champêtres dans cette région exclusivement agricole étaient ralenties, désorganisées ou suspendues, aggravant la précarité et le risque de famine. De nombreuses familles disloquées et déplacées par l'insécurité erraient au gré des rumeurs de nouvelles attaques; le détachement de l'armée nationale stationné dans la région a été rapidement défait et mis en déroute ; les renforts envoyés de Bangui ont subi le même sort. La situation était suffisamment grave pour être qualifiée de drame. Pour autant, il n'y eut aucune déclaration officielle de Bozizé ou de son gouvernement pour informer l'opinion nationale et mobiliser le pays contre l'envahisseur. La capitale, qui concentre l'essentiel des services encore fonctionnels, continuait de tourner dans une totale indifférence. Des corps de soldats tombés au front étaient parfois rendus à leurs familles ; seulement à cette occasion les quartiers bruissant de pleurs et de cris de colère alertaient la population qui réalisait confusément qu'il se passait des choses graves à l'autre bout du pays. Le gouvernement continuait de maintenir un black-out sur les informations au point d'alimenter la rumeur d'une possible collusion entre Koni et Bozizé, ce dernier ayant régulièrement choisi lors de situations similaires

précédentes de prendre langue avec des crapules du même acabit que Koni au lieu de les combattre. De temps en temps, quelques rares ONGs, les seules restées sur place pour secourir la population en détresse, faisaient écho de ce drame sur les antennes des radios étrangères. La population à Bangui avait ainsi le détail des atrocités auxquelles étaient soumis certains de leurs compatriotes et parents ; elle réalisait également que le drame restait d'actualité et elle prenait aussi toute la mesure du peu de cas que les dirigeants du pays faisaient de sa sécurité et de la nécessité de la tenir informée des affaires de l'Etat. Pendant que la RCA se taisait, l'Ouganda et la RDC appuyés par une ONG nord-américaine ne cessaient de dénoncer Koni et de stigmatiser ses différents crimes. Le Sénat des Etats-Unis d'Amérique s'en émut. Les Nations unies saisies constituèrent une force spéciale qui établit ses bases à la frontière centrafricano-soudanaise avec mission de traquer Koni et ses hommes et de les capturer. Avec le stationnement de ces troupes le calme et la sécurité reviennent lentement dans la région ; les villages se repeuplent et progressivement les familles reprennent leurs activités économiques et sociales. Mais ces populations n'oublieront jamais que Bozizé ne s'était jamais démené pour alerter l'opinion internationale sur leur malheur ; et chaque fois qu'elles y pensent, elles rendent un culte idolâtre aux ONGs internationales et aux chefs d'Etat de l'Ouganda et de la RDC à qui elles doivent leur salut.

L'*Est* du pays, notamment en sa partie *Nord* autour de NDélé, est connu pour abriter une faune riche et variée qui a justifié la création d'au moins trois grandes réserves de chasse et de tourisme cynégétique. Saint Floris est l'une de ces réserves et certainement la plus connue parce qu'elle était la plus fréquentée du temps de l'éphémère empire centrafricain. Bokassa ne manquait aucune occasion d'y envoyer ou mieux d'y recevoir ces hôtes de marque dont le plus assidu était son cousin, le président français Valéry Giscard D'Estaing. Au moment où Bozizé entame son deuxième mandat, ces réserves sont toutes pratiquement à l'arrêt de leurs activités. Assez régulièrement depuis quelques années et sous le fallacieux prétexte d'exercer un droit de poursuite sur des rebelles sudistes

en rupture avec le gouvernement central, des soldats soudanais passaient allègrement la frontière et du haut de leur hélicoptère c'étaient plutôt des troupes d'éléphants qu'ils massacraient et ils repartaient avec leur butin d'ivoire. En vérité, rarement, ils pourchassaient les hommes de John Garang qui eux aussi passaient la frontière pour braconner et s'approvisionner en viande. En somme, les deux factions soudanaises venaient faire leur marché en Centrafrique et en l'absence d'une force de dissuasion stationnée localement en permanence pour assurer la protection de ces sites, les réserves étaient condamnées à une mort inexorable. Cependant, à l'image de *Petit Bonum* d'Astérix tenant tête à l'invasion des légions romaines de Jules César, contre vents et marées, avec un entêtement proche de l'inconscience, deux rejetons, l'un de colons français, l'autre de colons suédois, continuaient de faire tourner le gîte de chasse familial transmis d'une génération à l'autre. Le rejeton français qu'un paludisme chronique couche régulièrement sur le flanc pour des jours rassure difficilement sur l'avenir de son entreprise. Le Suédois en revanche n'a pas d'ennuis de santé mais il sera confronté à la cupidité et à l'affairisme de l'autorité administrative locale. Sa réserve incluait une mine d'or dans son périmètre. Il n'était évidemment pas question d'y toucher car l'exploitation de la mine non seulement remanierait profondément le paysage et l'écosystème mais elle amènerait l'installation durable d'un flux de population, le tout aboutissant à faire fuir les bêtes et à appauvrir la réserve. Au grand dam du sous-préfet. Une nuit, plusieurs travailleurs de la réserve et leur famille sont sauvagement massacrés. Le forfait est imputé au petit colon qui est immédiatement transféré à Bangui sur ordre du procureur et gardé à vue sans espoir d'une investigation sérieuse de l'affaire ni d'un jugement équitable. En effet, une fois le justiciable arrêté et placé sous mandat de dépôt, la procédure qui est de pur montage pour escroquer se déroule de façon immuable : le juge lui envoie deux avocats ; on les appelle les avocats du parquet ; ils vont apprécier la capacité financière du prévenu en fonction de laquelle ils qualifieront le niveau de gravité du crime qui lui est reproché, ce qui amène ces émissaires à lui réclamer de leur verser immédiatement trois à quatre millions de francs CFA pour le juge qui pourra

arranger l'affaire. Ainsi fonctionne la justice centrafricaine, impartiale à sa manière dans la concussion, frappant avec la même férocité aussi bien le pauvre qui n'a pas la capacité de payer ses juges que le riche pour lui soustraire un peu plus d'argent.

Bientôt dix ans que Bozizé est au pouvoir en Centrafrique. Vu de l'extérieur il reste aussi insignifiant et inconnu qu'au début de son mandat, presque ignoré de ses pairs et du monde comme l'est la Centrafrique sur l'échiquier international. A l'intérieur du pays, l'étranger est frappé par l'immobilisme des secteurs économiques, la passivité et l'extrême pauvreté de la population qui, figée dans cette position par le fatalisme, enfoncée dans une misère sans fond, impuissante et sans espoir d'aide, semble avoir rendu toutes armes au développement et au progrès. La Centrafrique est un îlot ceinturé de hauts murs contre lesquels viennent mourir les échos des grands débats sur les crises qui menacent l'économie mondiale et le bien-être des populations, ceux des luttes des peuples pour se libérer de l'asservissement et de la misère. Rien n'y bouge ; rien ne l'atteint ; rien n'impressionne ses dirigeants assez pour les mobiliser sur leurs responsabilités et devoirs envers la population. Le pays en divers segments de sa vie a constamment reculé jusqu'à n'être désormais qu'une caricature en tout point. L'espérance de vie est tombée au-dessous de quarante-cinq ans, résultat du cercle vicieux pauvreté-mauvaise santé et des attaques conjuguées des maladies infectieuses et parasitaires dans le contexte de la misère matérielle et morale.

Dès le début des années 1980 l'épidémie du VIH-Sida a atteint le pays ; elle a diffusé et crû de façon exponentielle pour atteindre la prévalence la plus élevée d'Afrique Centrale. Elle évolue désormais selon le mode de l'épidémie généralisée affectant aussi bien les villes que les zones rurales avec cependant des pics de prévalence élevés dans certaines catégories de la population et certains groupes socioprofessionnels. Des efforts réels, déployés par le personnel de santé de plus en plus expérimenté pour bâtir une réponse nationale efficace face à l'épidémie, bénéficient d'un

engagement variable au plus haut niveau de l'Etat. Ces efforts sont opportunément appuyés par la communauté internationale à travers les subventions du Fonds Mondial et les contributions de divers partenaires au développement sanitaire. Ils commencent à produire des résultats : beaucoup de personnes vivant avec le VIH mènent une vie sociale et professionnelle normale ; la prévalence nationale de l'infection au sein de la population sexuellement active est descendue de 6,2 à 4,9% selon les données de l'enquête à indicateurs multiples effectuée en 2010, signalant ainsi la diminution de l'incidence des nouvelles infections. Pour autant, l'ampleur de l'épidémie et son impact sur la population générale et l'économie nationale n'en demeurent pas moins un désastre déjà constitué et en place pour longtemps. En effet, du fait de la modicité des ressources mobilisables pour couvrir adéquatement et complètement les besoins de la réponse nationale, seulement 25% des personnes éligibles au traitement par les antirétroviraux sont effectivement et régulièrement prises en charge et suivies dans les sites de dispensation des médicaments. Il reste donc 75% de ces personnes ayant besoin de traitement spécifique qui sont abandonnées à leur triste sort et condamnées à une mort certaine puisqu'il s'agit de gens pauvres, souvent des jeunes sans ressources et pour qui l'accès aux antirétroviraux par d'autres sources est inabordable financièrement. Si les études destinées à suivre l'évolution de l'épidémie du VIH/SIDA se sont affinées aux plans de leur périodicité, de leur protocole et de leur fiabilité, rares sinon inexistantes sont les registres des décès, les statistiques de mortalité, les enquêtes ménages et les recensements de la population générale couplés à des indicateurs sociaux de qualité de vie.

On est réduit à se fonder sur l'observation personnelle dont les données, même après correction des facteurs subjectifs, montrent que l'impact de la mortalité liée au VIH est effroyable ; la démographie stagne depuis des années autour de quatre millions de Centrafricains vivant sur le sol national. Le pays a une superficie de 623 000 km². Même si naturellement la population pouvait se distribuer uniformément sur le territoire dans son ensemble, la densité au km² n'en demeurerait pas

moins en dessous de l'unité. Telle n'est bien sûr pas la réalité sur le terrain et il y a de vastes zones en dehors des réserves cynégétiques où on ne trouve personne. Habituellement, dans les plans qu'ils proposent aux pays les économistes inscrivent en bonne place la démographie comme facteur de développement; pour autant la situation de déficit démographique n'a jamais préoccupé les dirigeants centrafricains ; à cet égard l'analyse des programmes d'action des différents gouvernements qui se sont succédé depuis l'indépendance ne montre nulle part que la faible démographie a été identifiée comme une contrainte au développement et qu'une solution corrective a été proposée. Divers plans de développement ont été élaborés et appliqués, souvent partiellement et sans surprise avec des résultats médiocres par rapport aux objectifs fixés. Promus par la Banque Mondiale, des documents de stratégie de réduction de la pauvreté ont été élaborés et mis en place ; des projets de développement socio-économique en ont été tirés, fondés sur des approches novatrices avec des garanties de résultats notamment les pôles de développement, la prime à la performance, autant d'initiatives à appliquer sur le terrain. Mais le constat décevant reste l'absence d'appropriation du processus par les cadres nationaux dépositaires obligés pour en garantir la pérennisation; la réalité désagréable est que la plupart des projets financés et exécutés sur le terrain sont systématiquement pilotés par les ONG des pays donateurs ayant contribué au trust fund constitué lors de la table ronde de mobilisation des ressources. De façon invariable ces projets s'arrêtent dès que les ONG se retirent après avoir épuisé les budgets alloués à la mise en œuvre des interventions. Au bilan final, l'ONG aura contribué à rapatrier en salaires et indemnités diverses 75% du montant investi dans l'initiative ; elle aura tout de même réussi une expérience pilote qui aura duré le temps de son séjour et qui comptera parmi les projets sans lendemain dont la Centrafrique regorge.

Bozizé avait paru hésiter à faire le dernier pas pour prendre définitivement la place de Patassé et s'autoproclamer nouveau chef de l'Etat centrafricain, comme s'il se sentait brutalement écrasé par la perspective des responsabilités bien

au-dessus de ses capacités. Il avait travaillé sous l'autorité de deux présidents successifs, notamment Bokassa et Patassé qui l'avaient continuellement rabaissé au point de le convaincre qu'il ne pourrait jamais s'élever à leur niveau ; ils ne manquaient aucune occasion pour stigmatiser ses faibles capacités intellectuelles et ses limites techniques au regard du profil de compétence attendue aux différents postes, grades et positions auxquels ils le montaient gracieusement et sans mérite aucun. En vérité ils avaient juste besoin d'un homme de main. Cet objectif recherché par les employeurs de Bozizé à travers leur encadrement douloureux finit par le farcir de complexes d'infériorité qui renforceront sa timidité, l'enfermeront dans l'incertitude après lui avoir enlevé personnalité et assurance dans le comportement et la prise de décision. Le corollaire est qu'il réduira drastiquement les occasions de prise de parole et de communiquer ; il écouterait plus et se tairait la plupart du temps pour ne pas se découvrir ; et seulement lorsqu'il sera poussé à bout, il explosera à contre-temps de colère noire et en violence physique par frustration de n'avoir pas pu argumenter verbalement. Mais tout ce que ses chefs lui ont fait subir, n'a en rien entamé un autre trait important de son caractère. Sa cupidité ! Bozizé aime l'argent ; il lui rendrait même un culte idolâtre. On imagine comme il a dû souffrir dans sa chair pendant ces années où il avait touché le fond, était tombé au plus bas de l'échelle sociale, sans le sou, en grande précarité et obligé, lui général d'armée et chef d'état-major démis injustement de ses fonctions, d'exploiter comme chauffeur-receveur un taxi-brousse pour joindre péniblement les deux bouts. En ce 15 mars 2003, le voilà face à la perspective d'affaires juteuses à monter, de gains faciles à réaliser et d'argent à faire. Il lui suffit de conclure sa course au pouvoir à Bangui. Il a les yeux pleins de diamants, de CFA, de dollars et d'euros qui ne lui dictent qu'un seul mot d'ordre : aller de l'avant ! La cupidité fut ainsi la principale motivation de la prise de pouvoir par Bozizé ; elle restera malheureusement la seule qui l'animerait le temps de son règne sur la Centrafrique puisqu'il ne revendiquera aucune vision politique et personne parmi ses zélés thuriféraires ne lui en attribuera aucune en

rapport avec une ligne politique ou un projet de société exécuté sous son impulsion par ses gouvernements successifs.

Bozizé s'attaque au service des douanes et plus particulièrement aux douaniers qu'il accuse de détourner les recettes de l'Etat et de s'en mettre plein les poches ; il les traite en concurrents sérieux puisque c'est autant d'argent qui n'ira pas dans sa poche à lui. Contre eux il monte des opérations coup de poing d'inspections inopinées et de fouilles des bureaux ; il ordonne des émissions radiotélévisées pour dénoncer les faits de corruption ; il change successivement les directeurs généraux des douanes ; rien n'y fait et l'hémorragie des recettes continue. Alors, il décide de court-circuiter les services de l'Etat. Il crée et installe un guichet unique à Douala, port camerounais d'entrée des marchandises à destination de la République centrafricaine. Il en confie la gestion à une société privée béninoise. A Bangui il réorganise les opérations de douanes sous l'autorité de deux individus sortis du néant, sans compétence technique dans le domaine ni atout autre que celui d'être ses amis et de l'avoir assisté pendant ses années de galère. L'un est un tailleur-couturier zaïrois et son ancien voisin du temps où il habitait Lakouanga ; le second est un baroudeur italien. Bozizé chef de l'Etat et ministre de la Défense institue une commission des finances qu'il convoque et préside une fois par semaine et au cours de laquelle il ordonne toutes les dépenses publiques ; le président y donne la pleine mesure de son obsession pour l'argent, n'hésitant pas à discuter de l'allocation de 50 000 F CFA équivalent de moins de 100 euros à une ligne du budget de comité de fête nationale.

Pendant son exil au Bénin et dans sa quête obstinée d'une explication non rationnelle à la mauvaise fortune qui le poursuit sans relâche depuis des années, Bozizé avait consulté les grands prêtres vaudou et approché diverses sectes plus ou moins synchrétiques dont regorge son pays d'accueil. L'une de ces sectes dénommée Eglise du Christ Céleste lui prédit de la bouche de son gouru qu'il était promis à un destin national qui le ferait devenir très riche à la seule condition qu'il se convertisse et continue d'officier comme pasteur dans l'église

qu'il aura construite à son retour à Bangui. Plus il assurera le développement de la secte en Centrafrique, plus il sera riche et plus stable sera son régime. Et nous voilà à nouveau en ce 15 mars 2003 ! Bozizé prend le pouvoir à Bangui avec en tête un seul objectif, se faire de l'argent. La Centrafrique et ses institutions seront une entreprise désormais au service exclusif de ses intérêts et les populations un faire-valoir de sa position pour accéder aux aides extérieures qu'il détournera à son profit. Bozizé entreprend donc de construire des églises de sa secte en Centrafrique, une de capacité moyenne dans la proche banlieue nord de Bangui et de petites dans les préfectures. Chaque dimanche à heure fixe il part en cortège présidentiel, sirène hurlante devant et gardes d'escorte lourdement armés derrière, pour son église où il officie pieds nus et en toge blanche comme grand-prêtre. Pendant les heures que dure le culte au Christ Céleste, l'Etat laïc et la séparation de l'Eglise et de l'Etat sont de vains mots jetés aux orties. A la fin de la messe, sur son chemin de retour au palais de la Renaissance, à travers la vitre baissée de son carrosse lancé à vive allure, du geste auguste du semeur, Bozizé lance de petites coupures de 500 F CFA (moins de 1 euro) à la foule de badauds faméliques habitués du manège et rassemblés à l'emplacement indiqué au bord de la route. Ainsi lui avait prescrit le gouru béninois. Ainsi était-il assuré que tous les problèmes sociaux et les attaques de ses opposants couleraient sur lui comme l'eau sur du téflon, sans l'atteindre lui-même et son pouvoir.

Lorsqu'il se fit élire démocratiquement président de la République à la fin de la transition, Bozizé acquit la certitude que tant qu'il restait en lignes, avec les préceptes de son gouru béninois, la pérennité de son régime était garantie. Pour autant, malgré la protection de ce blindage divin, Bozizé continuait d'avoir une piètre image de lui-même, incapable de se forger une personnalité, d'approcher des intellectuels, d'utiliser les cadres compétents du pays et de former de vraies équipes de travail. Il installe son régime dans la durée mais la gestion dans la médiocrité. De l'expérience de son propre parcours professionnel il s'est déterminé sur les critères à considérer pour les nominations aux postes de responsabilité administrative et

politique ; l'allégeance ostentatoire devait prévaloir comme gage de loyauté et de fidélité. Venait ensuite la capacité de tenir une arme et de terroriser la population. Etre pasteur ou leader confessionnel constituait un sérieux atout. La compétence technique était classée comme accessoire et elle devenait même un handicap quand elle était jugée trop pointue. Selon le premier critère Bozizé dut restreindre la nomination aux hautes fonctions dans les départements dits sensibles aux seuls membres de sa famille, notamment ses grands garçons, ses neveux, sa sœur, ses frères et sa belle-famille. Il lui fallait absolument caser ses garçons mais aucun ne satisfaisait au second critère. Ces jeunes gens s'étaient illustrés comme des cancrs dans les établissements scolaires qu'ils avaient sommairement fréquentés avant de finir comme drop out et chômeurs impénitents vivant de petites combines et d'expédients. Ils avaient plus que jamais besoin de passer par une formation technique, même pour la forme, qui leur confèrerait l'onction de respectabilité et atténuerait l'incongruité de la décision de leur nomination à de hautes fonctions. Ils furent donc envoyés en stage à l'étranger ; le Maroc reçut la plupart d'entre eux pour les initier au métier des armes. Il semble qu'aucun ne compléta avec succès sa courte formation. Néanmoins, tous auront passé le temps nécessaire hors du pays pour faire croire à la population qu'ils ont désormais la compétence qui justifie leur nomination à tel ou tel poste. Après tout, qui irait vérifier leur diplôme ? Ainsi, le présumé gendarme fut placé à la tête des services de recherche et documentation, une sorte de police politique et économique, machine à traquer et à broyer du citoyen ; elle extorquait des fonds aux entreprises et aux exploitants miniers en procédant à des arrestations suivies de garde-à-vue illimitée tant que le prévenu n'avait pas craché au bassinet. Le second fut bombardé commandant dans l'armée nationale et envoyé dans les préfectures du *Sud-Ouest* où il n'hésitait pas à se servir de son arme pour tirer sur d'honnêtes citoyens, sa manière virile de montrer qu'il savait joindre le geste à la menace verbale. Le troisième, un repris de justice expulsé de France, ne profita pas des nouvelles opportunités offertes pour s'amender et se bonifier. De voyou il devint cynique et criminel, prenant plaisir

à terroriser ses compatriotes jeunes, coupables à ses yeux de lui manquer de respect et de lui faire de l'ombre comme le percevait son esprit dérangé. La rumeur lui attribue de nombreuses voies de faits et agressions physiques sur des tiers, y compris des éléments des corps en uniforme et même de véritables meurtres perpétrés en toute impunité et des exécutions extrajudiciaires opérées dans une prison installée illégalement au Hall du basket-ball qu'il a mis sous son autorité et gestion exclusives.. Le quatrième choisit de poursuivre sa vie dans le farniente ; il s'installa dans le plus grand hôtel de la capitale où il fut de toutes les fêtes du week-end, sablant le champagne à tout va et signant imperturbablement ses notes de frais. Quand celles-ci atteignirent un niveau faramineux, la gestion de l'hôtel s'inquiéta et, constatant son incapacité à régler, s'en fut porter la note à son père. L'opinion publique centrafricaine évoque cette histoire avec à la fois de l'amertume et de la commisération car c'est à la réception de la facture des mains du directeur que Bozizé pourtant friand des fiches de renseignements généraux apprend que son fils avait élu domicile depuis plusieurs mois à l'hôtel. Furieux il le fit garder à vue en punition dans les locaux du service de son frère ; évidemment, le confort n'était plus au même niveau de qualité. Bozizé ne se préoccupa même pas du fait que ses services spécialisés ne lui aient pas signalé les frasques de son fils. Le cinquième est certainement le favori de papa qui sans relâche, contre vents et marées, échec après échec, essaya de le placer à la tête d'une entreprise prestigieuse. Il n'aura enfin réussi qu'à le faire élire député d'une circonscription de province, préparée et offerte par le député sortant en gage de la consolidation de sa position politique. Au-dessus de cette fratrie on trouve l'ineffable Francis Bozizé. Sorti du rang et immédiatement promu au grade de colonel, Francis était le second attitré de son père dont il devenait progressivement à travers le temps le parfait sosie au double point de vue du physique et du caractère. A la différence du père officier supérieur également sorti du rang, Francis n'a de l'art militaire et du métier des armes que les seuls rudiments glanés sur le tas dans l'action au maquis avant la conquête du pouvoir à Bangui. Lorsqu'il fut nommé secrétaire d'Etat à la défense, il n'échappa à personne que le

gros de la charge, des responsabilités et des décisions serait dévolu à son père ministre de la Défense et vrai chef du département. Une fois le titre et les avantages liés au poste assurés, le reste importait peu. Cela lui ménagea énormément de temps libre qu'il utilisa à enrichir le patrimoine familial. Tant qu'il n'a pas voyagé en mission hors du pays, selon un rituel immuable à la mi-journée chaque vendredi il pointe au bureau du directeur général de l'ENERCA d'où il ressort quelques instants plus tard avec le quota des recettes hebdomadaires de la société dû à la famille pour ses menus frais. La SODECA devait certainement connaître le même manège. On comprend que les conseils d'administration respectifs de ces deux sociétés d'Etat, qui détiennent en monopole, l'une la fourniture de l'énergie électrique, l'autre la distribution de l'eau à Bangui, n'ont jamais réussi à mettre en place un seul budget de fonctionnement et encore moins un budget d'investissements. La quantité d'énergie délivrée par l'usine hydroélectrique de Boali est restée à quelques kilowatts près au niveau où les Français l'avaient transmise au gouvernement centrafricain comme cadeau de décolonisation il y a cinquante ans ; Bangui ayant accru sa population et ses activités dans le secteur commercial et industriel demande à disposer de plus d'électricité que ne peut fournir l'unique barrage sur la Mbali. Un programme permanent de délestage concentre l'énergie électrique sur les zones d'intérêt économique et politique au détriment de plusieurs quartiers de la capitale plongés dans le noir pendant des heures, voire des jours. Tout le monde était conscient du danger et redoutait le jour où cette source unique serait interrompue par une panne. C'est alors qu'en 2007 l'inamovible ministre des mines et de l'hydraulique présenta au gouvernement son projet d'achat de plusieurs générateurs à utiliser en back up en cas de panne totale des turbines. L'Etat lui débloqua un milliard de francs CFA cash du trésor public et il n'y eut aucune suite. Le projet de sécurisation de la fourniture d'énergie électrique à la capitale était un montage pour couvrir un détournement de deniers publics au profit de la famille. Heureusement les turbines ont tenu car des années plus tard on cherche encore à voir un seul de ces générateurs installé dans le paysage. A la suite d'une décision du président Patassé, le

contingent français stationné à Bangui depuis l'opération Barracuda qui sonna la fin du régime Bokassa déménagea au Tchad, libérant ainsi un compound bien construit à Bangui. Francis s'y installa et en fit le secrétariat d'Etat à la Défense ; mais très vite il le transforma en un mini-market où il vendait des produits de première nécessité aux familles de soldats et des motos à crédit aux officiers. Il se faisait régler les traites par déduction des soldes directement à la source au trésor public. Francis était propriétaire d'un cheptel bovin de quelques centaines de têtes dont il exportait la viande au Congo-Brazzaville, obnubilé par le profit et sans souci de la pénurie créée à Bangui. Jean-Jacques Démafouth raconte cette histoire invraisemblable où, ministre de la Défense sous Patassé, il aurait surpris Bozizé, son chef d'état-major, en train de servir des voitures de particuliers en carburant à une pompe publique en lieu et place du pompiste. Il était propriétaire de la pompe et il l'alimentait du carburant détourné du stock de l'armée nationale qu'il vendait à son profit. Il y avait ce précédent, et tout naturellement, dès son accession au pouvoir, Bozizé s'empressa d'acquérir deux pompes Total et sa sœur, la bien nommée Joséphine, honorable député de la Nation, une pompe Tradex. S'il leur avait été donné l'occasion de statuer, le président et sa sœur auraient décidé la fermeture de toutes les autres pompes afin d'avoir le monopole de la distribution du carburant en Centrafrique et se faire le maximum de recettes. Opportunément, l'Etat créa la Société Nationale de Transport Urbain, en sigle SONATU ; société sans siège de domiciliation, c'était un de ces montages où frayaient à l'aise les combinards locaux, toujours les mêmes partout où il y a des gains à se faire sur le dos de l'Etat ; elle mettait en circulation des centaines d'autobus sortis de nulle part ; la société ne construisit aucun garage pour la maintenance de ses véhicules ni n'aménagea aucun espace aux normes pour les parquer la nuit. Cela indiquait clairement que la société était programmée pour un rendement maximal sur une très courte durée de vie, le temps de l'utilisation des autobus jusqu'à leurs premières pannes. Pour Bozizé et sa sœur cela signifiait du carburant à vendre chaque jour ; et tout simplement ils décrétèrent que tous les autobus de la SONATU s'approvisionneraient exclusivement à leurs

pompes. Les chauffeurs s'exécutèrent et chaque soir on vit s'aligner ces bus sur des centaines de mètres à attendre d'être servis en carburant pendant que la station d'essence en face restait libre et disponible.

En Centrafrique les mines ont toujours été la vache à lait qui a invariablement nourri les hommes et les femmes qui se sont succédé au pouvoir à Bangui. Exactement comme ses prédécesseurs, une fois en place, le tandem Bozizé-NDoutingaye décida de revisiter les accords miniers conclus afin de les actualiser, doux euphémisme pour habiller l'objectif moins noble de réaménager ces contrats pour une meilleure prédation des recettes au bénéfice des nouveaux maîtres des lieux. Sur ordre du ministre des Mines et sans mandat de perquisition, la brigade minière investit les bureaux d'achats de diamant et les demeures des exploitants miniers et fit main basse sur des lots de pierres et du cash. Les victimes parlèrent de cet épisode comme d'un braquage officiel perpétré au bénéfice des autorités du département des mines puisque les biens saisis ne leur furent jamais restitués. En vérité, l'opération visait à égaliser les capacités des sociétés de diamant à prospérer et donner un bon départ au nouveau bureau d'achats de diamants ouvert en joint venture par le couple Bozizé-NDoutingaye et des Sud-Africains. Ce crime ne sera pas resté impuni car il se raconte que certaines victimes de ce racket ont à la suite financé l'entrée de la Seleka à Bangui et puni Bozizé pour sa forfaiture. Sur un autre registre l'Etat centrafricain entra en négociation et parvint à un accord avec la société Uramine d'Afrique du Sud pour l'exploitation de l'uranium de Bakouma. Quelques mois plus tard, Areva, la société française de l'atome, rachète Uramine en sous-main et à l'insu des Centrafricains. L'instant de colère passé, Bozizé et son ministre des Mines exigèrent de négocier de nouveaux termes de contrat pour l'exploitation de Bakouma ; c'est alors que les choses virèrent au cocasse hilarant, au point que le président Sarkozy, excédé par les demandes exorbitantes de commissions occultes à payer à Bozizé et ses affidés, apostropha vertement entre deux portes à l'Elysée Sylvain NDoutingaye qu'il traita pratiquement de petit malfrat. Plus tard, on devait apprendre que, pendant que

Sylvain NDoutingaye était à la manœuvre, Bozizé alerté par le retard à conclure qui signifiait que son homme de main était certainement trop gourmand, avait lancé en douce une deuxième ligne de négociation du même contrat censée être plus conciliante pour une issue plus rapide et confiée au ministre des Affaires étrangères, le bien nommé Come Zoumaras, vieux briscard rompu à ces missions parallèles, en particulier celles appelées à s'effectuer en l'absence de toute transparence lui permettant de soustraire une part des gains à son profit. Areva et les autorités françaises étaient exaspérées d'avoir à choisir entre deux options, négocier officiellement ou en secret. Quand NDoutingaye sut que Bozizé lui avait fait un enfant dans le dos, il entra dans une colère noire. A son habitude il s'en prit physiquement à son collègue émissaire de l'ombre ; à coups de poing il vida sur lui sa colère et évacua sa rancœur et toutes ses frustrations.

Au terme de plusieurs années de procédures qui n'entamèrent à aucun moment la ténacité de la partie centrafricaine menée par Sylvain NDoutingaye dopé par la perspective des gains à faire, une Cour de justice des Etats Unis d'Amérique débouta l'Américain Grinberg dans l'affaire qui l'opposait à l'Etat centrafricain sur l'annulation d'un contrat signé avec le président Patassé qui lui octroyait les droits d'exploitation d'un site pétrolier en Centrafrique. Sitôt la décision notifiée par la Cour, Bozizé et NDoutingaye prirent contact avec les Chinois et curieusement négocièrent le nouveau contrat pétrolier pratiquement aux mêmes termes que ceux du contrat Patassé-Grinberg qu'ils venaient de dénoncer. En vérité seul leur importait d'être désormais assurés que les parts de royalties imparties à l'Etat iraient régulièrement sur leurs comptes privés. Ils étaient aux anges, se léchant les babines et se frottant les mains. Néanmoins, par moments, on les sentait inquiets et nerveux quand ils prenaient la mesure de l'énormité du coup qu'ils venaient de réaliser. Plus tard, quand tout alla à veau l'eau et que les rebelles étaient aux portes de Bangui, Bozizé aux abois proposa de céder aux Français la moitié de 40% des parts de l'Etat dans ce contrat, convaincu que la France de Hollande et les Américains le boudaient et ne

voaient pas à son secours contre les rebelles pour le punir d'avoir donné le pétrole centrafricain aux Chinois.

Le contrat pétrolier passé en bonne et due forme avec les Chinois et la perspective de voir un jour couler des pétrodollars ainsi assurée, il était impératif de consolider les bases et de renforcer le contrôle du pouvoir afin que le régime tienne en place le temps nécessaire à la récolte des bénéfices des efforts consentis. A cet égard les élections présidentielles et législatives qui pointent à l'horizon devront fournir l'occasion de mettre la main définitivement sur l'ensemble des institutions de l'Etat. Alors commencèrent les basses manœuvres camouflées sous de grandes décisions de réorganisation de l'administration territoriale : de nouveaux maires sont nommés pour remplacer d'autres dont on doute de l'engagement politique aux côtés de Bozizé ou sur le constat de leur tiédeur politique qui les classe d'emblée dans l'opposition au pouvoir ; les préfets et les sous-préfets sont réévalués selon les critères de loyauté et de zèle envers le pouvoir ; ils reçoivent mission de screener les leaders communautaires et les chefs de villages, de les travailler en usant de la menace et du chantage s'il le faut, afin de les préparer à exprimer le moment venu leur vote en bonne discipline dans le sens indiqué. Un préfet fit très simple : par canton et successivement il convoqua au chef-lieu de la préfecture les chefs de villages et à chaque groupe il tint invariablement le même discours ferme et menaçant qui pouvait se résumer en ces mots : « J'examinerai les résultats des votes village par village ; si je retrouve un seul vote émis pour l'opposition, le chef du village perd son poste et je nomme un autre à sa place ! ».

Lorsque s'ouvre la campagne, l'environnement social, le paysage administratif et l'opinion publique sont déjà adéquatement préparés et prêts pour rendre un vote favorable à Bozizé et aux candidats présentés par son parti le KNK, acronyme pour Kwa Na Kwa, à l'origine simple slogan de mobilisation sociale en faveur du travail qui a été transformé en sigle de parti politique. Bozizé mettra à la disposition de ses candidats tous les services et moyens roulants de l'Etat pour

battre campagne. Il avait sa vision d'une version personnelle de la démocratie, ce *machin de Blancs* qu'on lui imposait comme condition politique à satisfaire pour continuer de bénéficier de l'aide extérieure. Parti sans état d'âme pour constituer une chambre monocolore à sa dévotion, Bozizé investit comme candidats à la députation et en priorité les membres de sa famille, épouse, concubine, enfants, frère et sœur, ensuite les membres de sa tribu devenus ses frères et sœurs depuis qu'il est président de la République et enfin les affidés thuriféraires à l'échine souple, dégoulinant de loyauté circonstancielle suivis de quelques cadres de haut niveau technique obligés par la précarité à se renier ; ils s'enregistrent à la majorité présidentielle comme indépendants pour continuer de donner le change d'un ralliement à Bozizé et prendre part au festin. C'est alors que Patassé entra en lice. Il avait largement dépassé l'âge de la retraite politique ; il aurait même pu accéder au rang de sage national autour duquel les jeunes loups politiques se seraient ralliés en quête de conseils ou de médiation pour une sortie de crise interpersonnelle. Il décida de se présenter à la présidentielle contre Bozizé, convaincu que sa popularité était restée intacte et qu'elle s'était même renforcée du rejet de la politique de Bozizé par une frange importante de la population. Patassé menaçait avec sa candidature de faire s'écrouler le laborieux montage mis en place pour assurer un plébiscite du régime. Bozizé, qui avait toujours perdu ses moyens devant Patassé, perçut clairement la menace et le risque que le Barbu le fasse chuter. Il s'impliqua à fond dans la campagne, non pas comme candidat mais plutôt et toujours comme président de la République, se déplaçant en convoi présidentiel full, visitant tour à tour chacune des seize préfectures du pays ; il était reçu en grandes pompes par les autorités locales, délivrant son allocution publique de candidat à la présidence de la République et festoyant aux frais de l'Etat. Il n'avait aucun bilan à faire valoir. Il ne proposait aucun programme pour le nouveau mandat qu'il sollicitait. Ses discours étaient des menaces contre les candidats des autres partis qui osaient se présenter contre les siens ; et lorsque ses menaces verbales n'avaient pas réussi à les pousser au désistement, il faisait

donner la matraque de ses gardes pour les intimider un peu plus et amener également la population à repenser sa position.

Bozizé recueille 64% des suffrages exprimés ; il est élu président de la République dès le premier tour, ce qui à son grand soulagement lui évite la confrontation à issue incertaine avec Patassé sur lequel s'étaient portés la presque totalité des votes restants. Sont également élus tous les candidats présentés par le KNK de Bozizé ainsi que les pseudo-indépendants issus de la société civile qui avaient flairé le bon vent et assez finauds s'étaient réclamés de la mouvance présidentielle. Bozizé réalisait son rêve d'un parlement unicolore bien au-delà de ses attentes : tous les députés avaient en commun leur ingénuité politique, l'incompétence détonante, la loyauté, la fidélité et la soumission au chef de l'Etat et surtout le désir assouvi d'être enfin parvenus à un poste grassement rémunéré et stable pour les cinq prochaines années. Dès sa reconduction et du haut de son perchoir, l'inamovible président de l'Assemblée nationale, le très honorable Leroy Gambalet, proclamant son allégeance à Bozizé, jurait qu'il ne fallait pas compter sur lui pour cautionner une critique ou une motion de censure contre l'action du gouvernement et du chef de l'Etat. Ils renvoyaient à leurs commentaires stériles tous ensemble les jaloux, les frustrés, les déracinés des médias, pseudo-intellectuels et étudiants éternels déconnectés de la réalité, toujours enclins à voir la corruption partout quitte à décourager les efforts que déploient le président et son gouvernement pour sortir le pays de l'ornière et la population de la misère. Ces irréductibles qui se refusent l'opportunité de s'épanouir et préfèrent rester crève-la-faim ne connaissent rien à la politique, à notre politique, s'écrie-t-il. Alors pourquoi s'en préoccuper ?

Pendant que Bozizé essayait sa démocratie censée consolider les bases et assurer l'avenir de son régime en Centrafrique, les rébellions classiques continuaient de tenir leurs positions dans le pays malgré les offres de dialogue, les missions de médiation et les propositions de dédommagements financiers contre désarmement. Par intervalles réguliers, elles se signalaient à l'attention par quelques coups de force contre

l'armée nationale ou par des exactions contre la population. L'Ougandais Joseph Koni revenait de temps en temps braver le contingent américano-africain stationné dans l'*Est* du pays, chargé de prévenir ses infiltrations en RCA et de le capturer avec ses hommes. Les routes de province étaient devenues moins sûres, obligeant toutes les missions même humanitaires se rendant dans l'arrière-pays à se doter d'une escorte militaire rémunérée. D'ailleurs quoiqu'élu à plus de 60% des suffrages exprimés sur l'ensemble du territoire national, le président Bozizé sur le moindre de ses déplacements à Bangui était escorté par une garde prétorienne lourdement armée. En vérité, l'insécurité était généralisée et le système des Nations Unies la situait de façon stable au niveau 3. Comme une peau de chagrin sous le soleil tropical, la sécurité s'était effectivement recroquevillée sur la capitale où l'on pouvait encore se déplacer sans être obligé de se retourner continuellement. De fait, Bozizé ne tenait que Bangui mais cette situation d'atteinte à l'intégrité du territoire qui en soi était un défi pour son pouvoir ne semblait pas l'affecter ni le préoccuper outre mesure. Il donnait l'impression d'accorder du temps aux problèmes dans l'attente de leur pourrissement, d'être disponible pour toutes les concessions, voire des compromissions, pourvu qu'on le laisse tranquille à son poste pour continuer de se faire de l'argent.

En effet, avec le pétrole arraché à l'Américain Grinberg et confié aux Chinois, de meilleures perspectives s'ouvraient pour de bonnes rentrées d'argent ; il y avait cependant un bémol. Depuis les travaux de forage jusqu'à l'exploitation effective du gisement, beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts avant le remplissage du premier tanker d'exportation de l'or noir centrafricain et l'afflux des pétrodollars. Les cinq années du deuxième mandat présidentiel se seront vite écoulées et voilà Bozizé tout penaud, obligé de laisser la place à son successeur qui s'engraissera du fruit de son travail. Alors commença-t-on à envisager un troisième mandat pour le président. Tout cela n'irait pas sans une réforme adéquate et opportune de la constitution. D'ailleurs, les efforts consentis pour faire élire un parlement croupion étaient une étape du plan de réalisation de ce projet. Un groupe de travail composé des habituels zélés

parmi les nouveaux députés est constitué et mis en place sous l'autorité du Premier ministre, Archange Faustin Touadéra, qui trouvait enfin une occasion de se rendre visible. En effet, en un peu plus de cinquante années d'indépendance et de gouvernement national, le pays n'a jamais connu un Premier ministre aussi effacé, aussi inconsistant, aussi inexistant. Le drame se noue pour le pays quand on constate que le président de la République, lui-même défavorisé par une élocution difficile, est tout aussi avare de déclarations publiques et communique rarement sur son action. L'archange serait agrégé de mathématiques ; il aurait même été recteur de l'université de Bangui, ce qui reste difficile à confirmer puisqu'il est passé sur le poste sans laisser de traces. On lui prête des ambitions politiques au niveau le plus élevé. La Centrafrique serait-il irrémédiablement condamné à ne coopter que des médiocres à sa tête ? Gageons qu'il émergera à temps de ses calculs pour se rendre visible à la population et un peu plus prolixe sur son futur programme d'action ; après tout il a ses chances puisqu'en leur temps d'autres avec un background académique au ras du gazon et muets comme une carpe s'étaient fait élire avec une majorité confortable.

Confier à l'archange la charge de la réforme de la constitution pour aménager la possibilité d'un troisième mandat pour le président en fonction fut une mauvaise décision, mais Bozizé ne put que s'y résoudre après que l'objet de la mission eut fait naître une divergence aiguë entre lui et son homme lige, Sylvain NDoutingaye. Ce dernier commençait à se lasser de son rôle de vrai faux second. On demande un troisième mandat qui ne sera jamais suffisant sans le quatrième, puis le cinquième et ainsi de suite jusqu'à l'inévitable coup de force qui met fin à la dérive. Il n'y a aucune raison de ne pas arriver à ce schéma en Centrafrique ; Bozizé doit aller au bout de son mandat et en rester là se convainc NDoutingaye qui se considérait déjà comme le successeur légitime. Il avait négocié avec succès la création, la mise en place et l'opérationnalisation d'Uramine, la société d'exploitation de l'uranium de Bakouma ; même si les Sud-Africains lui ont fait un enfant dans le dos en vendant en catimini la société à Areva, il a une fois de plus réussi à

conclure un arrangement financier avec la société française de l'atome au prix de maints efforts et après avoir enduré les insultes du président Sarkozy qui lui reprochait ses demandes de commissions exorbitantes. C'était lui et lui seul qui était monté au créneau pour faire annuler par une Cour de Justice des États-Unis d'Amérique le contrat litigieux d'exploitation pétrolière accordé à l'Américain Grinberg par le président Patassé. Immédiatement il avait pris contact avec le Chinois et conclu un nouveau contrat plus avantageux ; c'était encore une initiative personnelle qu'il avait conduite à terme avec succès. Il a accumulé des réussites. Elles lui ont fait prendre des coups mais elles l'ont mis à la lumière et l'ont propulsé au-devant de la scène politique nationale. Il est devenu un personnage de premier plan du pays, l'alter ego du président de la République avec la compétence et l'expérience acquise dans l'action en plus. A continuer de travailler à la place du président sans lui faire de l'ombre, sa patience s'accommoderait de deux mandats mais jamais d'un troisième. Conscient du caractère ombrageux de Bozizé qui le fait exploser brutalement en réaction de grande violence destructrice, NDoutingaye était tout miel avec lui en public alors qu'en privé ou en cercle familial restreint il ne mâchait pas ses mots, signifiant clairement que c'était lui le maître et le seul qui ramène l'argent à la maison. Par bribes, la rue à Bangui apprenait que, par sa désinvolture affichée, NDoutingaye s'était aliéné la Première Dame et ses enfants qui ne rêvaient plus que de le virer du gouvernement, lui faire la peau et laver l'affront fait au président et à leur famille. Dans ce cercle tribo-familial qui n'a jamais été formé aux débats d'idées, aller à la confrontation, même sur le terrain de la bataille politique, c'est uniquement aller à l'affrontement sanglant avec à terme l'élimination physique de l'autre. Ainsi Francis, ci-devant ministre adjoint de papa à la Défense et successeur putatif en droite ligne était prêt à en découdre au poing avec NDoutingaye. Alors, un matin, la presse locale livrée invariablement depuis des années en format de tract de revendications syndicales et la radio nationale consacrèrent leur une à une tentative avortée de coup d'Etat. NDoutingaye et le Garde des Sceaux Firmin Feindiro en seraient les têtes de file. Le présumé gouvernement est publié in extenso. On est surpris

d'y retrouver un sujet libanais ; il pourrait bien avoir été le contributeur financier ayant couvert le coût de l'opération et d'ailleurs en digne fils de Phéniciens il s'était affecté le ministère des Finances pour être sûr d'accélérer à son avantage le retour sur investissement.

Familier des parodies de justice qu'il organisait contre d'innocents citoyens au bon plaisir du président qu'il voulait maintenant renverser et convaincu qu'il pourrait être bientôt victime à son tour des mêmes sévices et dénis de justice, le Garde des Sceaux prit la poudre d'escampette pour se réfugier en France. Ostensiblement, NDoutingaye défia Bozizé et resta sur place. A sa manière il montra qu'il n'avait peur de rien ni de personne. Même limogé de son poste ministériel il continua d'apparaître à certaines cérémonies officielles en présence du chef de l'Etat. Cela sans nul doute annula le reste de crédit dont disposait encore Bozizé auprès de ses homologues chefs d'Etat des pays voisins. Il ne pesait même plus une once à leurs yeux depuis qu'il avait pris l'habitude de courir se mettre sous l'autorité du président Omar Bongo Ondimba pour parler avec son opposition intérieure ; Idris Déby Itno du Tchad, qui l'avait porté au pouvoir contre Patassé et qui, régulièrement, comme en suivi de son intervention victorieuse, l'encourageait à un dialogue sincère et constructif avec ses rebelles, s'était finalement lassé et s'était détourné de lui. On lui prêtait même certaines menées surnoises de déstabilisation où on le voyait financer en sous-main les rebelles centrafricains pour vite en finir avec Bozizé. Bis repetita ! Sassou NGuesso du Congo-Brazzaville l'avait fait Grand Maître de sa loge maçonnique en l'espace d'une nuit en respect de son rang de chef d'Etat mais, après avoir constaté la vacuité et l'inconsistance du personnage, il avait effectué une sorte de repli sur lui-même, dans un mouvement de rejet à peine dissimulé. Le jeune Ali Bongo, à peine deux ans au pouvoir à la suite de son défunt père et de plusieurs années son cadet, le snobe et ostensiblement évite de lui donner l'accolade au même titre qu'à ses pairs chefs d'Etat invités à la célébration de l'indépendance gabonaise. Paul Biya au moins n'aura jamais varié dans ses rapports avec Bozizé, l'entretenant comme son vassal et tenant comme l'arrière-pays

camerounais. Bozizé aura réussi au bout de dix années de gestion de son pays à s'aliéner tous ses collègues de la sous-région et pour le comble il en était au même niveau de leur rejet que Patassé à la même étape de son pouvoir. Désormais convaincu que Bozizé n'en avait plus pour longtemps à la tête de l'Etat centrafricain, l'homme de la rue se posait seulement la question de savoir quand allait se produire le changement d'homme.

D'être constamment sur ses gardes, de toujours surveiller ses arrières et de ne se déplacer que dans un véhicule rempli d'armes de tout calibre pour faire face à toute attaque sur sa personne commençaient à fatiguer Sylvain NDoutingaye qui pensait comme ceux qui le guettaient qu'il finirait par commettre un jour l'erreur fatale. Du simple fait de sa présence à Bangui, l'ancien ministre des Mines ne constituait pas moins une nuisance, un motif de stress et une menace pour le président ; il avait réactivé et rassemblé autour de sa personne les anciens libérateurs ; on lui connaissait des sympathisants au sein de la garde présidentielle et du service de sécurité rapprochée de Bozizé. Il était acquis que NDoutingaye devait partir en exil volontaire mais lequel des deux protagonistes allait prendre l'initiative de négocier sa sortie et son éloignement ? Alors, on constata que NDoutingaye paraissait plus que jamais en totale maîtrise de la situation et en position de force ; il imposa ses desiderata à l'autre partie : il était d'accord pour une évacuation sanitaire à l'étranger, transport et séjour payés par l'Etat et départ de Bangui officiellement salué par le chef de l'Etat. Le Maroc plus arrangeant pour le visa de séjour est choisi comme destination finale en lieu et place de la France car pour l'obtention du visa Schengen il eût fallu contacter un centre hospitalier et justifier de quel mal aurait pu souffrir le candidat à l'évacuation et qu'on ne saurait soigner à Bangui. Bozizé sortit des caisses du Trésor national près de quarante mille euros qu'il remit en espèces au présumé malade qui semblait se porter comme un charme ; de recevoir tant d'argent gratuitement pour se mettre au vert l'aurait peut-être guéri spontanément de son mal mystérieux ! Le président se déplaça à l'aéroport pour lui dire au revoir comme convenu

mais par indulgence obligeons-nous à penser qu'il voulait s'assurer qu'il était bien parti. En vérité personne n'était dupe sauf Bozizé qui se forçait à espérer que Sylvain NDoutingaye se tiendrait à carreau à l'extérieur du pays et qu'il n'utiliserait pas sa part de la fortune qu'ils s'étaient ensemble constituée durant les années fastes de leur entente pour s'armer et attenter à son pouvoir. L'invasion du pays par les hordes indisciplinées de la Séléka en mars 2013, le renversement de son régime et sa fuite précipitée au Cameroun lui donnèrent très vite en moins de deux mois la réponse : NDoutingaye figurait en bonne place parmi ceux qui avaient financé l'opération. Cela lui enleva ses dernières illusions mais il était déjà trop tard.

Bozizé ne devait s'en prendre qu'à lui-même ; tout au long de ses dix années à la tête de l'État il ne s'était jamais soucié de se mettre dans les habits de président de la République, de prendre de la hauteur à la mesure de la fonction pour rester au diapason de ses pairs chefs d'État. Ceux-ci ayant remarqué le peu de cas qu'il faisait de sa personne et de son image ont commencé de le snober avant de l'ignorer crânement pendant leurs rencontres. Il ne pesait d'aucun poids à leurs yeux mais cela ne semblait nullement l'affecter. Délibérément, il a continué de travailler à la dépréciation des fonctions et postes de grandes responsabilités politiques et administratives en Centrafrique à commencer par la présidence. Il avait fini de faire de son pays un espace clos particulier où n'importe quel escroc pouvait accéder à sa convenance à n'importe quelle fonction de haute responsabilité sans justifier d'aucune des qualifications requises habituellement dans un État en fonctionnement normal. Quel respect accorder à une CENI présidée par un chauffeur- mécanicien, fût-il personnel d'ambassade et pasteur ? Il y eut ainsi beaucoup d'exemples de ces nominations inacceptables sur le seul principe du respect dû au poste et à la fonction. Alors, le petit soldat regarde fonctionner Bozizé et se met à gamberger : si diriger se résume à utiliser des hommes de troupes à peine formés et faméliques pour terroriser et tenir la population sous contrôle pendant qu'en cercle tribo-familial on s'enrichit frauduleusement du détournement des ressources du pays, il se verrait bien président

de la République car après tout il n'y a pas besoin de qualifications pour cela non plus. Au même moment, à l'autre bout du pays, dans une petite ville à la frontière entre le Soudan et la RCA, le consul de Centrafrique, un cadre national s'estimant lésé dans son plan de carrière, ruminant sa revanche, frustré et plein de rancœur, tient le même raisonnement et arrive à la même conclusion. A Bangui il n'était même pas chef de service au ministère du Plan où il travaillait ; néanmoins, pour relancer sa carrière et assouvir son ambition, il veut être président de la République ; il doit renverser et remplacer Bozizé ; pas moins !

Nyala, la ville soudanaise où se trouve le petit consulat de Centrafrique, est la base arrière où les mercenaires viennent se reposer entre deux coups de force ou à la recherche d'offres de missions à accomplir. Entre les capitaines et les colonels aux états de services impressionnants et à la solide expérience de terrain, vieilles crapules darfouris et sud-soudanaises en délicatesse avec les deux Soudans et laissées à circuler comme en liberté conditionnelle pour des griefs incomplètement évacués, le consul ne pouvait avoir que l'embarras du choix. Ses recrues n'avaient besoin que d'une chose : qu'il leur désigne la cible. Le reste était leur affaire. Elles connaissaient toutes les ficelles pour se fournir en armes, les filières de trafic, les contacts à prendre et à établir, qui pouvait financer les opérations, toutes informations et savoir-faire immédiatement mis à la disposition du consul pour utilisation à bon escient. Le financement de l'opération servira de capital d'amorçage, entendu que les futures jeunes recrues, chômeurs des villes et de la campagne traversées et conquises se payeront sur le dos de la population et vivront du fruit de leurs rapines, ce qui les focalisera plus fortement sur l'objectif final, la prise de Bangui où ils auront plus à piller pour assouvir leur espoir de devenir riches. Les voyous désœuvrés traîne-savate ne manqueront pas sur le parcours jusqu'à Bangui ; on en recrutera un grand nombre qu'on formera sommairement à tenir une arme et à faire le coup de feu, l'essentiel étant qu'après avoir servi de chair à canon aux différents accrochages avec les positions avancées de l'armée nationale, il en reste assez pour l'assaut final. En

définitive c'est une coalition des différentes rébellions armées opérant sur le sol national qui est constituée. Elle se met en route à partir du *Nord-Est* du pays, déployant ses batteries et ses hommes comme un rouleau compresseur ; les localités et les villes tombaient les unes après les autres, presque sans résistance, le petit détachement de l'armée nationale ayant rapidement débandé devant la puissance de feu. A chaque étape, la population, déçue par la gestion de Bozizé, qui attendait des libérateurs, se retrouvait confrontée à des pilleurs, des violeurs, des tueurs auteurs d'atrocités et d'actes de barbarie l'obligeant à fuir de son domicile pour se mettre à l'abri. La coalition estampillée Séléka sème la désolation et suscite la haine contre elle. Lorsque tout aussi facilement Bambari est prise et ses entreprises mises à sac et détruites, la question que tout le monde se posait n'était plus si mais quand la horde entrerait à Bangui. Alors le Tchadien Déby, que l'opinion centrafricaine et Bozizé soupçonnaient de financer la rébellion en sous-main, déploya son double jeu, protestant mollement contre l'avancée des troupes d'invasion, tempérant la prise de position de ses pairs de la CEAC quand elle lui paraissait assez forte pour menacer le mouvement d'un coup d'arrêt et enfin affectant exclusivement à ses troupes d'élite la mission de constituer la ligne de démarcation à Damara, à 75km de Bangui. En vérité, Déby voulait rester maître du jeu jusqu'à son terme et il interposait ses troupes pour se donner la latitude du choix de l'heure et du jour où il laisserait la Séléka passer sa pseudo-ligne de démarcation pour prendre la capitale. Le 23 mars 2013, les hordes de la Séléka campaient aux portes entrée-nord de Bangui ; le 24 aux premières heures du matin les positions du petit contingent de soldats sud-africains affectés à la protection de Bozizé étaient facilement enlevées et pratiquement moins d'une heure plus tard la présidence tombait. Bozizé avait déjà vidé les lieux pour se réfugier au Cameroun ; dans sa fuite précipitée il oublia même d'informer sa compagne, la première dame *ad interim* qui heureusement alertée à temps dut le rejoindre par ses propres moyens.

Le petit consul de Nyala s'autoproclame immédiatement président de la République ; il venait de réaliser son rêve et

arrivé sans programme de gouvernement comme celui qu'il venait de remplacer, il devenait le nouveau parasite de l'Etat centrafricain. Le savait-il ? Les présidents, qui l'avaient précédé, tous aussi parasites de l'Etat les uns que les autres, avaient pu rester dix ans ou plus au pouvoir parce qu'ils avaient respecté scrupuleusement le principe du bon parasitisme : ne jamais dépouiller l'État et les populations de tous leurs biens mais toujours leur laisser le minimum nécessaire à leur survie pour que le système continue de fonctionner. Les pillages ont commencé en Centrafrique seulement à la chute de Bokassa et sous l'instigation de Dacko qui entendait ainsi aider la population à évacuer treize années de contraintes et de frustrations subies sous le régime du dictateur déchu ; encore maintenant ceux qui ont vécu cette période se réfèrent aux pillages des années suivantes par l'expression « opérations merci Dacko ». A la suite, on a en effet pillé au cours des mutineries et tentatives de coups d'Etat avortées sous le régime Patassé ; les libérateurs de Bozizé ont pillé le jour de leur entrée à Bangui. On pille les entreprises, les marchés, les maisons de commerce petites ou grandes et les maisons de particuliers non gardées mais on touche rarement aux édifices publics. Ce 24 mars les choses se seraient déroulées de cette manière habituelle, tout serait rentré dans l'ordre dès le jour suivant et une semaine plus tard on aurait eu le nouveau président et son gouvernement installés pour faire exactement ce qu'ils reprochaient à Bozizé. Mais grisée par sa victoire et son triomphe, parvenue à la tête d'un pays sans Etat et désormais sans armée, la Séléka estimait le moment propice pour mettre en chantier les conditions d'évolution des communautés nationales vers une Centrafrique islamique. Elle devait d'abord procéder à la destruction de l'administration publique laïque. Systématiquement, ses éléments investirent, occupèrent et saccagèrent les édifices publics jusqu'aux résidences des préfets; les équipements des services furent pillés, les archives dispersées et détruites ; les registres des naissances étaient ciblés de parti pris et brûlés pour faciliter plus tard toutes les falsifications d'état civil programmées. La horde s'attaque ensuite à la population en ciblant la frange non musulmane, chrétienne et animiste. Les miliciens de la Séléka passeront de

maison en maison pendant plusieurs jours à Bangui pour piller, violer et tuer en cas de résistance en dépouillant les propriétaires de tous leurs biens. Le butin constitué de cash, vêtements, meubles et électroménager est transféré à d'autres musulmans installés au Km5 tandis que les véhicules arrachés aux particuliers et aux entreprises sont expédiés au Tchad et au Soudan. De jeunes musulmans résidents permanents de ce quartier ont très vite pris langue avec les envahisseurs ; ils assuraient la sale besogne de guider les éléments de la Séléka sur les maisons à piller et les familles non musulmanes à violenter. Il s'agissait de retirer tout bien et toute ressource à la population chrétienne et animiste pour l'appauvrir totalement et durablement. A terme, grâce au butin distribué aux musulmans complété de quelques subsides et facilités de crédit, on ferait éclore quelques personnalités islamiques capables de contrôler l'économie du pays et influencer la politique nationale. Estimant avoir achevé le traitement de la capitale avec ses services publics et sa population, la Séléka se déploie sur les seize préfectures du pays, procédant avec la même férocité devant tout ce qui se rapporte à l'administration du territoire et agressant la population après l'avoir dépouillée de tout. En province il n'y a jamais beaucoup à piller ; le saccage est vite terminé. Les éléments insatisfaits de la Séléka vont se mettre à harceler la population ; des pères de famille sont humiliés devant leurs enfants et épouse parce qu'ils ne peuvent pas fournir les vivres qu'on leur réclame ; certains sont soumis au fouet, une pratique d'un autre temps, pour n'avoir pas répondu avec l'empressement attendu à un ordre donné ; tous les hommes sont astreints à un temps de travail forcé au service des nouveaux maîtres se comportant en seigneurs de guerre. Alors, la population constate qu'elle est bien revenue au temps de la colonisation et chose encore pire et triste, elle est maintenant colonisée par des vauriens, va-nu-pieds, crève-la-faim aventuriers sortis de nulle part et de surcroît socialement et culturellement plus arriérés qu'elle-même. Elle constate également qu'avant que quelqu'un vienne la tirer de ce pétrin, il sera peut-être déjà trop tard. Elle doit d'abord compter sur elle-même. Et, sans surprise, Bossangoa, le berceau de la guerre du Congo Wara, reprend ses lances, ses flèches empoisonnées et

ses couteaux de jet, bombe le torse et défie l'envahisseur, bien décidé à le bouter hors de son territoire. La réaction de Bossangoa, même si à son début elle a paru brouillonne au point de se tromper d'ennemis en certaines occasions, a indiqué clairement aux populations excédées par les sévices de la Séléka qu'elles ne devaient plus tolérer les exactions de ces voleurs, fussent-ils armés ; elle a ainsi servi de détonateur. Moins d'un mois plus tard, les jeunes de Bangassou redressèrent la tête pour dire non aux éléments de la Séléka écumant leur ville. Même la candide Lobaye connut quelques escarmouches où la Séléka perdit l'un de ses nervis de haut vol. Le rejet de la Séléka, de ses éléments et de leurs comportements est consommé ; il s'exprime désormais sous forme de contre-réaction violente appelée à gagner progressivement l'ensemble du territoire national. Les forces de sécurisation que la communauté internationale déploie en Centrafrique devraient s'aider de la population pour identifier ces mercenaires tous galons et grades farfelus confondus et à quelque échelon de l'Etat où ils se trouvent, pour les neutraliser de gré ou de force avant de les présenter à la justice pour qu'ils répondent de leurs crimes. L'arrestation de ces malfrats, leur jugement en bonne et due forme, la sentence prononcée et normalement exécutée consacreront la fin de l'impunité et marqueront à jamais un nouveau départ vrai et durable pour la République centrafricaine.

Une fois la sécurité des personnes et des biens et la paix sociale restaurées et consolidées, le système politique et l'administration du territoire mériteraient de faire l'objet d'un débat public au cours d'une conférence nationale aux fins de leur réajustement à l'esprit et aux besoins de la population centrafricaine. A la suite, de vrais administrateurs civils seraient nommés pour rebâtir et opérationnaliser les services publics. Dans cette phase de reconstruction il apparaîtra pertinent de conférer plus de pouvoirs de décision aux collectivités locales ; la santé et l'éducation par exemple pourraient passer sous leur responsabilité afin de bénéficier d'une meilleure opportunité de bonne gestion, du fait de la proximité des organes de prise de décision et de surveillance pour un développement harmonieux.

L'agriculture devrait être inscrite au plus haut rang de priorité pour bénéficier du maximum d'investissements afin de mécaniser les méthodes culturales, apporter un encadrement technique aux paysans, diversifier et intensifier les cultures vivrières et de rentes. Des pôles de développement et d'excellence créés pourraient amener une saine émulation et une compétition fructueuse entre les régions. L'émergence d'une ou de deux régions comme championnes des progrès et du retour rapide sur investissements confirmerait la pertinence du choix de la régionalisation, cadre de la décentralisation ayant permis de rapprocher les pouvoirs de décisions et les mécanismes de gestion du terrain des opérations pour leur rendre plus d'efficacité. Mais comment arriverait-on à financer ce vaste programme de reconstruction, véritable plan Marshal pour sans une assistance extérieure multiforme massive ? Comment miné par un déficit chronique en ressources humaines formées parviendrait-il à mettre en œuvre complètement et efficacement ce vaste programme ? Ces questions devraient être posées et trouver assez tôt des réponses réalistes afin de minimiser le risque d'hypothéquer le succès de l'entreprise.

Le fond du problème ou les déterminants de la dérive...

Houba est l'*homo ubangiensis*. Il était l'indigène oubanguien de la colonisation française ; il est devenu, à l'indépendance octroyée par la France de de Gaulle, indigène oubanguien imparfaitement décolonisé, un Ioïde. Aligné au départ avec une quarantaine d'autres colonies africaines il est resté englué dans ses starting blocks, animé de mouvements désordonnés qui l'ont maintenu sur place pendant que les autres sprintaient vers des objectifs de développement et d'épanouissement de leurs populations. Depuis le 24 mars 2013, il a reçu le coup de grâce et il gît par terre désormais comme une poupée de chiffon désarticulé qui peine encore plus à trouver une âme charitable qui veuille bien le mettre debout. Tout le temps où il disait tenir les rênes du pouvoir en toute souveraineté, il a refusé le progrès social à la population et le

développement économique à son pays. Quelles explications pourrait-on en donner ?

Houba n'aime pas travailler... On se souvient, les colons français et portugais n'avaient jamais eu le temps ni la patience de lui apprendre à travailler, à bien travailler, préférant plutôt le contraindre à la tâche avec l'espoir qu'il ne pourrait que le faire mal, ce qui justifierait qu'ils continuassent de le traiter de sous-homme incapable de comprendre une méthode de travail et de produire à la suite un travail de qualité. N'ayant jamais appris à bien travailler et ayant toujours travaillé sous contrainte, mécaniquement, sans comprendre, il n'a jamais pris du plaisir à travailler, ni ressenti la satisfaction que procurent les résultats d'un travail bien exécuté. Il avait ainsi développé une haine tenace contre le travail manuel ; il en était arrivé à rejeter toute forme de travail et la simple idée de travailler sur d'autres compatriotes qui à ses yeux devaient demeurer des êtres inférieurs taillés et voués à la tâche. Aussi tout le temps qu'avait duré la colonisation cherchait-il désespérément à être fonctionnaire et agent rétribué par l'État, seule position qui le mettait à l'abri du travail manuel et de tout besoin avec la garantie d'un salaire mensuel régulièrement payé et non indexé à l'aune de sa performance.

L'absence d'une expérience pratique sur un vrai et bon système de gestion d'un État pour inspirer les leaders nationaux avant leur prise de fonction a consacré leur médiocrité... Les nouveaux maîtres cooptés la veille de l'indépendance par le colon pour le remplacer n'avaient jamais été exposés à une administration du territoire, un système de gouvernance autre que la gestion coloniale de leur pays ; l'administrateur colonial était leur seule référence. Appelés à le remplacer, quoi de plus normal que de l'imiter, faire comme il faisait d'autant que bon prince il a accepté de leur céder sa place sans contrepartie apparente. Un point pourtant important leur échappait et fera durablement le malheur du pays : le colon travaillait à soutenir l'économie de la France, sa patrie ; eux devaient travailler au développement de leur pays mais ils voulurent bien comprendre dans le sens qui les arrangeait : en

prenant la place du colon ils pouvaient continuer à faire trimer les populations sur les mêmes programmes de production mais cette fois pour leur enrichissement personnel. Rapidement, ces nouveaux maîtres entrèrent dans un train de vie qui ne pouvait s'expliquer que par la facilité avec laquelle, pour couvrir leurs frais personnels, ils siphonnaient dans les caisses de l'Etat l'épargne nationale laissée par la colonisation. Ils donnaient des envies et inspiraient de fausses idées aux jeunes de plus en plus convaincus que leur avenir ne pouvait se bâtir que dans la capitale. S'ensuivit un exode rural qui continuera à travers tous les régimes de saigner l'arrière-pays de ses jeunes et de ses forces de production, arrêtant les activités agricoles et éteignant lentement la joie de vivre dans les villages. Les dirigeants leaders politiques se cooptaient invariablement dans le cercle restreint des initiés chaque fois que le pouvoir changeait de main pour rester entre anciens fonctionnaires. Ils avaient en commun dans leur subconscient la haine du travail manuel et la propension à vivre aux crochets de l'Etat sans mérite ni état d'âme. Aucun d'eux ni à aucun moment n'arrivera à trouver le mot juste pour mettre la population au travail, lui faire aimer son travail, donner un sens à son travail ou pour encourager et aider le paysan à améliorer ses méthodes culturales et accroître sa production. Tous savaient pourtant que seule l'agriculture pourrait faire décoller l'économie et le pays ; mais ne pouvant pas être des exemples dans ce domaine, ils n'avaient pas de leçons à donner. Et de peur qu'il leur soit demandé de rendre des comptes de leur gestion du pays, ils se gardaient de faire connaître à leurs compatriotes ce que sont leurs droits et devoirs de citoyens de la République centrafricaine ; ils contrôlaient l'information pour les laisser dans l'ignorance et éviter qu'il leur vienne l'envie d'exercer ces droits. Pour ces pseudo-citoyens d'une République virtuelle le seul changement visible intervenu était : en Oubangui-Chari le colon blanc de l'administration du pays est devenu noir le 13 août 1960 ! Mal assurés et en doute perpétuel sur leurs capacités, ces nouveaux maîtres promus par enchantement ne croient guère que leurs compatriotes pourraient être capables de s'élever des conditions difficiles qui constituent leur lot quotidien pour réaliser ces mêmes activités qu'ils pensent être de la capacité exclusive du

Blanc. Ils ne font jamais confiance à leurs compatriotes : envers eux ils nourrissent une vague suspicion entretenue par l'habituel complexe d'infériorité qui crée des jalousies, empoisonne les relations entre nationaux de différentes strates sociales, pourrit et appauvrit toute réflexion et grève les opportunités d'entente durable pour de grandes réalisations. Un ami haïtien, interpellé sur la question, estimait que ces comportements parfois exacerbés par certaines pulsions mélanogéniques négatives étaient détectables à divers niveaux d'expression chez toutes les personnes maintenues trop longtemps sous contrainte ; devant les cas centrafricains il tentait cette explication : l'indigène oubanguien imparfaitement décolonisé, l'Ioïde proclamé libre à l'indépendance octroyée gracieusement et promu immédiatement à de hautes fonctions d'Etat, est un orphelin en quête perpétuelle d'affection et d'acceptation auprès de personnes étrangères qui de parti pris doivent lui rappeler l'ancien colonisateur et avec lesquelles il se sent immédiatement et naïvement en confiance ; convaincu de la précarité de sa position et constamment inquiet, il demeure toujours jaloux de la réussite méritée de tout autre compatriote et il ne sera jamais heureux que lorsqu'il aura réussi à lui faire perdre pied ; le corollaire, un médiocre promu sans mérite au pouvoir ne donne jamais la main à un cadre pour le tirer vers le haut surtout s'il s'agit d'un compatriote doté d'une solide formation technique ; il le perçoit immédiatement comme un concurrent et une menace sur sa position. Jamais il ne recherche l'expertise d'un compatriote compétent pour travailler en équipe et faire avancer les choses dans son domaine de responsabilité. Ces nouveaux maîtres sont des modèles d'égoïsme car on ne doit voir qu'eux et autour d'eux personne ne doit s'épanouir dans quelque domaine que ce soit, ce qui leur ferait de l'ombre. Leur épanouissement et leur présence au pouvoir excluent toute initiative de développement harmonieux du pays.

La maturation en adulte responsable est étouffée par la pression familiale et communautaire... De la proclamation de la République et de l'accession de son pays à l'indépendance, Houba ne retiendra que la seule opportunité créée et exploitable

à son profit : le colon disqualifié et écarté, même momentanément, des fonctionnaires anciens au poste vont être promus à de hautes responsabilités à la tête de l'Etat. Des postes vont se libérer, de nouveaux seront créés dans la fonction publique centrafricaine. Houba quitte donc sa province et migre à Bangui pour ne pas rater l'occasion de prendre un poste dans la fonction publique. Ce déplacement l'a éloigné de sa communauté mais au fond cela ne lui déplait pas totalement car avec la distance il se sent de moins en moins sous l'œil virtuel sévère qui en permanence lui rappelait le code moral, l'appelait à ses devoirs de membre du groupe social et de père de famille, modelait ses attitudes et son comportement et finalement organisait sa vie dans la communauté. Maintenant le voilà dégagé de ces contraintes ; il est libre de faire ce qu'il lui plaît de faire, évidemment dans les limites que lui accordent les règles de vie dans la nouvelle société. En père de famille il s'installe en ménage avec son épouse et ses enfants. Cynisme ou inconscience, il affecte de rester fidèle à l'éducation communautaire pour ses enfants même s'il voit bien que les conditions de vie en ville sont bien différentes de celles au village et ne s'y prêtent pas du tout ; mais comme cela lui ménage un grand espace de liberté, il préfère. Houba prend alors l'habitude de s'échapper de la maison et avec ses camarades il noie dans l'alcool ses responsabilités paternelles pour éviter de penser aux enfants pleurant de faim à la maison ou à l'idée qu'ils pourraient finir sur les trottoirs comme petits mendiants. Certains jours il se prend la tête entre les mains et brutalement il réalise qu'il est seul. Or, être seul ou se sentir seul au monde est éminemment redoutable selon nos coutumes. Divers souvenirs de sa vie dans le clan l'assaillent et le submergent ; sa propre éducation comme celle des enfants de son groupe social était collégiale : l'enfant appartient à la communauté ; les charges et les devoirs paternels s'en trouvent allégés par le partage et deviennent faciles à assumer. Aucun enfant ne peut souffrir de la famine à côté d'autres qui mangent à leur faim. Le problème du voisin concerne l'ensemble du clan et tous se rallient autour du chef pour une solution consensuelle, garante de la cohésion et de la concorde durables au sein de la communauté. Une image furtive lui traverse l'esprit et lui glace

le sang : à continuer d'évoluer ainsi seul au monde tel qu'il le fait actuellement, il pourrait mourir dans un total anonymat, sans grand monde pour pleurer sa mort et tenir trois jours et trois nuits de place mortuaire ! A cette simple idée il suffoque et transpire de sueur froide. Le regret tel une chape de plomb l'écrase. Il doute de lui-même et de ses capacités à organiser sa vie de façon autonome, sans les autres. Subitement il se sent petit ; il est pris d'un urgent besoin d'être entouré des siens, de faire partie du groupe, de ne plus se sentir abandonné et seul. Il est prêt à restaurer ses liens avec la famille élargie, bien au-delà du clan, même jusqu'à la tribu. Sa porte est désormais ouverte en permanence à tous les parents. Qu'on lui apporte à régler les ordonnances des oncles, tantes, cousins, cousines et leur nombreuse progéniture ; ces enfants sont à traiter comme les siens propres ; tant pis pour ces derniers. Même focalisées sur la famille nucléaire ses capacités financières pour pousser ses enfants assez loin dans leur scolarité et leur formation professionnelle étaient limitées, maintenant il se dispose à prendre en charge d'autres enfants. Apparemment cela le préoccupe à peine. Au contraire il est sur tous les fronts d'assistance aux parents. Une largesse par-ci, une autre par-là et à chaque fois l'émotion l'étreint ; il vit son action comme une quête assidue de protection divine contre toute malveillance à son égard. Il est transporté de bonheur. Cependant, ses libéralités semblent générer de nouveaux besoins, de nouvelles demandes d'assistance au regard desquels ses dons apparaissent de plus en plus comme des gouttes d'eau dans un océan de besoins. Un peu tard, il réalise qu'il s'est embarqué et piégé dans un processus sans fin. Entre-temps les parents ont déjà achevé de siphonner son épargne, le précipitant lui-même et sa famille dans l'obligation de vivre au jour le jour en stricte dépendance de son salaire. Beaucoup parmi les parents sont contents qu'il les ait rejoints dans la précarité ; certains même se gaussent de sa chute pendant que d'autres, toujours insatisfaits, regrettent et parfois lui en veulent qu'il ne soit plus capable de continuer de les aider même au détriment de sa famille obligée de vivre sur son maigre salaire mensuel. Les rumeurs sur sa déchéance, les marques d'ingratitude de ses assistés d'hier lui parviennent. Elles l'affectent profondément et

on espère pour lui-même qu'il aura tiré une bonne leçon pour réorganiser au mieux sa vie et sauvegarder les intérêts de sa famille dans l'avenir ; d'autant qu'il est prêt à tout tenter pour rebondir ; mais lorsque cédant à la facilité parce que l'occasion était trop belle, il détourne l'argent de l'Etat, ce n'est nullement au profit de sa famille : il reprend les mêmes libéralités à seule fin de restaurer ses capacités d'assistance aux parents et recommencer à compter à leurs yeux comme recours permanemment disponible. Au fond pendant tout le temps où ses ressources régulières étaient réduites, son principal souci restait de trouver les voies et moyens pour regagner la sympathie du groupe et y conforter sa place. Houba s'affranchit difficilement de sa communauté quand vient l'heure de la décision de devenir un adulte responsable de sa destinée et de celle de sa famille ; toute sa vie durant un cordon ombilical virtuel, que la pression de l'opinion renforce chaque jour au détriment de ses velléités d'émancipation, le maintient ou le ramène en ligne avec les us et coutumes de son groupe, la peur de se retrouver seul faisant le reste. L'évolution vers le concept de famille nucléaire synonyme de maturité et de prise de responsabilités adultes en est retardée d'autant ; de rares cas d'émancipation des parents, violemment décriés et rapidement étouffés, sont perçus comme pure aventure ou l'expression d'une grande fragilité culturelle face aux idées importées. Ainsi va le doux cocon de la famille élargie, cadre naturel et éminemment attractif pour la majorité des Houba qui restent insensibles à son côté réducteur et infantilisant. Le corollaire est la précarité sociale commune sous ces cieux avec l'absence d'épargne qui grève toute initiative de développement.

Un réflexe d'ancien fuyard bride l'ambition et grève toute initiative de développement durable... Houba a conservé des réflexes et un comportement de fuyard bien enfouis dans son subconscient. De l'histoire du peuplement de l'Oubangui-Chari on tire au moins une certitude : les Pygmées sont les premiers occupants du pays et ses vrais résidents de souche. Leurs racines plongent profondément à travers plusieurs générations dans ces forêts qui ont toujours abrité leurs habitats et leur mode de vie séculaire. Avec une probabilité moyenne de

se tromper on pourrait leur adjoindre certaines tribus bantou de la zone forestière, notamment le groupe GBaka-MBati ou riveraines des deux rives de l'*Oubangui*, spécifiquement le groupe Sangho-Yakoma. Pour le reste il s'agit de migrants forcés de fuir des côtes maritimes pour s'enfoncer à l'intérieur des terres en quête de refuge. Cette zone au cœur de l'Afrique a ainsi accueilli par vagues successives différents groupes de personnes cherchant à se mettre à l'abri des rafles exercées par des esclavagistes. Les ancêtres de Houba ont été profondément marqués par le spectre du danger pouvant surgir de nulle part et à tout instant pour les frapper mortellement ou les asservir définitivement, ce qui était la même chose puisque cela signait leur condamnation à mort. Ils ont ainsi vécu avec un fond de stress permanent qui les maintenait en alerte et prêts à se mettre en route pour fuir un peu plus loin. A la longue ils ont adopté certains comportements qui leur ont forgé une seconde nature fondée sur les réflexes de fuyard ; ceux-ci se sont transmis au cours du temps d'une génération à la suivante. Cette peur au ventre est si profondément enfouie dans le subconscient qu'on a peine à en soupçonner le lien de cause à effet avec certains comportements ou attitudes tant ils paraissent naturels par leur spontanéité et leur régularité. Ainsi avoir de l'ambition et voir grand seront stigmatisés comme une effronterie ou plus souvent la preuve d'une éducation mal assumée ; de même, planifier pour l'avenir, créer l'abondance pour thésauriser et constituer un patrimoine à transmettre à la génération suivante, investir ce qu'il faut en efforts de travail pour se prémunir de la précarité se conçoivent difficilement et sont assimilés à de la sottise : il faut être vraiment simple d'esprit et inconscient pour accumuler autant de choses qu'à tout moment on pourrait abandonner à l'ennemi pour se mettre à l'abri. Constamment sur le qui-vive et prêt à détalier, convaincu que le viatique doit à la fois contenir l'essentiel des possessions et rester suffisamment léger pour permettre de progresser à bonne allure et assez loin, on s'organise en conséquence : les champs sont aux dimensions et les élevages à la taille nécessaires à la production du minimum qu'il faut pour vivre en autarcie, sans stock de réserve et en s'exposant volontairement à tous les risques de rupture ; les maisons sont faites en matériau de courte durée, boue sur lianes

tressées et maintenues à la verticale par de petits troncs d'arbre pour les murs et chaume non traité pour les toits ; le tout livré sans soucis d'esthétique, attendu qu'une maison ne saurait avoir que le seul rôle de protéger contre les intempéries et les dangers de la nuit. En effet, subsiste toujours derrière la tête l'obsédante idée traduite en une simple question : à quoi cela servirait-il de bâtir du durable lorsqu'on n'est jamais sûr de demeurer longtemps au même lieu ? Et l'on pourrait citer encore et encore des exemples qui corroborent la réalité des méfaits de ce réflexe de fuyard. La manière contrastée, dont certaines figures connues du pays organisent ou ont organisé leur environnement de vie privée, est du meilleur reflet qui identifie leur origine géographique. Boganda, que tous les Centrafricains reconnaissent comme héros national et promoteur de l'indépendance du pays, était également le premier indigène oubanguien propriétaire d'une plantation de café qui a longtemps excité la convoitise des planteurs de la colonie française. Certains ne lui ont jamais pardonné non seulement de faire preuve d'ambition mais surtout de s'être engagé dans une entreprise pérenne et d'envergure. A la suite est venu Dacko qui avait déjà une grande demeure familiale à Mokinda, son village. Pendant son mandat il l'a agrandie et a amélioré son équipement ; il a acquis à Bangui une villa qu'il a entièrement transformée en une résidence respectable derrière un mur d'enceinte en fer forgé. Bokassa, qui a renversé Dacko dans la nuit de la St Sylvestre en 1965, se devait de faire mieux ; il s'est bâti Bérengo, à 90 km de Bangui pour abriter la cour de l'éphémère Empire centrafricain. Ces trois chefs d'Etat sont issus des tribus de la forêt et visiblement ne subissent aucun effet du réflexe de fuyard ; ils ne se sont jamais posé de question pour s'installer solidement et décemment dans des demeures ou sur des entreprises qui sont toutes des œuvres pérennes. On a retrouvé cette attitude plus tard chez Kolingba qui s'est offert une vraie résidence à Satéma et une seconde à Bangui, confirmant ainsi que les tribus riveraines de l'Oubangui ont toujours été des résidents sédentaires de leur zone géographique. En revanche, Patassé a été à la tête du pays pendant plus de dix ans, il ne s'est construit aucune résidence privée ni à Bangui ni dans l'Ouham sa région d'origine.

Renversé par un coup d'Etat et contraint à l'exil au Togo, il a vécu des subsides de cet Etat ; il est rentré finalement à Bangui où il a habité dans un logement de location jusqu'à sa mort. Bozizé, son bourreau, est au pouvoir depuis dix années et au moment où il est renversé, il n'a toujours pas une résidence digne de son rang ni à Bossangoa ni à Benzambé son village où il se retire pourtant régulièrement pour se ressourcer. La différence entre ces deux derniers présidents et les quatre autres tient au réflexe du fuyard qui annihile la moindre velléité de voir grand, solide et durable quand il s'agit de s'installer pour prospérer en un lieu. La trouille d'en être chassé à un moment ou à un autre revient chaque fois assez fort pour confiner au choix de projets précaires justifiés par l'avenir estimé aléatoire.

La solidarité, la communauté des destins restent à construire... Les Baya seraient remontés des bords du lac Victoria, poussés par les hordes sanguinaires du Sultan de Zanzibar déployées à travers le Tanganyika. Les groupes Banda-Zandé-Gbougou qui peuplent le centre et l'Est du pays seraient venus des bords du Nil poussés vers l'Ouest et l'intérieur des terres par des esclavagistes chassant à travers le Soudan pour alimenter les cours du Yémen et d'Arabie Saoudite. Les vrais résidents de la zone seraient les Pygmées, les tribus de zone forestière GBaka et MBati et les tribus du fleuve Sangho et Yakoma. Lorsqu'en 1885 la colonisation crée l'Oubangui-Chari, c'est cette population hétéroclite et hétérogène qu'elle enferme derrière des frontières artificielles. Elle avait besoin d'une main-d'œuvre docile, il était hors de question qu'elle fasse éclore la solidarité entre les autochtones qui allait avec le risque de faire naître des mouvements de revendication pour de meilleures conditions de travail. A l'indépendance, le colon qui les logeait à la même enseigne et cristallisait leurs rancœurs une fois parti, les populations se retrouvèrent encore plus hétéroclites que jamais avec une forte identité tribale selon les groupes ethniques. Ceux-ci étaient plus en concurrence qu'animés de la volonté d'aller à la réalisation d'un destin commun. C'était plutôt chacun pour soi dans sa tribu ! La férocité de cette concurrence entre les groupes ethniques s'exprimera au détriment des plus faibles et le

traitement infligé aux Pygmées en fournit le meilleur exemple. Rapidement, les Pygmées furent mis hors jeu ; ils seront régulièrement marginalisés selon une démarche qui ne parut choquer personne et s'imposa à tous comme normale, voire naturelle. Nulle opportunité d'émancipation ne sera offerte aux Pygmées, privant ainsi leurs communautés de tout ce qui pouvait les rapprocher d'un quelconque accès aux progrès technologiques nécessaires à l'aménagement d'un meilleur cadre de vie. Constamment tenus en marge de la société, ils ont été confinés au fond de la forêt qui à la longue s'est révélée être un écosystème efficace dans la préservation de leur santé physique et morale. En effet les rares fois où l'on s'est intéressé à eux, cela a toujours été le signal du début de leurs malheurs. Des contacts toujours au désavantage des Pygmées ont été dans le seul but avoué ou innocent de les exploiter sans vergogne comme des bêtes de somme. En Lobaye, beaucoup de Pygmées ont été tirés hors de la forêt pour servir d'ouvriers agricoles dans les plantations de café, les palmeraies ou les bananeraies. Si, dans la journée au cours du travail ils pouvaient se mêler aux Bantous, le soir ils étaient obligés de se retirer dans des habitats spéciaux où ils étaient parqués à l'orée des villages. Ils sont ici encore tenus à l'écart de la vie du village et on ne fait attention à eux que pendant les moments où on a besoin de leur force de travail ; la seule différence avec les bêtes de somme est qu'ils se nourrissent eux-mêmes et s'entretiennent tout seuls. D'autres fois ils servent comme bêtes de démonstration pour touristes en quête d'exotisme. Toute la journée pour satisfaire les désirs des hôtes étrangers, il leur sera demandé d'exécuter toutes les formes de danses y compris leurs danses rituelles. Lorsque ces manifestations sont organisées comme on dit sur le site, c'est l'office national du tourisme centrafricain, organisme d'Etat qui en est le maître d'œuvre. Par bus entiers et véhicules tout terrain on rassemble les touristes. Transpirant de tous leurs pores sous la sylve étouffante de chaleur humide, ceux-ci vont filmer les danses et photographier sous toutes les coutures les Pygmées, en particulier les femmes nues aux seins flappis, pendant comme des poches vides sur lesquelles un nourrisson s'acharne encore et encore pour en tirer quelques gouttes de lait. Drapé dans sa fausse supériorité et son mépris du pygmée son

compatriote, le responsable du tourisme national participe à cette exploitation déshumanisante ; le risque de procéder ainsi à la banalisation de rites qui sont des repères respectés dans la vie d'une communauté ne l'émeut nullement. Tout à sa mission il a produit aux touristes l'image qu'ils s'attendaient à avoir telle qu'annoncée par les prospectus et il est satisfait. Heureusement, des contacts sur des motifs plus nobles effectués par des anthropologues de l'ORSTOM, office français de recherches scientifiques outremer, ont mis à jour des trésors culturels qui montrent que les Pygmées ont eux aussi des richesses à faire valoir. Ces chercheurs ont sillonné la forêt de la Lobaye et séjourné dans différents campements de Pygmées pour observer l'écosystème sans le perturber ou bouleverser leurs us et coutumes. Leurs travaux ont permis de faire connaître objectivement les Pygmées à leurs compatriotes bantous ; on leur doit ainsi la diffusion de la musicologie pygmée et la promotion de l'arc musical. En définitive, les Ioïdes, en doute sur leur propre personnalité, auraient besoin de souffre-douleurs à disposition à l'intérieur de leur communauté ou plus souvent à l'extérieur de leur groupe ethnique pour se donner de la contenance.

La gestion tribale de la politique nationale selon un modus operandi de gangsters... Dacko a passé dix ans au pouvoir avant d'être renversé par Bokassa qui se maintiendra treize ans avant son éviction du pouvoir par Dacko que renverse immédiatement Kolingba ; à la fin de la période attribuée à Kolingba , certainement lassé des coups de force pour changer d'homme, on choisit d'organiser des élections démocratiques ; Patassé fut élu. Il se passa à peine un an, Kolingba se mit à contester le scrutin, empêchant Patassé de travailler ; il disqualifiait ainsi les élections comme processus efficace d'alternance au pouvoir en Centrafrique. Alors Bozizé s'en remit à l'ancienne formule qui avait régulièrement fait place nette au nouveau président pour travailler à l'aise et il renversa Patassé par un coup d'État. Dix ans plus tard c'est la coalition des rébellions qu'il n'a cessé d'abreuver de fausses promesses qui le met en fuite et récupère son fauteuil présidentiel. Ce qui se devinait en filigrane sous Dacko et Bokassa est devenu

patent sous Kolingba : la conquête du pouvoir en Centrafrique s'est tribalisée complètement. Mais la guerre entre les tribus pour accéder au trône n'aura pas lieu. De la même manière que des gangsters dans une ville délimitent à chacun sa zone de racket et de vente de drogue pour éviter de se marcher sur les pieds, ce sera chacune à son tour. Opportunément, en effet, à travers leurs figures de proue, les tribus représentatives du pays ont convenu d'un temps maximum d'exercice du pouvoir pour chaque mandature afin de tempérer l'impatience du représentant de la tribu en lice pour le prochain coup d'Etat d'alternance. Le système est même passé dans le langage courant. Les GBaka de la Lobaye ont eu leur présidence avec Dacko et Bokassa, les Yakoma avec Kolingba, les Kaba avec Patassé et les Baya avec Bozizé. Ainsi, à la suite d'un coup d'Etat réussi et en considérant les membres de la tribu du président déchu, le commentaire de la rue se résume toujours à : ils ont assez bouffé ; ils doivent laisser la place aux autres ! Et la tribu gagnante de proclamer : c'est notre tour ! Cependant, avec les rebelles de la Séléka et l'emphase mise sur la religion musulmane qui aboutit à un recrutement minoritaire et à un appui non tribal au sein de la population, on peut craindre que cette nuance apportée au schéma habituel de conquête du pouvoir contribue à écourter leur durée d'exercice. Ne gagneraient-ils pas à se réclamer des Banda qui leur assureraient déjà une majorité confortable ? Cela reste une suggestion qui a l'avantage de ramener les choses aux normes et de confirmer à la population qu'elle doit n'en attendre rien de nouveau qui pourrait favoriser son épanouissement.

Mettre fin à la scoumoune...

A quelque chose notre malheur pourrait être bon. a été mis à plat et remis à zéro. Considérons la situation créée comme une opportunité. Saisissons-la pour ne pas manquer notre chance de bâtir tel que Boganda l'avait rêvé, pour le peuple et avec le peuple pour sa totale émancipation.

LA CENTRAFRIQUE
AUX ÉDITIONS L'HARMATTAN

Dernières parutions

**DE L'OUBANGUI-CHARI À LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
INDÉPENDANTE**

Simiti Bernard

La République centrafricaine, ex Oubangui-Chari, a célébré le 13 août 2010 le cinquantenaire de son accession à la souveraineté internationale. Cette marche vers l'indépendance s'inscrit dans le contexte global de revendications de l'autonomie politique par les anciennes colonies françaises d'Afrique. Cet ouvrage est une justice faite à Barthélemy Boganda, leader de la lutte pour l'indépendance et fondateur de la République centrafricaine.

(Coll. Études africaines, 10,50 euros, 66 p.)

ISBN : 978-2-336-29347-9, ISBN EBOOK : 978-2-296-53187-1

TROUPE (LA) DE BEMBA ÉTAIT TOMBÉE SUR NOS TÊTES

Bepou-Bangue Johannes Arnaud

Pays peu peuplé, la République de Centrafrique a été secouée par une énième tentative de putsch en octobre 2002. Pour renforcer l'armée loyaliste affaiblie, les autorités en place ont fait appel à une rébellion étrangère en renfort : Le Mouvement de la Libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba Gombo. Les hommes de la troupe ont commis viols, pillages et autres exactions. L'auteur se remémore des souvenirs pénibles et révèle sa version des faits.

(10,00 euros, 68 p.)

ISBN : 978-2-296-99552-9, ISBN EBOOK : 978-2-296-51702-8

L'HARMATTAN ITALIA
Via Degli Artisti 15; 10124 Torino

L'HARMATTAN HONGRIE
Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

L'HARMATTAN KINSHASA
185, avenue Nyangwe
Commune de Lingwala
Kinshasa, R.D. Congo
(00243) 998697603 ou (00243) 999229662

L'HARMATTAN CONGO
67, av. E. P. Lumumba
Bât. – Congo Pharmacie (Bib. Nat.)
BP2874 Brazzaville
harmattan.congo@yahoo.fr

L'HARMATTAN GUINÉE
Almamy Rue KA 028, en face du restaurant Le Cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CAMEROUN
BP 11486
Face à la SNI, immeuble Don Bosco
Yaoundé
(00237) 99 76 61 66
harmattancam@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE
Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31
etien_nda@yahoo.fr

L'HARMATTAN MAURITANIE
Espace El Kettab du livre francophone
N° 472 avenue du Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN SÉNÉGAL
« Villa Rose », rue de Diourbel X G, Point E
BP 45034 Dakar FANN
(00221) 33 825 98 58 / 77 242 25 08
senharmattan@gmail.com

L'HARMATTAN BÉNIN
ISOR-BENIN
01 BP 359 COTONOU-RP
Quartier Gbèdjromèdé,
Rue Agbélenco, Lot 1247 I
Tél : 00 229 21 32 53 79
christian_dablaka123@yahoo.fr

Oubangui-Chari, Centrafrique : deux dénominations successives pour le même pays, qui le situent au cœur de l'Afrique, pris en tenaille entre les fleuves Oubangui au Sud et Chari au Nord.

L'histoire du pays est une suite de drames humains qui se déroulent loin des regards et dont on parle à peine. Le peuplement du territoire s'est accéléré et complété au 18^e siècle par diverses communautés fuyant les razzias d'esclavagistes. Elles étaient déjà la majorité par rapport aux résidents des lieux.

En 1905, l'Oubangui-Chari est intégré à l'AEF comme colonie française. Le pays est immédiatement morcelé et confié à diverses sociétés concessionnaires pour exploitation. Il va connaître le système colonial le plus féroce.

En 1959, veille de l'Indépendance, l'équipe politique est décimée par un attentat. L'inexpérience est préférée à la compétence pour présider ce nouveau départ du pays.

À la suite, les médiocres mis à la tête du pays en 1960 ont continué de se coopter entre eux, luttant contre toute relève formée et compétente, sans se soucier ni être inquiétés par leur pauvre performance. Le dernier président « élu démocratiquement » a poussé jusqu'à la caricature la dépréciation des fonctions de hautes responsabilités politiques et administratives. Il a pavé la voie à l'aventure Séléka...



Honki de Sassara est le pseudonyme de l'auteur qui est natif centrafricain ; médecin-biologiste, ancien cadre de recherche biomédicale de l'Institut Pasteur de Bangui ; haut fonctionnaire retraité de l'Organisation Mondiale de la Santé, Ancien ministre de la Santé. Depuis 2005 il participe aux activités humanitaires bénévoles comme président de l'Instance nationale de coordination du Fonds mondial pour la lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme en République Centrafricaine.

Illustration de couverture : © creativedoxfoto

ISBN : 978-2-343-03193-4

18,50 €



9 782343 031934